

PANORAMA & VADE-MECUM

des démarches de reconnaissance
de la **résilience**



Association
Française
pour la Prévention
des Catastrophes
Naturelles et Technologiques

AFPCNT
Mieux comprendre, mieux prévenir




**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Préambule

Dans le cadre de son projet associatif, l'AFPCNT se donne pour mission de conforter et de développer les démarches visant à la résilience des territoires aux risques naturels et technologiques, en particulier dans le contexte devenu celui du changement climatique. Par ailleurs, la deuxième priorité de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs (CPO) conclue avec le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires prévoit que l'AFPCNT mène un certain nombre d'actions destinées à favoriser la résilience des territoires et des organisations.

En décembre 2022, l'AFPCNT a publié un rapport proposant un premier état des lieux et des perspectives en matière de démarches de résilience aux risques naturels et technologiques. Cet état des lieux exploratoire a conduit à classer les démarches de résilience selon différentes catégories. Il conduit à prévoir des investigations plus poussées pour chacune d'entre elles.

Sur cette base, ce rapport se positionne comme un document initiateur des travaux à mener sur la reconnaissance des démarches de reconnaissance de la résilience.

Menée par Resilience France (HCFRN) et l'association Résiliances, cette étude vise à l'établissement d'un panorama des démarches de reconnaissance de la résilience et à la définition d'un vade-mecum pour chaque type de démarche identifiée.

L'étude réalisée conduit à :

- > clarifier l'ensemble des termes utilisés au regard du sujet (label, marque, audit, résilience, démarche de reconnaissance, etc.) ;
- > dresser un panorama des démarches existantes en France et dans le monde ;
- > en identifiant leurs faits générateurs, leurs secteurs d'application, etc. ;
- > identifier les dynamiques de mise en œuvre de ces démarches.

Ce référentiel ouvre à la mise en place d'un espace d'échanges et de dialogue sur les expériences menées en matière de reconnaissance de démarches de résilience. Il permet des développements ultérieurs impliquant le tissu associatif des membres et des partenaires de l'AFPCNT.

À partir de ces éléments et de travaux menés par ailleurs, plusieurs actions pourront se poursuivre au sein de l'AFPCNT. Il s'agira entre autres :

- > d'identifier et de soutenir les démarches porteuses et/ou innovantes à mener pour la reconnaissance de la résilience et de les amener à progresser ;
- > de mettre en évidence des besoins en matière de développement des démarches de reconnaissance de la résilience ;
- > de prendre appui sur les conclusions de la présente étude pour définir un ensemble de repères partagés des différents modes opératoires possibles en matière de reconnaissance de la résilience.

Les termes du cahier des charges

Afin de s'accorder sur le même postulat de départ et de faciliter l'appropriation des contenus pour le lecteur, les termes du cahier des charges ont été définis comme suit :

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Vade-mecum	Recueil contenant des renseignements sur les règles d'un art ou d'une technique à observer ou sur une conduite à suivre et qu'on garde sur soi ou à portée de main pour le consulter.	Centre national de ressources textuelles et lexicales.
Panorama	Étude donnant un tableau complet, une vue d'ensemble d'un sujet, d'une question.	Centre national de ressources textuelles et lexicales.
Démarche	Action entreprise en vue de faire aboutir un projet, une affaire, particulièrement auprès d'une autorité. Les synonymes de démarche sont : demande, requête, sollicitation, tentative, procédure et formalité.	Dictionnaire de l'Académie française. Dictionnaire LeRobert.
Démarche de reconnaissance de la résilience	Une procédure qui permet de reconnaître formellement la résilience de quelque chose. Dans cette étude, les démarches de reconnaissance de la résilience incluent les labels, les marques et les normes certifiantes.	Etude panorama de la résilience HCFRN-Résiliances, 2023.
Evaluation	Elle détermine la valeur de quelque chose. Il existe plusieurs modes d'évaluation, par exemple : l'autoévaluation, l'audit, l'évaluation par l'analyse d'experts, l'assurance qualité, l'examen par la direction, évaluation de la performance, l'entretien d'évaluation, etc.	Dictionnaire Larousse. The BCI Good Practice Guidelines (GPG), 2018 Etude panorama de la résilience HCFRN-Résiliances, 2023.
Indicateur	Les indicateurs de capacité de résilience peuvent fournir la preuve que des personnes, des groupes ou des institutions spécifiques ont la capacité ou les moyens de réagir aux chocs et aux facteurs de stress.	Vaughan, E. (2018). Série de notes d'orientations pratiques pour la mesure de la résilience 3 : Mesure de la capacité de résilience. Washington, DC : Accord d'appui à l'évaluation, l'analyse et l'apprentissage de la résilience (REAL).

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Indice / Index en anglais	Nombre indiquant le rapport entre deux ou plusieurs grandeurs et permettant de classer, de hiérarchiser (Indice - français). Instrument qui permet de mesurer le sens et l'ampleur de la variation d'un élément ou d'un facteur (<i>Index</i> - anglais).	Centre national de ressources textuelles et lexicales.
Score	Résultat chiffré lors d'un test.	Dictionnaire Le Robert.
Reconnaissance	Action d'accepter, d'admettre comme vrai ou légitime ce qui n'était pas considéré comme tel. Action de reconnaître formellement, juridiquement.	Dictionnaire de l'Académie française. Dictionnaire Le Robert.

SOMMAIRE

Introduction	8
• Avertissement du lecteur	11
• Les destinataires du document	11
• Les rédacteurs du rapport	12
• L'organisation des recherches	12
Glossaire	14
• Formes de reconnaissance de la résilience	16
• Objets donnant lieu à la reconnaissance	19
• Modalités de reconnaissance de la résilience	30
Démarches identifiées selon les risques associés et le secteur de résilience	32
• Légendes	34
• Tableau des démarches	35
1. La reconnaissance de la résilience	48
• Les démarches de reconnaissance	50
• Les objets donnant lieu aux démarches de reconnaissance	51
› <i>La résilience</i>	51
› <i>Les risques majeurs</i>	53
› <i>Les objets connexes à la résilience</i>	53
• Les composants clé de la reconnaissance	54
› <i>Généralités</i>	54
› <i>L'encadrement des démarches par des référentiels</i>	54
• Les modalités de la reconnaissance	60
› <i>Les principaux modes opératoires</i>	60
› <i>Les critères d'identification des démarches de reconnaissance</i>	61

2. Observations générales	62
• Evolution de la création des démarches	64
› <i>Une augmentation des démarches au cours des 10 dernières années</i>	64
› <i>L'accès à l'information augmente la visibilité des démarches</i>	65
› <i>Une répartition équilibrée entre les démarches à visée internationale et nationale</i>	66
› <i>Des secteurs qui correspondent aux enjeux sociétaux</i>	66
› <i>Un nombre important de démarches de résilience structurelle</i>	67
› <i>Des entités objets de la reconnaissance très variées</i>	67
› <i>L'enjeu de reconnaissance, une approche très française ?</i>	68
• Analyse des objectifs	69
› <i>Apporter du crédit, de la sécurité</i>	69
› <i>Mettre en lumière, favoriser la commercialisation, obtenir des financements</i>	69
› <i>Des démarches généralement couplées à des actions de complémentaires</i>	70
3. Panorama des démarches	72
Annexes	104
• Ensemble des démarches identifiées	106
• Les modalités de recherches conjointes	123
› <i>Les étapes de la recherche</i>	123
• Les sources	126
• Remerciements	132

Introduction

Des enjeux de préparation face aux risques naturels et technologiques majeurs à la valorisation de la culture de la résilience organisationnelle et structurelle.

Les chocs de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine ont mis en évidence les dépendances majeures de notre société à la mondialisation, aux technologies, aux énergies et ont dévoilé nos vulnérabilités. Les événements climatiques avec des impacts graves risquent de s'accroître et de s'intensifier dans le contexte du dérèglement climatique, en témoigne la violence de la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes en 2020 ou des méga-feux en Gironde en 2022.

La question du niveau de préparation et de résilience de nos sociétés, de nos organisations et de notre population face à ces chocs se pose.

Le développement par ces acteurs, de leur capacité à résister aux conséquences d'événements redoutés est vivement encouragé par les parties prenantes et les donneurs d'ordre. A ce titre, la ministre de la transition écologique a rappelé, dans le discours Grenoble en 2021, que des "risques majeurs auxquels nous ne sommes pas préparés demeurent (...) le tout sera de savoir les prévenir, de pouvoir les affronter et gérer leurs conséquences". La notion de résilience est centrale au sein du plan d'action qui en découle. La feuille de route "Tous résilients face aux risques" vise à mieux préparer la société française à gérer les crises par l'information et l'implication des citoyens sur ces enjeux. La prévention, la préparation et la connaissance des risques majeurs avec une vision à moyen et long terme sont les axes essentiels pour accroître la résilience globale de notre société et de nos organisations.

La labellisation, ainsi que les autres démarches de reconnaissance de la résilience, sont des repères au profit des acteurs. Elles permettent aux citoyens, aux pouvoirs publics

et aux diverses parties prenantes de disposer d'indicateurs sur la résilience d'une organisation ou d'un territoire. La labellisation permet de gagner du temps sur l'évaluation et évite les surprises. Les démarches de reconnaissance de la résilience constituent donc une mise en valeur, une aide à la décision et un gain de temps.

Dans ce contexte, l'AFPCNT a chargé le Haut Comité Français pour la Résilience Nationale et l'Association Résiliences, de faire un état des lieux des démarches de reconnaissance de la résilience en France et à l'international.

Un enjeu d'attractivité et de professionnalisme pour les porteurs de démarche

Les mots « résilience », « label », « développement durable » et « transition écologique » sont entrés dans le langage courant. Toutefois, leur usage est souvent imprécis, ce qui n'est pas sans conséquence. Le choix d'un acteur de créer une marque, un label ou de mettre en oeuvre une norme, a un impact sur son organisation interne et son attractivité.

Derrière la mise en place des démarches, la question du professionnalisme du porteur de démarche se pose, notamment au travers de sa capacité à soutenir, valoriser et qualifier l'atteinte des objectifs.

Lors du dépôt de la marque, le choix de la nature appropriée de la démarche est particulièrement important et fait appel à des procédures d'enregistrement spécifiques qui permettent d'évaluer la nature et la validité et des conditions d'usage des marques, et ainsi de limiter les risques de contentieux. Un choix erroné est susceptible d'empêcher l'enregistrement de la marque ou de conduire à son annulation (art.L 715-4 et L.715-9 du code de la propriété intellectuelle).

Avertissement du lecteur

Le présent rapport et toutes les opinions exprimées dans cette publication relèvent de la seule responsabilité des auteurs. Tous les efforts ont été faits pour compiler des données aussi précises et récentes que possible sur la base des sources disponibles. L'AFPCNT, le Haut Comité Français pour la Résilience Nationale, l'Association Résiliences, et toutes les entités ou partenaires associés à ce rapport, n'assument aucune responsabilité pour les données qui pourraient être inexactes.

Ce document est destiné à évoluer dans le temps. Nous serions ravis de recueillir vos avis sur ce rapport ainsi que vos suggestions quant aux améliorations éventuelles que nous pourrions apporter au panorama.

Si vous êtes porteur d'une démarche contribuant à la reconnaissance et à la valorisation du champ de résilience collective (organisations, territoires et autres) non mentionnée dans cette étude, nous vous invitons à nous contacter via le formulaire de retour, disponible via le Code QR suivant :



Les destinataires du document

Ce document est destiné à tous les acteurs intéressés, dont les collectivités territoriales, par la résilience et les outils, les démarches pour la promouvoir. Les acteurs de la prévention et de la gestion des risques majeurs pourront identifier en quoi des démarches générales (norme ISO) ou très ciblées (marque portant

sur un objet très précis) contribuent à reconnaître la résilience.

Le document s'adresse aux personnes en charge de la gouvernance de l'AFPCNT et aux membres des groupes de travail dédiés à ce sujet pour avancer sur un référentiel commun.

Les rédacteurs du rapport

Membres de l'AFPCNT, le Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN), appelé également Résilience France, et l'Association Résiliences ont répondu de manière conjointe à ce travail par souci d'équité et d'équilibre vis-à-vis des autres adhérents et porteurs de démarches.

Les deux structures ont mis en commun leurs complémentarités d'approches et notamment leurs :

- › connaissances sur le terrain international pour Résilience France des problématiques des grandes institutions et opérateurs acteurs de la résilience,
- › connaissances des pratiques de l'aménagement du territoire et des problématiques associées pour l'Association Résiliences,

- › implication dans l'association AFPCNT et connaissances des acteurs facilitant les sollicitations en tant que de besoin.

Rédaction du rapport :

Christian Sommada, Claire Menon, Caylee Alix et Benjamin Roman pour le HCFRN.

Sandra Decelle-Lamothe pour l'Association Résiliences

Cadrage de la démarche, apports techniques et relecture du rapport :

Lena Valeanu, Bernard Guézo et Ghislaine Verrhiest-Leblanc pour l'AFPCNT.

L'organisation des recherches

Ce rapport a été le fruit d'un travail mené en plusieurs étapes :

ÉTAPE 1

Clarification de l'ensemble des terminologies dans un glossaire,

ÉTAPE 2

Réalisation d'un registre inventoriant les démarches afin de les présenter de manière synthétique et d'établir des statistiques,

ÉTAPE 3

Rédaction du descriptif des actions.

Les recherches ont notamment permis de faire la lumière sur :

- › les fondements sur lesquels elles reposent (faits générateurs des démarches, constats desquelles elles partent, les besoins auxquels elles répondent),
- › les réglementations éventuelles, en référence,
- › les pratiques professionnelles auxquelles elles se réfèrent,
- › leurs modalités d'évaluation,
- › leurs portées et leurs impacts.

Glossaire

Formes de reconnaissance de la résilience

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Certificat	Acte attestant la réussite à un examen.	Dictionnaire Le Robert.
Certification	1. Assurance donnée par écrit. Certification d'un chèque. 2. Certificat délivré par un organisme indépendant attestant la conformité (d'un produit, d'un service) aux normes et règlements en vigueur.	Dictionnaire Le Robert.
Label	Étiquette ou marque sur un produit (pour en garantir l'origine, la qualité. Label de garantie. Démarche de reconnaissance qui s'appuie sur un référentiel donné. Un label se caractérise par le fait de fournir une garantie objective selon un processus d'évaluation indépendante. Le signe distinctif associé correspond à une marque de garantie. À l'INPI, une démarche de reconnaissance peut être enregistrée comme marque simple (moins contraignante et moins «qualitative», mais qui pose moins de problème sur l'aspect de la responsabilité) ou bien comme marque collective qui confirme l'adhésion à une démarche sans forcément l'assurance de qualité). Il est possible de déposer le terme label à l'INPI via l'enregistrement d'une marque de garantie. La dualité dispositif/marque est indispensable pour constituer un label. Un dispositif sans marque n'est pas un label. Un label existe car est mis en place un dispositif définissant clairement ses critères d'attribution, et donc les caractéristiques qui le distinguent, ainsi que la procédure permettant d'obtenir la distinction, à partir d'une candidature volontaire de l'entité qui souhaite en bénéficier.	Dictionnaire Le Robert. Mission APIE – Appui au patrimoine immatériel de l'Etat. 2021.

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Marque	Marque de fabrique, commerce. → étiquette, label (anglicisme). Marque déposée. Produits de marque, qui portent une marque connue, appréciée. Signe distinctif. Cachet, poinçon ou tout autre signe qu'on appose sur une marchandise pour désigner le lieu de fabrication ou le fabricant, ou pour attester un contrôle. Marque de fabrique. Marque d'atelier. La marque de l'orfèvre. La marque de la douane. Marque de l'or, de l'argent, poinçon qui en garantit le titre. Par métonymie. Instrument avec lequel on porte une telle empreinte. Dénomination choisie par une entreprise industrielle ou commerciale pour distinguer ses produits et, par métonymie, nom de l'entreprise elle-même. Une nouvelle marque. Produit de marque. Un champagne de grande marque. Image de marque, voir Image. Marque déposée, que le fabricant fait enregistrer pour en garder la possession juridique.	Dictionnaire Le Robert. Dictionnaire de l'Académie française.
Marque déposée	Marque déposée, que le fabricant fait enregistrer pour en garder la possession juridique. En France, une marque déposée peut être une marque simple, une marque collective ou bien une marque de garantie.	Dictionnaire de l'Académie française.
Marque simple	Distingue les produits/services d'une entité donnée pour les différencier de produits/services de même nature provenant d'autres entités (ex : Parcoursup).	Mission APIE - Appui au patrimoine immatériel de l'Etat, 2021.
Marque collective	Des marques collectives sont des noms déposés par un groupe qui se détermine par l'appartenance à la même organisation et qui vise à promouvoir des produits ou des services. Il s'agit plutôt de matérialiser l'adhésion à une démarche, sans constituer un marquage de qualité. Certaines démarches, développées dans le secteur privé, en particulier par des interprofessions désireuses de valoriser leurs filières et leurs produits pourraient être perçues comme une forme de labellisation : les produits arborant ces marques collectives indiquent une origine, le partage de valeurs, et répondent généralement à des cahiers des charges plus ou moins sélectifs. Pour autant, ils ne sont pas des labels car leur objectif est avant la promotion et la valorisation d'un point commun et de l'engagement dans une démarche (ex : Marque Bretagne : marque de territoire au service de l'attractivité de la Bretagne mise à disposition d'acteur désireux de se référer à ce territoire.	Mission APIE – Appui au patrimoine immatériel de l'Etat. 2021.

SUITE →

Objets donnant lieu à la reconnaissance

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Marque de garantie	Elles identifient les produits/ services dont certaines caractéristiques sont attestées et fournissent donc au public une information objective. (Ex : FAIRTRADE). Auparavant, cela s'appelait « marque collective de certification » mais désormais la certification fait l'objet d'une réglementation spécifique.	Ordonnance n°2019-1169 transposant la directive UE n°2015-2436.
Norme	Ensemble de règles techniques, de critères définissant un type d'objet, un produit, un procédé. Appareil conforme aux normes françaises NF. Type, état, comportement qui peut être pris pour référence ; modèle, principe directeur qu'on tire de l'observation du plus grand nombre. La norme est destinée de base dans les relations entre partenaires économiques, scientifiques, techniques et sociaux. La norme par nature est d'application volontaire. Référencée dans un contrat, elle s'impose aux parties. Une réglementation peut rendre d'application obligatoire tout ou partie d'une norme. La norme est un document élaboré par consensus au sein d'un organisme de normalisation par sollicitation des représentants de toutes les parties intéressées. Son adoption est précédée d'une enquête publique. La norme fait l'objet d'un examen régulier pour évaluer sa pertinence dans le temps. Toute norme française prend effet le mois suivant sa date d'homologation.	Dictionnaire Le Robert. Dictionnaire de l'Académie française. ISO 22300.
Processus de normalisation	Le processus de normalisation consiste à confier à un organisme agréé (AFNOR, CEN au niveau européen) le soin d'établir et de publier une norme (un « standard » en anglais) dans le but d'harmoniser l'activité d'un secteur économique en présentant « la meilleure façon de faire ». Le fait de se conformer à une norme peut être exprimé et valorisé au travers de l'attribution d'un droit d'usage d'un signe distinctif (ex : NF).	Mission APIE – Appui au patrimoine immatériel de l'Etat. 2021.

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Adaptation aux enjeux du dérèglement climatique	S'adapter au changement climatique consiste à se préparer aux conséquences pour limiter les dégâts éventuels en intervenant sur les facteurs qui contrôlent leur ampleur (par exemple : l'urbanisation des zones à risques).	Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires.
Atténuation des causes du changement climatique	Ensemble d'actions visant à réduire les causes du changement climatique (limitation des gaz à effet de serre liée aux activités anthropiques, restauration des écosystèmes écologiques, limitation de l'extraction et de l'usage des ressources, etc.).	Association Résiliences.
Développement durable	Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il prend en compte les dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. Il nécessite un changement de pensée et d'action pour assurer la protection de la diversité biologique, la satisfaction des besoins essentiels de tous et la solidarité intergénérationnelle. Il s'adapte aux contextes cultures, biogéographiques, sociétaux et politiques. En anglais, le terme utilisé est « sustainable development » (développement soutenable).	Rapport Bruntland 1987.
Transition écologique	La transition écologique est une évolution vers un nouveau modèle économique et social qui apporte une solution globale et pérenne aux grands enjeux environnementaux de notre siècle et aux menaces qui pèsent sur notre planète.	Transition écologique : définition et moyens d'actions - Oxfam France.

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Champs de la résilience	La résilience peut être individuelle (l'individu, la famille proche) ou collective (La famille élargie, les affiliations (associations etc..), l'entreprise, la commune, le département, la région, l'Etat, l'Europe).	Compte rendu n°47 de la Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale, Assemblée Nationale, 3 novembre 2021 : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, Président de Résilience France et de M. Christian Sommade, délégué général du HCFRN.
Formes de la résilience	Il convient de distinguer deux formes de résilience dans la pratique : la résilience organisationnelle et la résilience structurelle. La résilience organisationnelle essaie de diminuer les conséquences des chocs forts ou extrêmes, la résilience structurelle agit majoritairement sur les causes. Des organisations mettent en œuvre concomitamment ces deux résiliences pour arriver à un état de résilience sociétale.	Compte rendu n°47 de la Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale, Assemblée Nationale, 3 novembre 2021 : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, Président de Résilience France et de M. Christian Sommade, délégué général du HCFRN.
Processus de résilience	<p>La résilience est un processus dynamique comprenant des étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > une phase de dysfonctionnement préalable (déli, aveuglement, méconnaissance), > le choc (à un instant avec un avant et un après), > la gestion de crise, > le repositionnement, > la transformation et une phase de renaissance. <p>Le choc amène à une perte (humaine, fonctionnelle, financière, etc.), le repositionnement révèle les choix, notamment liés aux prises de conscience post-crise.</p> <p>Face à un choc, les éléments exposés ne disparaissent pas tous. En l'absence d'effondrement, le relèvement post-crise prend la forme d'un processus qualifié de résilience. Tout enjeu qui a su faire face est qualifié de résilient.</p>	<p>Association Résiliences.</p> <p>CERES, ENS.</p>

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience sociétale / globale	Elle intègre les mesures de résilience organisationnelle et/ou structurelle qui concernent les acteurs publics dont l'action vise l'intérêt général et in fine la population. Elle s'appuie sur la notion citoyenne/civique de collectivités humaines et agglomère l'ensemble des résiliences organisationnelles de tous les acteurs.	C.Sommade, Délégué général du HCFRN, Résilience organisationnelle et résilience structurelle, un seul objectif : la résilience nationale , Sécurité & Défense MAGAZINE, 14 décembre 2018.
Résilience organisationnelle	<p>The ability of organisations to make decisions and take actions to reduce disaster vulnerability and impacts. Organisational resilience is a goal that results from a combination of other activities such as: Security Management, risk management, business continuity management, emergency management and crisis management.</p> <p>Elle comprend au sein d'une organisation : l'analyse des risques et des menaces, la planification, la prévention, la préparation, la sûreté, la sécurité, la veille, l'alerte, la gestion de crise, la continuité d'activité ou de services, la post-crise et le retex.</p>	<p>Thèse, <i>Benchmarking the resilience of organisations</i>, Amy Stephenson at the University of Canterbury, 2010.</p> <p>C.Sommade, Délégué général du HCFRN, Si le mot résilience vous agace, vous n'avez pas fini d'en entendre parler et voici pourquoi... Cercle K2, 5 novembre 2021.</p>

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience structurelle	<p>La résilience structurelle consiste à une réduction des vulnérabilités sur le moyen et long terme tel que, adaptation changement climatique, adaptation des bâtiments et des réseaux et infrastructures aux aléas avant ou après un évènement, dispositif de résilience économique – assurances, fonds de garantie, mais aussi technologiques...). L'objectif est proche du concept de développement durable, mais il s'en distingue dans le sens où il caractérise les idées de vision intersectorielle, d'anticipation, de réduction de la vulnérabilité, qui doivent être intrinsèques aux choix présents. C'est une vision de long terme avec action immédiate qui doit revenir au niveau des grands choix stratégiques pour rendre l'organisation plus résiliente.</p> <p>La résilience structurelle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> > L'anticipation et la prospective des scénarios (effets cascades... et parfois systémiques) > La réduction des vulnérabilités > L'adaptation dynamique aux changements environnementaux et sociétaux (changements climatiques, technologiques, sociétaux, etc.) > La résilience structurelle est une approche plus « holistique » de la résilience. Cette approche permet in fine une meilleure analyse des risques et des menaces en essayant de détecter les émergences à moyen et long terme et de mettre en place une « réponse forte aux signaux faibles », règle de base dans les organisations à haute fiabilité, et de développer, dès à présent, des contre-mesures qui permettent d'agir tout autant sur les causes que sur les conséquences. 	<p>C.Sommade, Délégué général du HCFRN, Résilience organisationnelle et résilience structurelle, un seul objectif : la résilience nationale, Sécurité & Défense MAGAZINE, 14 décembre 2018.</p>
Résilience Nationale	<p>La résilience se définit comme la volonté et la capacité d'un pays, de la société, et des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'événements graves, puis à rétablir rapidement leur fonctionnement normal, à tout le moins dans des conditions socialement acceptables.</p>	<p>Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale, 2008.</p>
Stratégie nationale de résilience	<p>La France met en œuvre sa stratégie nationale de résilience (SNR). Celle-ci vise à conforter son aptitude à supporter les atteintes de toute nature à la vie normale du pays. Elle permet une articulation précise et efficace avec plusieurs dispositifs poursuivant des objectifs similaires, adoptés tant par l'UE que par l'OTAN.</p>	<p>Revue nationale stratégique 2022, Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.</p>

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience territoriale	<p>La résilience territoriale relève de la résilience sociétale à l'échelle d'un territoire (région, département, intercommunalité, ensemble de communes diverses (bassin, vallées, ...) commune, arrondissement, voire quartier).</p> <p>La définition suivante est proposée pour la suite du document. Un territoire résilient peut être défini comme un territoire en mouvement, capable :</p> <ul style="list-style-type: none"> > d'anticiper des perturbations, brutales ou lentes, grâce à la veille et à la prospective, > d'en atténuer les effets, > de se relever et de rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation, > d'évoluer vers un nouvel état en « équilibre dynamique » préservant ses fonctionnalités. Cet état devrait être décidé et construit collectivement. <p>Un peuplement est résilient s'il a les capacités pour son adaptation. La résilience peut traduire un état acquis et un processus pour un temps donné (temps de résilience).</p>	<p>RESILIANCES / HCFRN.</p> <p>CEREMA.</p>
Résilience techniques ou sectorielles	<p>Les résiliences dites techniques ou sectorielles sont par exemple (liste non-exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> > La résilience psychique et psychologique > Les résiliences écologique/environnementale (écosystèmes, biodiversité) > La résilience des réseaux (d'infrastructures) > La résilience des systèmes d'informations (informatique, cyber, ...) > La résilience de la chaîne d'approvisionnement (supply-chain) > La résilience urbaine > La résilience alimentaire > La résilience bâimentaire (et ouvrage d'art) > La résilience sanitaire > Les résiliences financière/ économique > etc. 	<p>Compte rendu n°47 de la Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale, Assemblée Nationale, 3 novembre 2021 : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, Président de Résilience France et de M. Christian Sommada, délégué général du HCFRN.</p>

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience des organisations	Elle met en œuvre les principes de résiliences organisationnelles et/ou structurelles au profit des organisations privées (entreprises de toutes natures, associations, etc.) et publiques. Elle est tournée vers la résilience de son activité et des membres de son organisation. Elle concourt à la résilience sociétale.	Compte rendu n°47 de la Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale, Assemblée Nationale, 3 novembre 2021 : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, Président de Résilience France et de M. Christian Sommade, délégué général du HCFRN.
Résilience alimentaire	La résilience alimentaire se définit comme la volonté et la capacité « d'un système alimentaire à procurer à tous une alimentation suffisante, adaptée et accessible, face à des perturbations variées et même imprévues. ».	Tendall, D.M., et al. (2015) « Food System Resilience: Defining the Concept » Global Food Security, vol 6, pages 17-23.
Résilience bâtementaire	La résilience bâtementaire se définit comme la volonté et la capacité d'un bâtiment de « faire face aux événements qui peuvent perturber son fonctionnement, notamment les aléas naturels météorologiques. Il est également un bâtiment capable de s'adapter techniquement avec les différents types de perturbations et surtout, de garantir la sécurité et le confort de ses habitants. ». La résilience bâtementaire se définit comme la volonté et la capacité de « s'adapter aux menaces qui peuvent peser sur lui tout en ayant la capacité de préserver et rétablir les fonctions essentielles du bâtiment lors de ces chocs. ».	Samah Najmi, « À quoi ressemble un bâtiment résilient ? », L'ODJ Média, 2022. Observatoire de l'immobilier durable, RENFORCER LA RESILIENCE.
Résilience de la chaîne d'approvisionnement (supply-chain)	La résilience de la chaîne d'approvisionnement se définit comme la volonté et la capacité « des organisations le long de la supply chain à renouveler leur performance (de la productivité, la continuité ou/et la fluidité des marchandises ou de service) au niveau d'origine ou à revenir sur la trajectoire de croissance après avoir subi un choc. ».	Mohamed Haouari, Mohammed Amine Balambo, Yuan Yao. La pertinence d'une réflexion sur la résilience des supply chains dans un contexte de risques : perspectives pour les supply chains globales. La logistique : clef de la compétitivité des entreprises. États des lieux et perspectives, 2010, Maroc. pp.19, 2010.

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience écologique (inclue la résilience environnementale)	La résilience écologique se définit comme la volonté et la capacité « d'un système à pouvoir intégrer dans son fonctionnement une perturbation, sans pour autant changer sa structure qualitative. ». La résilience écologique se définit comme la volonté et la capacité « d'un écosystème, d'un habitat, d'un peuplement, d'une population, etc. à retrouver un fonctionnement normal après avoir connu des perturbations importantes du fait de un ou plusieurs facteurs de l'environnement. ».	Holling, C.S., 1973, Resilience and stability of ecological systems , Annual review of ecology and systematics, 4, pp. 1-23. Herbea.
Résiliences financière et économique	Les résiliences financières et économiques se définissent comme la volonté et la capacité « d'une économie ou d'une zone économique [...] à surmonter rapidement des chocs et perturbations économiques. ». Les résiliences financières et économiques se définissent comme la volonté et la capacité « la capacité du système à continuer de bien servir l'économie face à des chocs qui se produisent soudainement de l'intérieur [...] et aussi des tensions qui apparaissent progressivement sur le système, telles que le changement climatique. ».	CIRERO, Résilience économique , 2023. Christine Berry, Josh Ryan-Collins and Tony Greenham, Financial System Resilience Index. Building a strong financial system , New Economics Foundation, 2015.
Résilience des réseaux (d'infrastructures)	La résilience des réseaux se définit comme la volonté et la capacité « des territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels [ne conduit pas] à un arrêt de tout ou partie des services ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population. ».	Article 1 R. 732-4-1 du Décret n° 2022-1077 du 28 juillet 2022 relatif à la résilience des réseaux aux risques naturels.
Résilience sanitaire	La résilience sanitaire se définit comme la volonté et la capacité de « prévenir les menaces et les urgences de santé publique, de les détecter, d'y riposter et de s'en relever, ainsi que la souplesse nécessaire pour déployer des ressources afin de répondre aux besoins les plus importants et maintenir les services de santé essentiels pendant les périodes de crise. ».	Renforcer la résilience des systèmes de santé pour instaurer la couverture sanitaire universelle et la sécurité sanitaire pendant et après la pandémie de COVID-19 : Messages clés de l'Exposé de la position de l'OMS. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2021 (WHO/UHL/PHC-SP/2021.02).

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience des systèmes d'informations (informatique, cyber)	<p>La résilience des systèmes d'informations se définit comme la volonté et la capacité « d'une entreprise ou d'une organisation à assurer la continuité de son système d'information, même en cas de panne matérielle, de surcharge d'activité, de piratage informatique ou de tout autre incident. ».</p> <p>La résilience des systèmes d'informations se définit comme la volonté et la capacité « d'un système ou d'un réseau informatique à continuer de fonctionner de manière normale en cas d'incident (panne, sinistre, pic d'activité, cyberattaque, etc.), et/ou à retrouver son état de fonctionnement initial le plus rapidement possible, avec le minimum d'effets indésirables. ».</p>	<p>Déessi, Résilience informatique : définition, outils et mise en oeuvre, 2020.</p> <p>PwC France, Résilience des Systèmes d'Information, Comment la situation inédite du COVID-19 a-t-elle démontré l'importance d'une résilience des SI?, 2020.</p>
Résilience urbaine	<p>La résilience urbaine se définit comme la volonté et la capacité « d'une ville à faire face à un événement destructeur tout en minimisant ces dommages. ».</p> <p>La résilience urbaine se définit comme la volonté et la capacité « de la ville à absorber une perturbation puis à récupérer ses fonctions à la suite de celle-ci. ».</p>	<p>Thomas J. Campanella (2006) « Urban Resilience and the Recovery of New Orleans, Journal of the American Planning Association, 72:2, 141-146.</p> <p>Marie Toubin, Serge Lhomme, Youssef Diab, Damien Serre et Richard Laganier, « La Résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 3, n° 1 Mai 2012.</p>
Résilience psychologique	<p>La résilience est un phénomène psychologique qui consiste, pour un individu affecté par un traumatisme, à prendre acte de l'événement traumatique pour ne plus vivre dans la dépression. La résilience serait rendue possible grâce à la réflexion, à la parole, et à l'encadrement médical d'une thérapie, d'une analyse.</p> <p>La « capacité à réussir, à vivre et à se développer positivement en dépit d'une adversité ».</p>	Boris Cyrulnik.

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Résilience physique	<p>Valeur caractérisant la résistance au choc d'un métal.</p> <p>D'un point de vue « grandeur physique », le terme résilience peut être exprimé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> > la ténacité, qui est le facteur d'intensité de contrainte critique KIC, c'est-à-dire le facteur nécessaire à la propagation d'une fissure en mode I > l'énergie de rupture, mesurée par essai de flexion choc Charpy sur éprouvette entaillée en U (KCU) ou en V (KCV). 	Dictionnaire Le Robert.
Valeurs composantes de la résilience	<p>Planification</p> <ul style="list-style-type: none"> > Robustesse (solidité et simplification (moins sensible à la panne)) > Redondance : duplication pour réduire le risque d'indisponibilité > Durcissement (protection et réduction de vulnérabilité) > Technologie > Adaptation <p>Humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> > Conscience-Vision > Adaptation > Volonté > Humilité > Sens de l'intérêt général > Solidarité > Honnêteté > Intégrité > Transparence > Stabilité 	<p>Dr Stephen Flynn, Global Resilience Institute, Northeastern University.</p> <p>Compte rendu n°47 de la Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale, Assemblée Nationale, 3 novembre 2021 : Audition de M. Jean-Marie Le Guen, Président de Résilience France et de M. Christian Sommade, délégué général du HCFRN.</p>
Lien entre atténuation, adaptation, et résilience	<p>Les actions concourant à l'atténuation au dérèglement climatique et à l'adaptation peuvent être considérées comme des composantes de la résilience structurelle au sens où elles conduisent à une plus grande robustesse des organisations (qui continuent de disposer de ressources vitales) et des territoires, à une continuité de vie et à un changement de trajectoire en matière de développement.</p>	Association Résiliences.
Risque	<p>Effet de l'incertitude sur les objectifs (3.20)</p> <p>Note 1 à l'article: Un effet est un écart par rapport à une attente - positif ou négatif.</p> <p>Note 2 à l'article: L'incertitude est l'état, même partiel, de défaut d'information concernant la compréhension ou la connaissance d'un événement, de ses conséquences ou de sa vraisemblance.</p> <p>Note 3 à l'article: Un risque est souvent caractérisé par référence à des «événements» potentiels (tels que définis dans le Guide ISO 73) et à des «conséquences» potentielles (telles que définies dans le Guide ISO 73), ou par référence à une combinaison des deux.</p>	ISO 22301.

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Risque majeur	Un risque majeur se caractérise par deux critères : > une faible fréquence : l'homme et la société peuvent être d'autant plus enclins à l'ignorer que les catastrophes sont peu fréquentes ; > une énorme gravité : nombreuses victimes, dommages importants aux biens et à l'environnement. Un événement potentiellement dangereux, ALÉA, n'est un RISQUE MAJEUR que s'il s'applique à une zone où des ENJEUX humains, économiques ou environnementaux sont en présence.	Ministère de la transition écologique et de la Cohésion des territoires.
Risque naturel	La notion de risque naturel recouvre l'ensemble des menaces que certains phénomènes et aléas naturels font peser sur des populations, des ouvrages et des équipements. Le principal risque sur le territoire national est l'inondation. Il en existe bien d'autres : feu de forêt, tempête, tsunami, cyclone, mouvement de terrain, avalanche, grand froid, canicule, sécheresse mais aussi séisme et volcanisme.	Ministère de la transition écologique et de la Cohésion des territoires.
Inondation (Risque)	Submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. [...] L'ensemble du territoire français est vulnérable, qu'il s'agisse des zones urbaines ou rurales, de plaine, de relief ou littorales. Phénomène saisonnier qui trouve sa source dans des précipitations soutenues et durables, l'inondation peut aussi venir de la mer ou des eaux souterraines. Ce risque naturel peut être fortement accentué par les activités humaines et les aménagements.	M'informer sur les inondations, Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.
Risque technologique	Les risques technologiques sont liés à l'action humaine et plus précisément à la manipulation, au transport ou au stockage de substances dangereuses pour la santé et l'environnement (ex : risques industriel, nucléaire, biologique...). rupture de barrage, accident sur une installation industrielle ou nucléaire, ou lors du transport de matières dangereuses.	Ministère de la transition écologique et de la Cohésion des territoires.
Multi-risques	Dans la présente étude, la mention "multi-risques" signifie que la démarche de reconnaissance concerne tous les types de risques.	HCFRN.
Multi-aléas naturels	Dans la présente étude, la mention "multi-aléas naturels" signifie que la démarche de reconnaissance concerne tous les types de risques naturels.	HCFRN.

SUITE →

TERME	DÉFINITION	SOURCE
Risque cyber	Correspond aux risques liés à la sécurité des systèmes informatiques, des données informatisées et des réseaux.	HCFRN.
Risque de malveillance	Possibilité qu'une personne ou un groupe agisse de manière intentionnelle et nuisible pour causer des dommages ou perturbations à une organisation, une communauté ou des individus. Elle implique des comportements malveillants, comme la fraude, le vol, la violence, et nécessite des mesures de sécurité pour prévenir et atténuer ces risques.	HCFRN.
Menace	Signe, indice qui laisse prévoir quelque chose de dangereux, de nuisible. Manifestation signifiant une intention hostile, le projet de nuire. Typologie des menaces : agression armée d'origine étatique ; menace contre l'ordre public ; menace terroriste ; menace contre les ressortissants français à l'étranger ; cyber menace ; menace hybride ; manipulation de l'information.	Dictionnaire Larousse. Directive générale interministérielle n°320/SGDSN/PSE/PSN du 23 janvier 2023 relative à la planification de défense et de sécurité nationale, SGDSN.

Modalités de reconnaissance de la résilience

Auto-évaluation	Action de répondre à une question de manière autonome, sans contrôle spécifique.	Association Résiliances.
Audit	<p>Procédure de vérification ou de contrôle de la conformité d'une tâche, d'une activité, d'un processus, d'une organisation. Si l'audit est souvent assimilé au fait de dresser un état des lieux, il ne se limite pas à cet aspect d'inventaire. Il est l'étude d'un système dynamique. Processus systématique, indépendant et documenté permettant d'obtenir des preuves d'audit et de les évaluer de manière objective pour déterminer dans quelle mesure les critères d'audit sont satisfaits. Un audit peut être interne (de première partie) ou externe (de seconde ou tierce partie), et il peut être combiné (s'il associe deux disciplines ou plus).</p> <p>Processus systématique, indépendant et documenté permettant d'obtenir des preuves d'audit et de les évaluer de manière objective pour déterminer dans quelle mesure les critères d'audit sont satisfaits. Un audit peut être interne (de première partie) ou externe (de seconde ou tierce partie), et il peut être combiné (s'il associe deux disciplines ou plus).</p>	<p>Pigé, Benoît. « Chapitre 2. L'audit », , Audit et contrôle interne. De la conformité au jugement, sous la direction de Pigé Benoît. EMS Editions, 2017, pp. 52-85.</p> <p>ISO 22 301.</p>
Recommandation, avis	Ensemble de conseils stratégiques, techniques ou pratiques donnée à une organisation sur la base d'observations.	Association Résiliances.
Diagnostic	<p>Etude technique visant à identifier les éléments constitutifs d'un objet bâti ou non (bâtiment, organigramme, etc.) ainsi que ses forces et ses faiblesses.</p> <p>Le diagnostic est généralement assorti de recommandations.</p>	Association Résiliances.

**Démarches
identifiées selon
les risques
associés et
le secteur de
résilience**

Légendes

Identification des risques

- Multi-risques
- Multi-aléas naturels
- Technologique
- Cyber
- Malveillance
- Inondation
- Développement durable

Secteur de résilience



Grand cercle = la résilience principalement reconnue par la démarche / Petit cercle = les autres résiliences sectorielles, techniques ou formes reconnues par la démarche / Fiche X/30 = Démarche décrite plus en détail dans le présent document, partie "Annexes".

NOM DE LA DÉMARCHE / Fiche référencée	Risque	Développement durable	Secteur de résilience															
			Résilience territoriale	Résilience écologique/environnementale	Résilience sanitaire	Résilience urbaine	Résilience bâtimentaire	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	Résilience alimentaire	Résilience des réseaux/infrastructures	Résilience financière/économique	Résilience des systèmes d'informations	Résilience des organisations	Autre				
5S Social Resilience Framework			●			●												
Australian Disaster Resilience Index (ANDRI)				●														
Baseline Resilience Indicators for Communities (BRIC)			●	●														
Bâtiment BBCA (Bâtiment Bas Carbone) / Fiche 1/30						●		●										
Bâtiment BioSource																		
BiodiverCity / Fiche 2/30				●														
Bouclier Bleu / Fiche 3/30																		
Bouclier de la résilience / Fiche 4/30																		●

● Grand cercle = la résilience principalement reconnue par la démarche / ● Petit cercle = les autres résiliences sectorielles, techniques ou formes reconnues par la démarche / Fiche X/30 = Démarche décrite plus en détail dans le présent document, partie "Annexes".

NOM DE LA DÉMARCHE / Fiche référencée	Risque	Développement durable	Résilience										Autre											
			Résilience territoriale	Résilience écologique/ environnementale	Résilience sanitaire	Résilience urbaine	Résilience bâtiminaire	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	Résilience alimentaire	Résilience des réseaux/ infrastructures	Résilience financière/ économique	Résilience des systèmes d'informations		Résilience des organisations										
Label Economie Circulaire / Programme Territoire engagé transition écologique / Fiche 8/30			●	●																				
Label Flocon Vert			●	●																				
Label Forêt d'Exception / Fiche 19/30			●	●																				
Label Grand Site de France			●	●																				
Label Résilience France Collectivités / Fiche 20/30			●	●					●															
Label Résilience France Entreprises / Fiche 21/30			●	●					●															
LUCIE (Label de l'Agence Lucie) / Fiche 22/30			●	●																				
Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises (MASE)																								●
Méthode AEU2 (Approche environnementale de l'urbanisme)			●	●					●															

● Grand cercle = la résilience principalement reconnue par la démarche / ● Petit cercle = les autres résiliences sectorielles, techniques ou formes reconnues par la démarche / Fiche X/30 = Démarche décrite plus en détail dans le présent document, partie "Annexes".

NOM DE LA DÉMARCHE / Fiche référencée	Risque	Développement durable	Résilience										Autre											
			Résilience territoriale	Résilience écologique/ environnementale	Résilience sanitaire	Résilience urbaine	Résilience bâtiminaire	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	Résilience alimentaire	Résilience des réseaux/ infrastructures	Résilience financière/ économique	Résilience des systèmes d'informations		Résilience des organisations										
Méthode Quartier Energie Carbone			●	●																				
Natural Hazard Resilience Screening Index (NaHRSI)			●	●																				
NF HABITAT HQE			●	●																				
Normes RFSC / Fiche 26/30			●	●																				
Open Resilience Index (ORI)			●	●																				
PLANTE BLEUE / Fiche 23/30			●	●																				
QUARTIER DURABLE MEDITERRANEEN			●	●																				
Ramsar (France) / Fiche 24/30			●	●																				

● Grand cercle = la résilience principalement reconnue par la démarche / ● Petit cercle = les autres résiliences sectorielles, techniques ou formes reconnues par la démarche / Fiche X/30 = Démarche décrite plus en détail dans le présent document, partie "Annexes".

NOM DE LA DÉMARCHE / Fiche référencée	Risque	Développement durable	Résilience										Autre											
			Résilience territoriale	Résilience écologique/ environnementale	Résilience sanitaire	Résilience urbaine	Résilience bâtimentaire	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	Résilience alimentaire	Résilience des réseaux/ infrastructures	Résilience financière/ économique	Résilience des systèmes d'informations		Résilience des organisations										
RELI rating system (RELi)				●																				
Resilience Analysis Grid (RAG)					●																			
Resilience Capacity Index (RCI)				●																				
Resilience inference measurement (RIM)				●																				
Resilience Measurement Index (RMI)																								
RESILIENT CITIES				●																				
RESISCORE / Fiche 25/30				●																				
Rural Resilience Index (RRI)				●																				

● Grand cercle = la résilience principalement reconnue par la démarche / ● Petit cercle = les autres résiliences sectorielles, techniques ou formes reconnues par la démarche / Fiche X/30 = Démarche décrite plus en détail dans le présent document, partie "Annexes".

NOM DE LA DÉMARCHE / Fiche référencée	Risque	Développement durable	Résilience										Autre											
			Résilience territoriale	Résilience écologique/ environnementale	Résilience sanitaire	Résilience urbaine	Résilience bâtimentaire	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	Résilience alimentaire	Résilience des réseaux/ infrastructures	Résilience financière/ économique	Résilience des systèmes d'informations		Résilience des organisations										
SKARABEE				●																				
Spatially Explicit Resilience Vulnerability Model (SERV)																								
SUPPLY CHAIN +																								
SWISS RE CAT BOND PERFORMANCE INDICES																								
TAPA (Transported Asset protection Association) - Facility Security																								
Territoires au Futur																								
The Atlas of Social Protection Indicators of Resilience and Equity (ASPIRE)																								
TNC Coastal Resilience																								

1.

La reconnaissance de la résilience

Une démarche de reconnaissance est une procédure qui permet de reconnaître formellement un accomplissement. Elle repose sur une évaluation (généralement selon un référentiel) et une vérification d'un ensemble d'actions ou de mesures (par un organisme tiers).

Les parties ci-après permettent de clarifier ce qui différencie les manières de reconnaître la résilience. Elles précisent aussi ses définitions et facilitent la comparaison des démarches entre elles, ainsi qu'une meilleure compréhension de leurs objectifs.

Les démarches de reconnaissance

Les démarches de reconnaissance peuvent se faire par le biais des agréments, des accréditations, des certifications, de labels, de marques distinctives, etc. Leurs définitions sont rassemblées dans le tableau ci-après.

Pour les organisations, les démarches de reconnaissance sont associées à un certain gage de qualité. Elles visent également à rendre plus attractif l'objet reconnu (communication), à valoriser sa performance sur un sujet donné et à renforcer une démarche collective éthique, civique ou de qualité plus globale¹.

Dans le cadre de cette étude, les démarches de reconnaissance de la résilience collectées et analysées sont les certifications, les labels et les marques. Ces formes de reconnaissance sont très diverses, la logique commune est la mise en avant d'une preuve destinée à rassurer sur la capacité de résilience et à mettre en confiance.

L'apposition d'une reconnaissance de la résilience est le moyen de faire connaître publiquement l'existence de l'intention de résilience et donc de mettre en confiance, notamment celui qui ne connaît pas l'organisation, le produit ou bien le service. La démarche de reconnaissance étant l'aboutissement d'un processus d'évaluation, il convient que cette dernière soit de qualité, basée sur un référentiel solide.

Les différentes catégories de reconnaissance

Lorsque le produit ou le service est reconnu par un organisme tiers indépendant ; il est question de label. Les démarches étudiées se distinguent ainsi selon leurs composantes :

Agrément (Exclus de l'étude)	L'agrément est la reconnaissance officielle qui émane des pouvoirs publics ou d'une autorité administrative reconnue. L'agrément peut être délivré à des entreprises ou à des personnes à qui il donne la permission d'exercer leur activité.
Accréditation (Exclus de l'étude)	L'accréditation est un mode d'attestation des compétences et de l'autorité des organismes et des personnes dans un domaine donné. Un organisme accréditeur vérifie la conformité d'une personne ou d'une organisation par rapport à des normes définies en termes de compétences techniques et de mise en œuvre d'un système. L'organisme accrédité possède alors l'autorité nécessaire pour agir dans un domaine.
Certification	Une certification est un certificat délivré par un organisme indépendant (souvent lui-même certifié pour cela) attestant la conformité d'un organisme ou d'une personne aux normes et règlements en vigueur.
Label	Un label est un signe, une marque distinctive, sur un produit/service ou une organisation pour en garantir la qualité. Les labels sont basés sur un cahier des charges spécifique et font intervenir un organisme certificateur indépendant, qu'il soit privé ou public.
Marque	Une marque est un signe distinctif sur un produit/service ou une organisation.

TYPE DE RECONNAISSANCE	COMPOSANTE COMMUNE	COMPOSANTE COMPLÉMENTAIRE
MARQUE SIMPLE	ÉVALUATION + RÉFÉRENTIEL	DÉPÔT/ENREGISTREMENT
MARQUE COLLECTIVE		+ RÈGLEMENT D'USAGE
MARQUE DE GARANTIE		+ RÈGLEMENT D'USAGE ENCADRÉ PAR UNE RÉGLEMENTATION
LABEL		+ ÉVALUATION PAR UN ORGANISME INDÉPENDANT

¹ Ingrid Dupichot, [Labels, agréments et certifications : que disent-ils des entreprises ?](#), Welcome to the Jungle, 27 février 2018.

Les objets donnant lieu aux démarches de reconnaissance

La présente étude donne l'occasion de partager un ensemble de définitions relatives à la résilience. Elles servent de repères pour la lecture des fiches de cas présentées en fin de document.

La résilience

Il est important de s'appuyer sur des référentiels communs et de s'accorder sur les définitions des concepts de l'étude. A ce titre, un [glossaire](#) est disponible au sein du rapport.

Nous avons répertorié dans le glossaire les définitions de la résilience proposées par les organisations de référence telles que l'Organisation internationale de normalisation (ISO), les institutions internationales (ONU), européenne (Commission Européenne), nationale et interministérielle (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, SGDSN).

Nous recommandons de distinguer deux champs de la résilience, celle individuelle (l'individu, la famille proche) et celle collective (la famille élargie, les affiliations telles les associations, l'entreprise, la commune, le département, la région, l'Etat et l'Europe).

La présente étude écarte le champ de la résilience individuelle de son périmètre car ce dernier ne concerne pas la résilience des organisations et relève du domaine des sciences humaines et sociales.

Nous recommandons de considérer en premier lieu les deux formes de résilience dans la pratique : la résilience organisationnelle et la résilience structurelle.

Les démarches identifiées par la présente étude sont classées selon ces deux formes de résilience.

Nous différencions également la résilience sociétale et la résilience des organisations.

La **résilience territoriale** relève de la résilience sociétale à l'échelle d'un espace géographique où se situent différentes collectivités qui font ou ne font pas forcément partie d'une entité administrative définie (département, région, communes) comme par exemple : bassin versant, regroupement de collectivités, vallée, quartier, partie de littoral etc. Cette résilience est centrale au sein de l'étude.

Il est également possible de distinguer des **résiliences dites techniques ou sectorielles** telles que la résilience alimentaire, des systèmes d'informations, des réseaux. Ces résiliences sont des disciplines propres à un domaine. Elles ont également été intégrées dans la description des démarches (cf. fiches).

La résilience sociétale est la somme de toutes les résiliences.

Les démarches identifiées au sein de l'étude ont été classées selon leurs formes (organisationnelle et/ou structurelle) et selon leurs secteurs/domaines d'application tels que :

- > La résilience écologique (écosystèmes) ;
- > La résilience des réseaux (d'infrastructures) ;
- > La résilience des systèmes d'informations ;
- > La résilience de la chaîne d'approvisionnement (supply-chain) ;
- > La résilience urbaine ;
- > La résilience alimentaire, etc.

À noter que dans les champs de la recherche et professionnel, la résilience est également comprise et explicitée comme une capacité de rebond et de transformation à la suite d'une catastrophe. Cette approche est moins centrale dans la présente étude. Elle est toutefois précisée dans le glossaire. En effet, le concept de résilience globale se situe avant, pendant et après un événement néfaste dans sa nature.

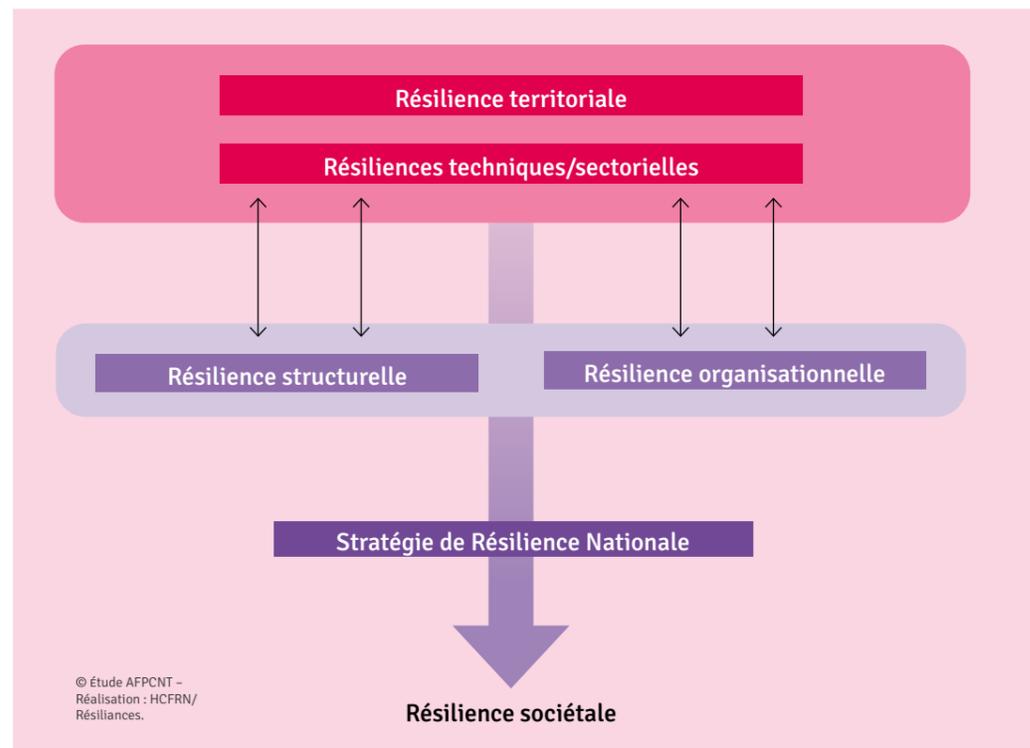
La résilience organisationnelle et structurelle

<p>La résilience organisationnelle essaie de prévenir et de diminuer les conséquences des chocs forts ou extrêmes par la préparation de groupes humains à faire face.</p>	<p>La résilience structurelle agit majoritairement sur les causes par des actions visant souvent à réduire le risque à la source. Des organisations mettent en œuvre concomitamment ces deux résiliences pour arriver à un état de résilience globale.</p>
--	---

La résilience sociétale et la résilience des organisations

<p>La résilience sociétale intègre les mesures de résilience organisationnelle et/ou structurelle qui concernent les acteurs publics dont l'action vise l'intérêt général et in fine la population. Elle s'appuie sur la notion citoyenne/civique de collectivités humaines et agglomère l'ensemble des résiliences organisationnelles de tous les acteurs.</p>	<p>La résilience des organisations concourt à la résilience sociétale. Elle met en œuvre les principes de résilience organisationnelle et/ou structurelle au profit des organisations privées (entreprises de toutes natures, associations, etc) ou publiques. Elle est tournée vers la résilience de leurs activités et des membres de leur organisation.</p>
--	---

La Résilience sociétale et ses composantes



Les risques majeurs

La résilience étant l'une des réponses pour mieux faire face aux risques majeurs, il est important de préciser ces notions.

Un risque est un événement redouté qui est caractérisé par une probabilité d'occurrence et un niveau d'impact et de conséquences. D'après le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, un risque majeur se caractérise par deux critères :

- > une faible fréquence : l'homme et la société peuvent être d'autant plus enclins à l'ignorer que les catastrophes sont peu fréquentes ;
- > une gravité très élevée : nombreuses victimes, dommages importants aux biens et à l'environnement.

Un événement potentiellement dangereux, aléa, n'est un risque majeur que s'il s'applique à une zone où des enjeux humains, économiques ou environnementaux sont présents (aléa x enjeux = risque).

Pour concrétiser la définition de risques majeurs en France, le gouvernement distingue les risques naturels et les risques technologiques et précise ceux qui concernent le territoire français. Selon lui, la notion de risque naturel recouvre l'ensemble des menaces que certains phénomènes et aléas naturels font peser sur des populations, des ouvrages et des équipements. Le principal risque sur le territoire national est l'inondation. Il en existe bien d'autres : feu de forêt, tempête, tsunami, cyclone, mouvement de terrain, avalanche, grand froid, canicule, sécheresse mais aussi séisme et volcanisme.

Les risques technologiques, quant à eux, sont directement liés aux activités humaines, telle que la rupture de barrage, l'accident sur une installation industrielle (ex : un site Seveso seuil haut) ou nucléaire, et plus précisément à la manipulation, au transport, au stockage de substances dangereuses pour la santé et l'environnement (ex : produits chimiques, hydrocarbures, déchets nucléaires, matières biologiques, etc.).

Les objets connexes à la résilience

Les risques naturels et technologiques restent le cœur de l'étude mais leur interprétation peut évoluer en fonction du contexte avec la prise en compte de sujets connexes le cas échéant (cyberattaque, crises sanitaires, etc.). Toutes les démarches identifiées permettent de se prévenir contre un ou plusieurs risques majeurs.

Il s'agit de regarder les démarches visant à évaluer (démarche de scoring) la capacité des sociétés à faire face en cas de crise et répondant aux enjeux sociétaux actuels, tels que précisés ci-après.

Un enjeu sociétal en mutation : la transition écologique et le développement durable

Le concept de résilience est relativement récent dans les politiques publiques et fait suite au développement d'un autre concept créé pour répondre à des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et de gouvernance : **le développement durable**. Principalement mis en œuvre dans les années 2000, il a également donné lieu à des démarches de reconnaissance, toujours en vigueur. La présente étude a repéré un certain nombre d'entre elles, constatant aussi leur actualisation, notamment pour tenir compte des nouveaux enjeux environnementaux.

Les objectifs d'atténuation et l'adaptation au dérèglement climatique générateur de nouveaux labels

Ces deux approches amènent de nombreux acteurs à évaluer la performance dans le domaine écologique, environnemental, territorial. Des démarches de reconnaissance plus récentes répondent ainsi à ces objectifs.

L'atténuation est un ensemble d'actions visant à réduire les causes du dérèglement climatique (limitation des gaz à effet de serre liée aux activités anthropiques, restauration des écosystèmes écologiques, limitation de l'extraction et de l'usage des ressources, etc.). On trouve ici de nombreuses démarches en lien avec le végétal (ex : Végétal Local, etc.) et dans le domaine de la construction.

L'adaptation aux conséquences du dérèglement climatique consiste quant à elle à limiter les dégâts éventuels en intervenant sur les facteurs qui contrôlent leur ampleur (ex : en limitant l'urbanisation des zones à risques). On trouve ici plusieurs démarches en lien avec l'aménagement urbain et/ ou du territoire (ex : Ville durable et innovante).

Les composantes clés des démarches de reconnaissance

Généralités

Une démarche de reconnaissance ou d'évaluation comprend un ensemble de composantes clés qui la constitue. La présente étude a permis de les déterminer et de les observer.

COMPOSANTES	VOCATION
Nom	Identifie la démarche.
Forme (agrément, certification, marque)	Caractérise la démarche et son niveau d'exigence.
Référentiel juridique, technique, pratique	Permet d'asseoir la démarche sur un socle de connaissances et de repères partagés, rendus publics.
Règlement/charte d'usage	Décrire le mode opératoire de la démarche.
Site de présentation	Permet généralement de présenter la démarche, de faciliter l'inscription des candidats, de présenter les composantes de la démarche.
Plaquette de présentation	Outil de communication pour les tiers.
Cartes interactives, communiqué de presse, etc.	Permet de valoriser les résultats, de rendre compte de la réalité tangible de la démarche.

Les éléments ci-dessous présentent en particulier les différentes formes et les éléments constitutifs des référentiels.

L'encadrement des démarches par des référentiels

Les démarches de reconnaissance de la résilience reposent sur un ensemble de référentiels juridiques ou techniques qui encadrent ces initiatives.

Ces référentiels fournissent un cadre légal et normatif pour évaluer, mesurer et promouvoir la résilience des Etats, communautés, entreprises, infrastructures et systèmes face aux catastrophes naturelles et technologiques. Ils jouent un rôle essentiel dans la

définition des objectifs, des critères et des indicateurs de résilience, ainsi que dans l'identification des responsabilités des acteurs impliqués.

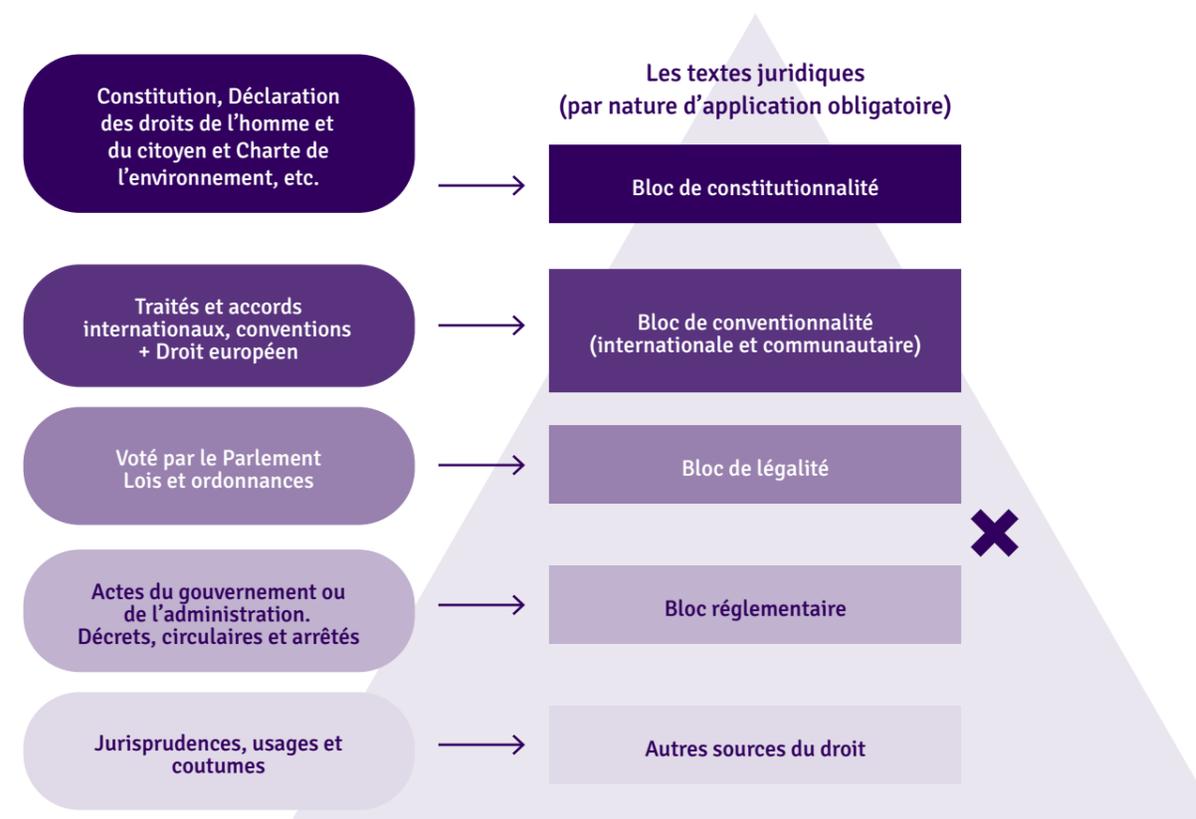
L'inventaire des démarches de reconnaissance de la résilience repose donc sur ces fondements juridiques ou techniques, constituant ainsi un outil essentiel pour évaluer les efforts déployés dans ce domaine et pour accroître la résilience globale.

Les textes juridiques

La hiérarchie des textes juridiques constitue un principe fondamental dans les systèmes de droit. Elle établit un ordre de prééminence entre les différentes normes juridiques, garantissant ainsi la cohérence et la stabilité du système juridique. Au sommet de cette hiérarchie se trouvent les textes constitutionnels, qui définissent les principes et les droits fondamentaux d'un pays. Les lois adoptées détiennent le pouvoir normatif général et s'appliquent à l'ensemble du

territoire. Les règlements, quant à eux, complètent les lois en précisant leurs modalités d'application. Ils ont une portée réglementaire plus spécifique et sont généralement adoptés par des autorités administratives compétentes. Enfin, les décisions juridictionnelles constituent une autre source du droit et contribuent à son interprétation et à son évolution. (cf. schéma de hiérarchie des normes ci-dessous)
Le schéma ci-après permet d'identifier les typologies de normes dont les démarches peuvent être issues ou sur lesquelles elles s'appuient. Généralement, ces informations sont indiquées dans le référentiel.

La hiérarchie des normes juridiques



© Étude AFCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences.

Principes généraux du droit

Les réglementations en matière de résilience existent sur des domaines très spécifiques. Il nous a semblé pertinent de rappeler les textes internationaux et nationaux qui commencent à encadrer des formes de résilience. Ils peuvent être des éléments socle des démarches de reconnaissances telles que les labels.

L'identification du référentiel juridique d'une démarche permet de comprendre sa structure, ses fondements et

son cadre, d'informer sur ses objectifs, de donner des indices sur sa qualité et légitimité.

Par exemple, le label "Eco-quartier", porté par l'Etat, a fait suite à la loi de programmation du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. Cette création témoigne ainsi de la volonté de l'Etat d'encourager «la réalisation d'opérations d'aménagements exemplaires».

Exemples de textes juridiques servant de référentiel à la reconnaissance de la résilience aux niveaux international, européen et national identifiés suite à l'étude :

EXEMPLES DE TEXTES AU NIVEAU INTERNATIONAL
<ul style="list-style-type: none"> • Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. La Haye, 14 mai 1954 ; • La Convention sur les Zones Humides. Ramsar, Iran, 1971.
EXEMPLES DE TEXTES AU NIVEAU EUROPÉEN
<ul style="list-style-type: none"> • Circulaire CSSF 17/654 telle que modifiée par les circulaires CSSF 19/714, 21/777 et 21/785. Sous-traitance informatique reposant sur une infrastructure informatique en nuage ou infrastructure de « cloud computing » ; • Directives européennes -Network and Information Security - NIS et NIS2. Janvier 2023 ; • du Parlement européen et du Conseil sur la résilience des entités critiques, et abrogeant la directive 2008/114/CE du Conseil.
EXEMPLES DE TEXTES AU NIVEAU NATIONAL
<ul style="list-style-type: none"> • La loi « Grenelle II » ou Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ; • Loi LOPMI ou Loi n°2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur ; Dispositif Sécurité des activités d'importance vitale (SAIV), Code de la Défense, Directives nationales de sécurité (DNS) ; • Lois de modernisation de la sécurité civile (2004 et 2021 dite "Matras").

Les référentiels techniques et dispositifs volontaires

En complément des référentiels juridiques, les démarches de reconnaissance de la résilience face aux risques naturels et technologiques s'appuient également sur des référentiels techniques et des dispositifs volontaires.

Les référentiels techniques sont des normes, des guides ou des bonnes pratiques élaborés par des organismes spécialisés, des instituts de recherche ou des organisations professionnelles. Ils fournissent des recommandations techniques et opérationnelles pour évaluer, mettre en œuvre et évaluer la résilience. Ils jouent un rôle essentiel pour promouvoir des pratiques durables et renforcer la résilience des communautés et des organisations.

Au niveau international et européen, les référentiels techniques et les dispositifs volontaires jouent un rôle crucial dans la promotion de la résilience face aux risques naturels et technologiques. Les organismes internationaux, tels que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale de normalisation et l'Union européenne, ont développé un ensemble de référentiels techniques pour harmoniser les pratiques et les normes à l'échelle mondiale et régionale.

De plus, les dispositifs volontaires internationaux et européens, tels que les accords volontaires, permettent de reconnaître et de promouvoir les initiatives et les pratiques exemplaires en matière de résilience. Ils sont souvent développés par des organisations non gouvernementales, des associations professionnelles ou des organismes internationaux. Ces dispositifs volontaires offrent des cadres d'évaluation et de validation qui vont au-delà des exigences légales, encourageant ainsi les acteurs à s'engager volontairement dans des démarches de résilience.

Les référentiels techniques et dispositifs volontaires



© Étude AFPCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences.

Cadre de l'organisation des Nations Unies

L'ONU, l'Organisation des Nations Unies, fondée en 1945 dans le but de promouvoir la paix, la sécurité et la coopération entre les nations, joue un rôle crucial dans la promotion de la résilience à travers divers programmes et initiatives. Ces programmes encouragent les États membres à renforcer leurs capacités nationales, à élaborer des politiques de résilience efficaces et à mobiliser les ressources nécessaires pour faire face aux défis liés aux catastrophes naturelles et humaines.

Dans le cadre de ses efforts pour prévenir et atténuer les risques à tous les niveaux, l'ONU a créé le United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR) ou Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe. Ce Bureau œuvre en collaboration avec les États membres et d'autres partenaires pour renforcer la résilience des communautés face aux menaces et aux conséquences des catastrophes, en promouvant une approche intégrée de la gestion des risques à tous les niveaux. A titre d'exemple, le UNDRR supervise le "Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 - 2030 (NU, 2015)" qui définit 7 cibles et 4 priorités qui sont la compréhension des risques, le renforcement de la gouvernance, l'investissement dans la résilience et l'amélioration de la préparation aux risques. Ce tableau a été adopté en 2015 et s'applique dans le domaine économique, physique, social, culturel et environnemental.

Au travers de l'inventaire des démarches récoltées, nous avons sélectionné et fiché le Community Disaster Resilience (CDR) dont l'objectif est la réduction et gestion des risques de catastrophes. Le référentiel de cette démarche repose sur le Cadre d'action de Sendai (NU, 2015) et "Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030" (NU, 2015).

Cadre de l'Union Européenne

Au niveau européen, des initiatives telles que le Mécanisme européen de protection civile facilitent la coopération entre les États membres pour une meilleure préparation et une réponse efficace aux situations d'urgence. De plus, des initiatives telles que le Programme de recherche et d'innovation Horizon Europe (2021 à 2027) soutiennent le développement de solutions innovantes pour renforcer la résilience face aux défis futurs.

Lors de cette étude, nous avons identifié les normes RFSC, connues sous le nom de "Reference Framework for Sustainable Cities". Ce sont un ensemble de normes destinées à aider les collectivités dans leur stratégie de développement urbain. Celles-ci sont développées par l'Union européenne afin de favoriser la transition vers un modèle de développement urbain intégré et plus durable des villes.

Cet outil en ligne, gratuit, a été élaboré en s'appuyant sur l'expertise du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) et le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Il constitue un cadre cohérent dans l'évaluation des ambitions stratégiques des villes en conformité à des cadres européens ou internationaux. Ces stratégies sont évaluées à partir de différents référentiels : objectifs du développement durable (ODD), norme ISO 37101 pour des communautés territoriales durables et le cadre européen « reference framework for sustainable cities ».

Les normes RFSC fournissent un ensemble de critères et d'indicateurs afin de promouvoir et évaluer cette transition. Pour cela, elles favorisent l'intégration des aspects environnementaux, économiques et sociaux dans la planification et la gestion urbaine. Ces dernières répondent à différentes finalités, telles que la résilience, la préservation de l'environnement, la cohésion sociale ou l'attractivité, etc.

Organismes de normalisation internationaux et européens

Le processus de normalisation implique qu'un organisme accrédité, tel que l'ISO au niveau international, l'AFNOR en France ou le CEN en Europe, soit chargé d'établir et de publier une norme (ou un «standard» en anglais) pour harmoniser les activités d'un secteur économique en définissant la «meilleure façon de faire». Les normes peuvent inclure des dispositifs similaires aux labels et, dans certains cas, se conformer à une norme peut être reconnu et valorisé par l'attribution d'un droit d'utilisation d'un symbole distinctif. Un exemple bien connu est la marque NF, qui atteste de la conformité des produits ou services marqués aux normes qui les concernent.

Au niveau international, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) joue un rôle important dans la promotion de la résilience à travers ses normes et ses directives. L'ISO élabore des normes techniques internationales dans divers domaines, y compris la gestion des risques et la résilience des organisations.

Ces normes fournissent des lignes directrices pour évaluer, prévenir et atténuer les risques, ainsi que pour renforcer la capacité d'une organisation à faire face aux perturbations et à se rétablir rapidement. La liste des normes ISO encadrant la résilience est disponible en [annexes](#).

Les normes internationales visent à standardiser les pratiques professionnelles. Elles définissent un cadre de référence auquel les parties prenantes d'un secteur choisissent de se conformer, la plupart du temps dans une démarche volontaire. Elles sont obligatoires dans certains domaines et pour pénétrer certains marchés (comme par exemple dans le secteur de la sécurité, équipementiers aéronautiques, santé, etc.).

Il existe des normes certifiantes et des normes qui proposent des lignes directrices et des bonnes pratiques en matière de résilience. La certification à une norme ISO est l'aboutissement d'une démarche de management de la qualité. La logique peut être également de favoriser l'attractivité et la réputation de l'organisme.

Par exemple, la norme ISO 22301 sur la gestion de la continuité des activités fournit un cadre pour établir et maintenir des plans de continuité des activités afin d'assurer la résilience organisationnelle en cas de crises ou de perturbations majeures.

Ainsi, ces référentiels techniques et dispositifs volontaires internationaux et européens permettent de promouvoir une approche collective face aux défis de la résilience, favorisant ainsi une meilleure protection des populations et des infrastructures essentielles, ainsi qu'une réponse plus rapide et coordonnée lors de situations de crise.

Exemples des référentiels techniques et de dispositifs volontaires sur la résilience aux niveaux international et européen :

EXEMPLES AU NIVEAU INTERNATIONAL
<ul style="list-style-type: none"> • United Nations Global Compact ; • BREEAM (Building Research Establishment Environmental Assessment Method) ; • Global Reporting Initiative (GRI).
EXEMPLES AU NIVEAU EUROPÉEN
<ul style="list-style-type: none"> • European Energy Award (EEA) ; • Programme d'Actions pour l'Adaptation au Changement Climatique (PACCC).
EXEMPLES AU NIVEAU NATIONAL
<ul style="list-style-type: none"> • Référentiel d'actions Économie circulaire : outil complet et opérationnel, permettant d'évaluer la politique d'économie circulaire de sa collectivité. Le référentiel économie circulaire est un outil conçu autour de 5 axes, pour passer de la dimension politique à la dimension technique, puis aux moyens et pour suivre votre plan d'actions économie circulaire dans le temps. • Référentiel technique du label BBCA Neuf : première méthode de mesure de l'empreinte carbone du bâtiment Neuf (ACV) sur tout son cycle de vie (construction, exploitation, fin de vie). Le référentiel a pour objectif de mettre en lumière les bâtiments neufs à l'empreinte carbone exemplaire et la mise en œuvre de bonnes pratiques bas carbone. Le référentiel couvre tous les actifs immobiliers résidentiel collectif, bureaux et autres tertiaires, publics ou privés, quelle que soit la taille du projet.

Exemples de présentation de principales formes de référentiels identifiées dans l'étude :

FORMAT	NATURE DE L'INFORMATION	EXEMPLE
Page internet	Présentation des principaux points du référentiel.	Référentiel EcoJardin Label-Ecojardin.
Plusieurs pages internet	Pages rédigées en ligne.	Référentiel Ville Durable & Innovante Label VDI (label-vdi.fr).
Document technique, normatifs	Définitions très précises d'un ensemble de sujets.	Référentiel technique Plante Bleue 2 (VF_2016).

Les modalités de la reconnaissance

Les principaux modes opératoires

La centaine de démarches identifiées montre autant de modes opératoires (procédures) pour reconnaître la résilience et des différences concernant le nombre d'étapes, les moyens techniques, humains mobilisés etc. Toutefois, des actions clés se retrouvent d'une démarche à une autre, concernant la méthodologie d'observation.

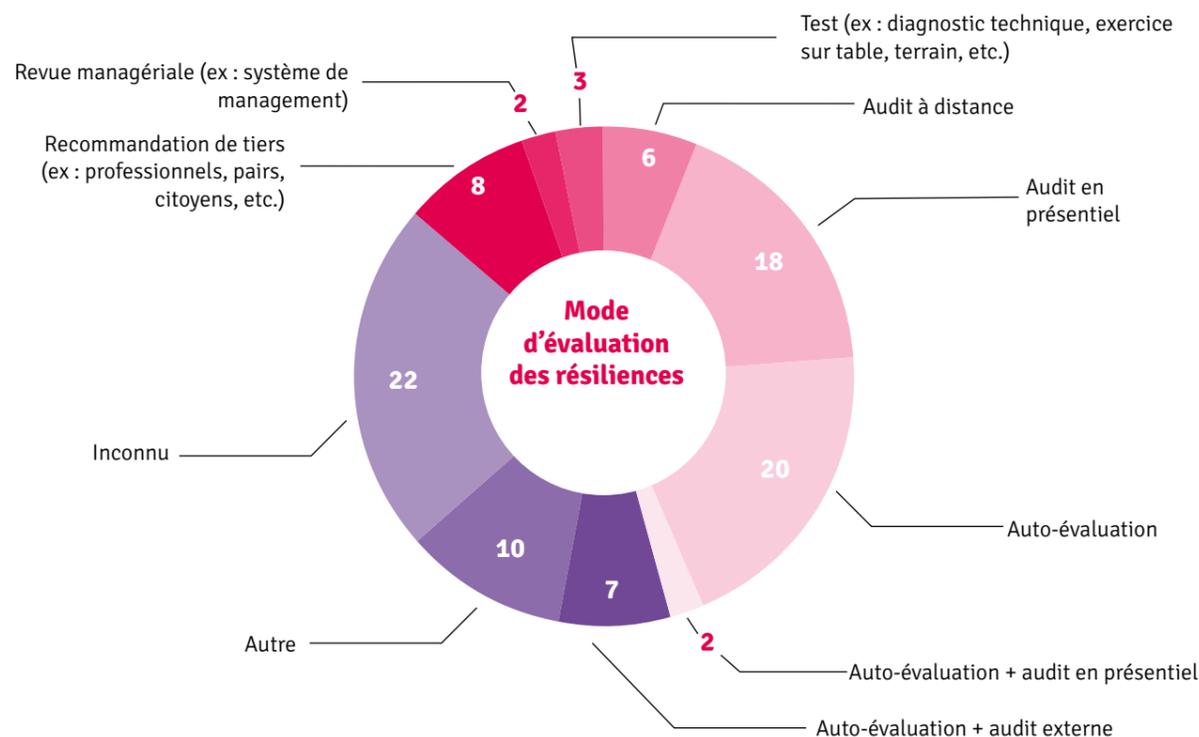
Selon le choix opéré par le porteur de démarche, le type de mode opératoire va de l'auto-observation à des actions plus ou moins approfondies de contrôle.

Trois principales ont été identifiées :

- > l'auto-évaluation (questionnaire, QCM, revue managériale),
- > l'audit (en distanciel sur la base d'un questionnaire, en présentiel, etc),
- > l'analyse d'expert (sous forme d'avis, de recommandations pratiques, techniques, etc).

L'ensemble de ces actions concourent à une évaluation (scoring) qui se distingue de la reconnaissance (action visant notamment à faire valoir le score auprès des tiers).

Le choix du mode opératoire peut varier au cours de la vie d'une démarche en fonction des moyens techniques et humains disponibles pour le mettre en œuvre. Les porteurs de démarches exigent également de manière variable la justification des contenus par la transmission de pièces constitutives d'un dossier. De manière générale, plus le dossier est technique, plus le nombre de pièces demandées est élevé. L'état des lieux permet de constater que la résilience est majoritairement évaluée par un audit en présentiel (environ 18%) ou par auto-évaluation (environ 20%). Le mode d'évaluation d'une grande partie des démarches reste cependant inconnu en raison du périmètre de recherche, disponibilité des sources. (cf graphique ci-dessous)



© Étude AFPCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences. Les valeurs numériques correspondent aux pourcentages des démarches identifiées.

Les critères d'identification des démarches de reconnaissance

La structure qui accorde la qualification

La structure qui accorde la qualification est un facteur de cohérence et de fiabilité de la démarche de la reconnaissance de la résilience.

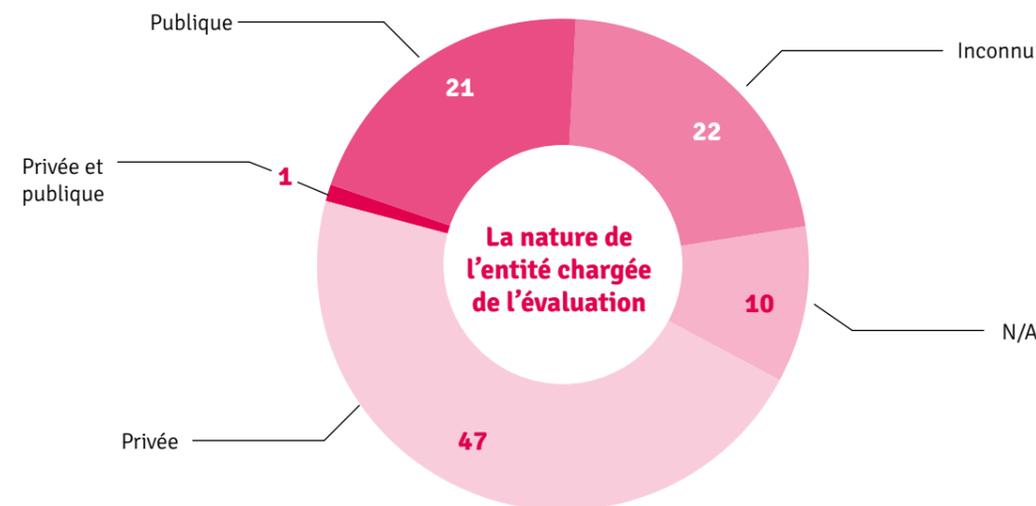
Cette légitimité s'assoie sur la reconnaissance du positionnement, des capacités, voire de l'accréditation, de l'organisme qui décerne le label, la marque ou la certification.

Ce positionnement ou cette capacité est :

- > technique : la structure qui accorde la qualification est un ensemble de personnes qualifiées, et/ou

> institutionnelle : la structure qui accorde la qualification est une instance publique ou reliée à l'une d'entre elle (en étant par exemple subventionnée par des instances publiques.)

D'après les démarches de reconnaissance de résilience identifiées, la majorité d'entre elles sont accordées par des entités de nature privée (environ 47%). L'autre majorité reste inconnue en raison du périmètre de recherche (une grande partie internationale) et de la disponibilité des informations (cf graphique ci-dessous).



© Étude AFPCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences. Les valeurs numériques correspondent aux pourcentages des démarches identifiées.

La durée de la qualification

C'est un élément constitutif des démarches de reconnaissance. Elle varie selon les démarches, d'une à plusieurs années. Elle est soumise à la mise à jour des éléments ayant donné lieu à la qualification.

Le lien à un socle de documents de références (techniques et/ou réglementaires)

L'assise d'une démarche sur un socle de documents de référence est quasi systématique, voire consubstantiel à ladite démarche. Parmi les documents de référence, on retrouve des contenus techniques, pratiques, juridiques.

Ces référentiels se distinguent des "chartes", ou "règlement du label" qui sont plutôt des "règles du jeu" pour atteindre la qualification. Lorsqu'elles existent, elles donnent le mode opératoire.

Souvent, ce mode est simplement expliqué dans une notice, ou n'est pas expliqué sur les sites Internet de présentation des démarches.

L'absence de référentiel peut interroger sur la qualité ou l'assise de la démarche.

On note que les référentiels sont systématiques pour toutes les démarches liées à la résilience structurelle. Elle est moins présente pour les démarches de résilience organisationnelle.

L'absence de référentiel ne signifie pas qu'il n'y a pas de référence ou que la démarche de reconnaissance n'est pas opérante, elle indique plutôt que le mode opératoire s'appuie sur un accompagnement personnalisé où les informations expliquant la démarche sont limitées à une page de présentation sur un site Internet.

2.

Observations générales

Plusieurs grandes tendances se dégagent à partir des recherches effectuées. Elles sont relatives aux dates de création des démarches, à leurs secteurs, leurs typologies, etc. Ces caractéristiques sont décryptées ci-après, en première approche.

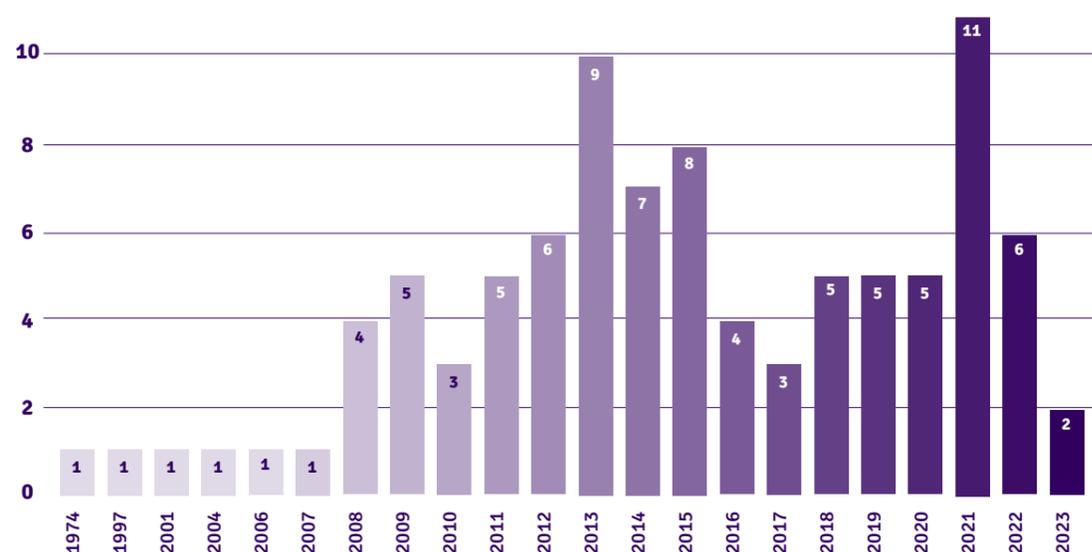
Évolution de la création des démarches

Une augmentation des démarches au cours des dix dernières années

Premièrement, la reconnaissance de la résilience a commencé à prendre de l'ampleur au XXI^e siècle, et son rythme a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. En étudiant les bornes temporaires de l'année 1974 à 2023, on constate que leur élaboration n'est pas linéaire et s'accroît au cours de la décennie 2012-2022 selon l'échantillon de l'étude.

L'hypothèse soulevée est que la période précédant cette décennie fut marquée par différents événements impactant nos sociétés. Ces événements, qu'ils soient d'ordre économique (crise des subprimes, 2008), sanitaire (pandémie de grippe H1N1, 2009), environnemental (séisme en Haïti, 2010 / Tsunami de Fukushima 2011) ont entraîné des circonstances contingentes nécessitant anticipation et préparation.

Date de création des démarches



© Étude AFCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences.
Les valeurs numériques correspondent aux pourcentages des démarches identifiées.

Un pic de croissance est observé après 2020, suite à la crise sanitaire de la COVID-19. Cette crise mondiale a mis en évidence l'importance de l'anticipation et de la préparation pour faire face à de telles situations et pour développer des sociétés résilientes passant par :

un renforcement des capacités de santé publique, une adaptation des modèles économiques, un renforcement des infrastructures critiques, un investissement dans la recherche scientifique, etc.

L'accès à l'information augmente la visibilité des démarches

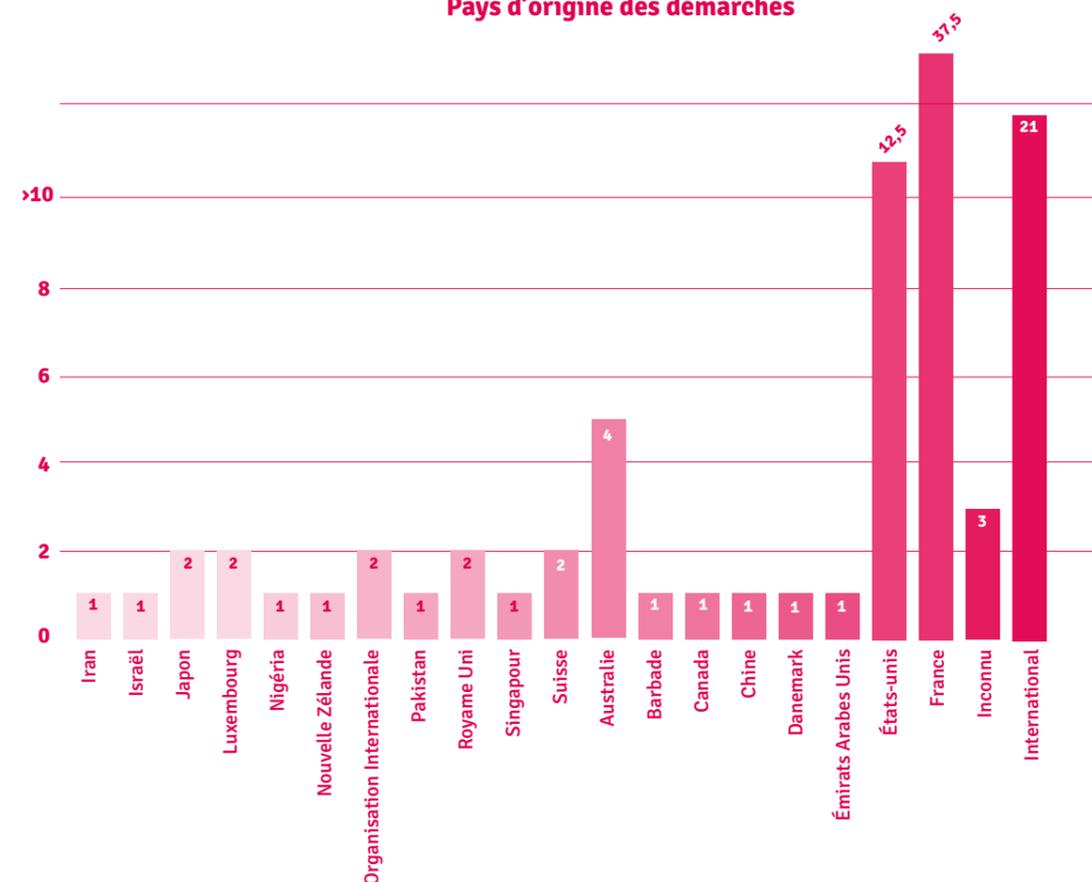
De plus, en parallèle de ces grands événements, la question de la disponibilité des sources peut expliquer le faible nombre de démarches relevées dans cette étude. L'accès à l'information de manière numérisée et la disponibilité des sources sont fortement liés au récent développement de l'Internet et des réseaux sociaux de manière générale.

Toutefois, il est possible de souligner une certaine constance à partir de l'année 2008, marquant une stabilité dans le nombre de créations de démarches de reconnaissance. Celle-ci se manifeste par une moyenne annuelle dans l'élaboration des démarches (environ 5 par an).

Deuxièmement, la majorité de ces démarches sont françaises, étatsuniennes ou élaborées au niveau international. En moyenne les autres États à l'origine d'une démarche plafonnent à 1 ou 2 procédures de reconnaissance.

Ce faible nombre de démarches peut être expliqué par la disponibilité des sources et le périmètre de recherche limité. Pour rappel, l'étude porte sur une centaine de démarches de reconnaissance de la résilience issues de sources principalement européennes et étatsuniennes.

Pays d'origine des démarches

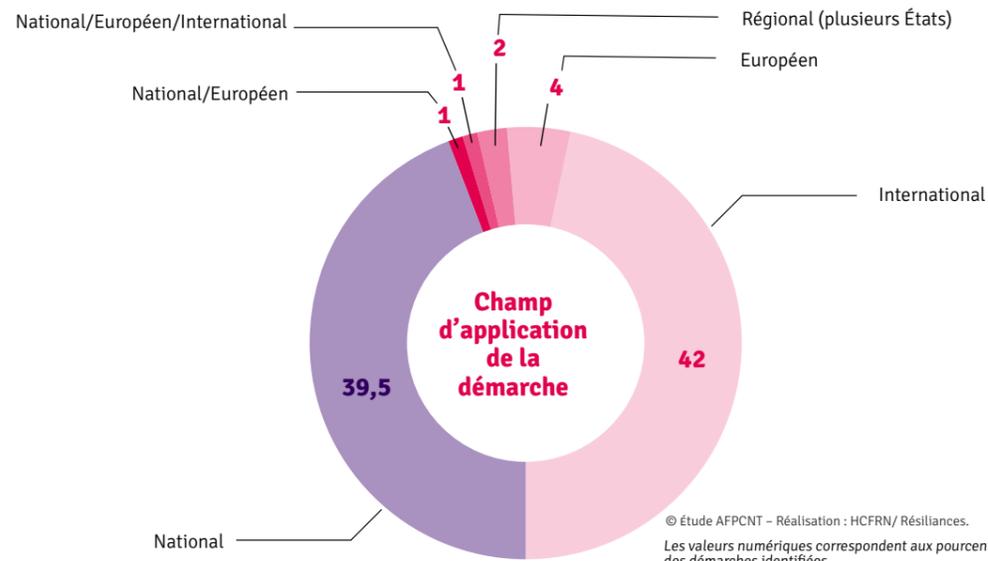


© Étude AFCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences.
Les valeurs numériques correspondent aux pourcentages des démarches identifiées.

Une répartition équilibrée entre les démarches à visée internationale et nationale

Le champ d'application de ces modalités de reconnaissance de résilience se divise entre le niveau international et national. Les Etats concentrent davantage les efforts en matière de résilience à un plus large niveau, plutôt qu'à un niveau infra-national. De même, il existe peu de démarches de reconnaissance au niveau confédéral.

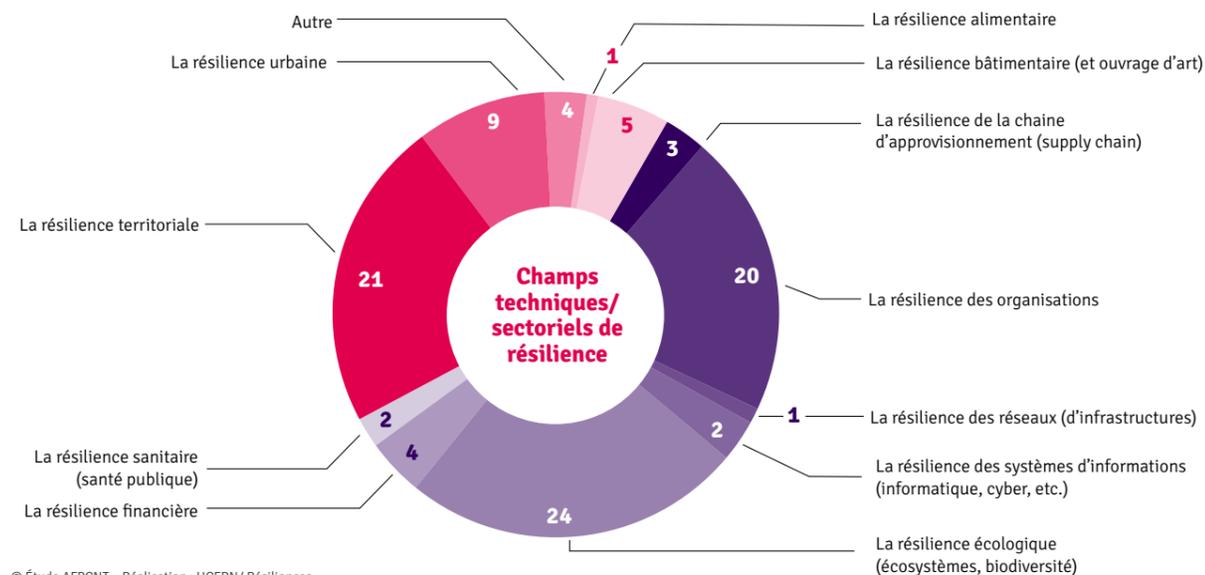
Cependant, l'internationalisation de ce domaine permet d'attester la place pondérante des démarches types indice/index dans le champ de la résilience. Les autres niveaux du champ d'application (européen, national et européen ou régional) restent minoritaires.



Des secteurs qui correspondent aux enjeux sociétaux

En analysant les démarches référencées au cours de cette étude, nous constatons qu'une grande partie des résiliences techniques se décline en résilience écologique (environ 24%), résilience territoriale (environ 21%) et

resilience des organisations (environ 20%). Celles-ci correspondent aux grandes dynamiques auxquelles il est nécessaire d'assurer un certain niveau de résilience tant sur le volet organisationnel que structurel.



Un nombre important de démarches de résilience structurelle

S'agissant des formes de résilience, la majorité des démarches est issue du champ de la résilience structurelle (environ 47%). Celle-ci est un concept étroitement lié aux résiliences techniques, tant dans le développement que le renforcement de la résilience des territoires face aux risques naturels et technologiques.

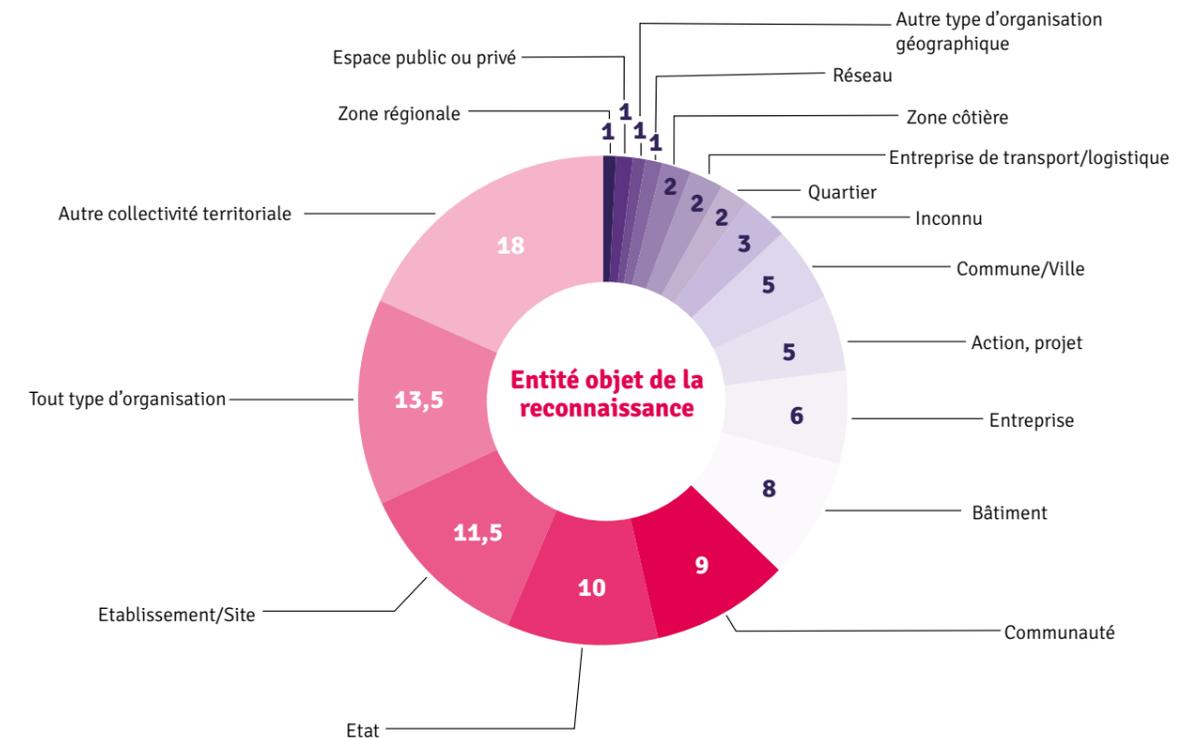
La seconde moitié des démarches étudiées est partagée entre la résilience organisationnelle (environ 24%) et les deux résiliences (organisationnelle et structurelle environ 28%).

La résilience structurelle opère dans une dynamique de réduction des vulnérabilités sur le moyen et long termes. Son objectif proche du concept de développement durable s'articule donc avec les champs de résilience technique observés. Ces derniers impliquent d'avoir des plans d'urgence et de continuité des activités en place, coordination et communication entre les acteurs en cas de situations d'urgence. Ils contribuent à renforcer la résilience globale d'un territoire face aux risques naturels et technologiques.

La résilience organisationnelle fait référence à la capacité d'une organisation à se maintenir ou se rétablir rapidement à un niveau de fonctionnement acceptable. Celle-ci est tout autant liée aux résiliences techniques car la résilience d'un système dépend de l'interaction et de l'interdépendance entre les facteurs organisationnels et techniques.

Ainsi, une approche intégrée des résiliences organisationnelles et structurelles, prenant compte les résiliences techniques, permet de concourir à la résilience sociétale. Cet ensemble nécessite d'être pris en considération dans la planification, la préparation et l'évaluation des risques.

Des entités objets de la reconnaissance très variées

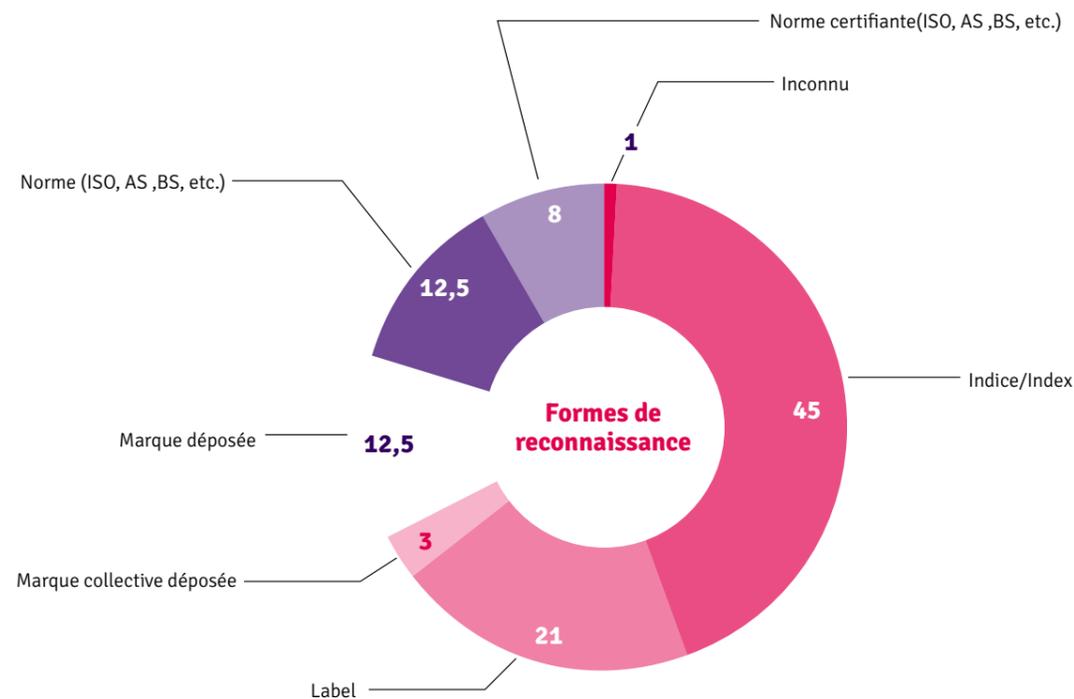


L'enjeu de reconnaissance, une approche très française ?

Dans cette étude, nous avons examiné ces différentes approches de reconnaissance de la résilience, en explorant leurs caractéristiques, leurs objectifs et leurs référentiels potentiels sur les communautés, les entreprises et les organisations. De nombreuses démarches ont été mises en place pour évaluer et promouvoir la résilience dans divers domaines.

Parmi ces démarches, on retrouve les labels, les marques, les normes et les indices de résilience. Chacun de ces outils vise à identifier, mesurer ou

certifier des éléments clés de la résilience et à fournir des repères pour guider et promouvoir des actions résilientes. Nous avons référencé une majorité de démarches type « indice/index » en raison du périmètre de recherche international (environ 45%). Au niveau national, les labels constituent la forme de reconnaissance de la résilience majoritaire (environ 21%). Les démarches reconnaissant la résilience par l'attribution d'une marque occupent également une part importante (environ 15,5%).



© Étude AFCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences.
Les valeurs numériques correspondent aux pourcentages des démarches identifiées.

Analyse des objectifs

Les démarches de reconnaissance visent à donner du crédit à une action aux yeux des tiers et/ou à favoriser sa valorisation auprès d'une cible. Plusieurs objectifs ressortent assez clairement de l'observation des démarches prises dans leur ensemble.

Apporter du crédit, de la sécurité

Le premier objectif des démarches de reconnaissance de la résilience est de garantir la fiabilité d'une organisation ou d'un élément constructif. Au-delà de cette fiabilité, la qualification apporte aussi du crédit à une cible aux yeux des tiers qui ont confirmé la fiabilité.

En cherchant à faire labelliser une action, il y a une volonté de "montrer patte blanche" en s'appuyant sur un avis extérieur, lui-même basé sur un référentiel pré-établi (réglementaire, norme internationale, etc.).

Selon les démarches, l'analyse de la fiabilité est plus ou moins approfondie. Tout dépend de ce qui est recherché, tant par la cible que par l'organisme qui qualifie la démarche.

Ainsi, une action de résilience n'est plus isolée mais reliée à une communauté d'acteurs qui contribuent à fiabiliser l'action.

Mettre en lumière, favoriser la commercialisation, obtenir des financements

Par l'obtention d'une qualification, la cible du label obtient différents avantages de manière automatique ou aléatoire.

La labellisation est parfois nécessaire pour :

- > obtenir des financements,
- > favoriser la reconnaissance de partenaires financiers,
- > s'inscrire dans une communauté d'acteurs,
- > favoriser la commercialisation d'un produit,
- > accéder à des conseils de la part d'acteurs qualifiés.

Elle peut favoriser la reconnaissance de partenaires financiers.

Elle permet de s'inscrire dans une communauté d'acteurs.
Elle favorise la commercialisation d'un produit.

Elle permet d'accéder à des conseils de la part d'acteurs qualifiés.

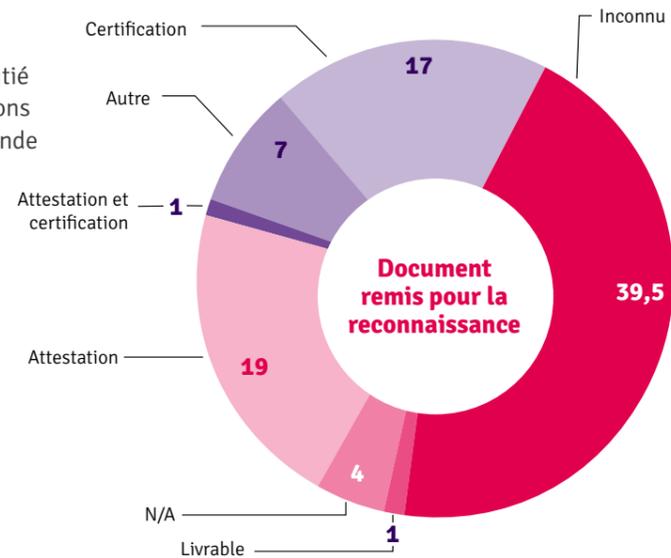
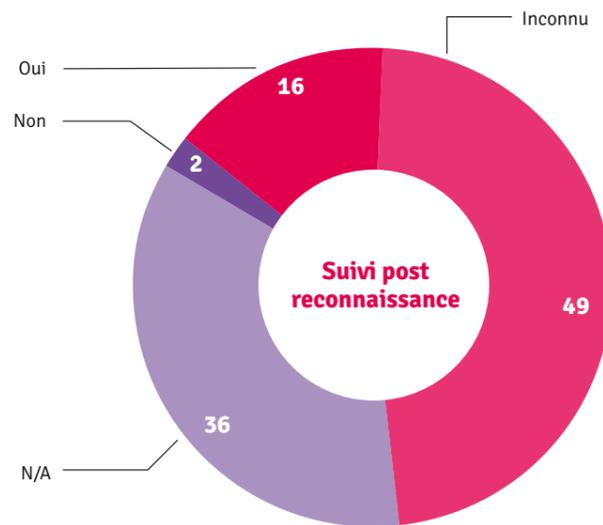
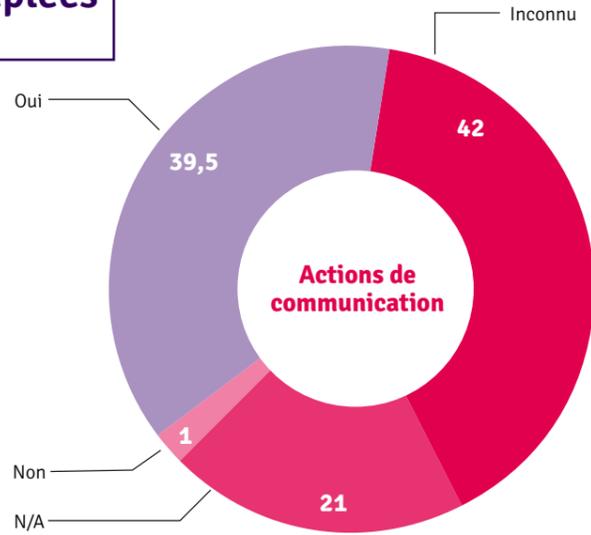
Des démarches généralement couplées à des actions complémentaires

Les démarches sont généralement un point d'appui pour tendre ensuite vers d'autres actions de la structure porteuse de la démarche. Ces actions prennent des formes diverses telles que la formation, le conseil, l'accompagnement, etc.

En outre, la démarche de reconnaissance est généralement suivie d'une action de communication. En moyenne, la reconnaissance de résilience est couplée d'actions de communication (environ 39,5%). Celles-ci peuvent se décliner de différentes façons : publications sur les réseaux sociaux ou sites Web, cérémonies ou conférences, cartes interactives en ligne, etc.

S'agissant du suivi prévu suite à la reconnaissance de la résilience, nous avons peu d'informations à partir de l'inventaire des démarches récoltées. Une large partie des démarches manque d'informations à ce sujet. La question du suivi est également inapplicable pour un grand nombre des démarches (type indice/index, sous forme d'auto-évaluation, etc.)

D'après l'inventaire des démarches étudiées, la moitié d'entre elles sont reconnues à travers des attestations (environ 19%) et certificats (environ 17%). Une grande majorité reste inconnue.



© Étude AFPCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliances.
Les valeurs numériques correspondent aux pourcentages des démarches identifiées.

3.

Panorama des démarches

La recherche a permis d'identifier une centaine de démarches listées ci-après par ordre alphabétique. Une trentaine d'entre elles, choisies en concertation avec l'AFPCNT, font l'objet de fiches pour une présentation plus approfondie.

Fiche 1/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Bâtiment BBCA (Bâtiment Bas Carbone)			
Pays d'origine France	Objectif Attester de l'exemplarité d'un bâtiment en matière d'empreinte carbone.		
Forme de reconnaissance Label	Permettre de mesurer et de rendre compte des émissions de CO2 évitées sur tout le cycle de vie du bâtiment (construction exploitation-fin de vie), et des bonnes pratiques d'économie circulaire et de stockage carbone mises en oeuvre. Il fixe le cap de l'ambition bas carbone avec des plafonds d'émissions à ne pas dépasser.		
Champ d'application National		Forme de résilience Structurelle	
Date 2015	Entité objet Entités géographiques, bâtiments, infrastructures.		Champ technique, secteur Résilience bâtementaire

Besoin / constat Volonté des acteurs immobiliers de contribuer à lutter activement contre le dérèglement climatique en s'engageant dans la voie de la construction Bas Carbone.
Référentiel Divers référentiels selon le type de construction (neuf, rénovation, etc.) Exemple : référentiel technique du label BBCA Neuf

Structure porteuse de la démarche Association BBCA Formations
Entités chargées de l'évaluation CERTIVEA, CERQUAL, PROMOTELC SERVICES, Prestaterre Certifications.
Mode opératoire Faire la demande du label le plus en amont possible. Le label est délivré seul ou avec une certification d'ouvrage (NF, HQE, etc) ou E+C. Il est remis en deux temps : en fin de conception, il est provisoire et montre l'ambition bas carbone affichée sur l'opération puis confirmé à la livraison, il est définitif et affiche l'exemplarité de l'empreinte carbone du bâtiment réalisé. 3 niveaux de labels BBCA existent du moins au plus exigeants : Standard, Performance, Excellence.
Actions de communication Oui
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques L'association rassemble aujourd'hui l'essentiel des acteurs de l'immobilier Bas Carbone : plus d'une centaine de membres parmi lesquels deux tiers des 20 plus gros promoteurs français (Nexity, Altarea, Bouygues Immobilier, Kaufman & Broad, Icade, Eiffage Immobilier, BNP Paribas Real Estate, Linkcity, Adim, Crédit Agricole Immobilier...), des architectes majeurs comme Valode et Pistre, Wilmotte et associés, Jean-Paul Viguier, Jean-Marie Duthilleul, des investisseurs majeurs comme Amundi Immobilier, Ivanhoe Cambridge, Covivio, Gecina et, parmi ses membres d'honneur, Jean Jouzel, Brice Lalonde, Yann Arthus Bertrand ou Erik Orsenna.

74

Fiche 2/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Biodiversity			
Pays d'origine France	Objectif Noter et afficher la performance des projets immobiliers prenant en compte la biodiversité. Promeut la conception et la construction de bâtiments qui donnent une place importante à la nature en ville.		
Forme de reconnaissance Label			Forme de résilience Structurelle
Champ d'application National			
Date Inconnu	Entité objet Projet		Champ technique, secteur Résilience écologique (écosystèmes, biodiversité)

Besoin / constat Intention de compléter les certifications internationales (BREEAM, LEED, HQE) qui intègrent la question de la biodiversité sans faire l'objet d'une évaluation approfondie
Référentiel Quatre dimensions de la performance présentées sur le site internet : Engagement/ Moyens mis en oeuvre/ évaluation des bénéfices écologiques/Bénéfices pour les usagers

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Auto-évaluation + audit externe	Nombre 11
Nature des résultats Résultat basé sur avis	
Durée Inconnu	

Structure porteuse de la démarche Conseil International Biodiversité et Immobilier (CIBI)
Entités chargées de l'évaluation Conseil International Biodiversité et Immobilier
Mode opératoire Le maître d'ouvrage soumet son projet. Il fait appel à un évaluateur accrédité par le CIBI dont le rôle est de compiler des preuves de conformité de l'opération au label. Le projet est vérifié : étape de validation de la conformité, par un vérificateur (organisme indépendant). Analyse de la conformité du rapport et de l'évaluation.
Actions de communication Inconnu
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques N/A

75

Fiche 3/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Bouclier Bleu		
Pays d'origine France	Objectif Garantir la préparation des sites d'archives, bibliothèques, musées, monuments, sites, patrimoine bâti, etc. face aux risques majeurs et toutes autres menaces.	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle.
Forme de reconnaissance Label		
Champ d'application International		
Date 2001	Entité objet Archives, bibliothèques, sites, patrimoine bâti	Champ technique, secteur Résilience bâtementaire (et ouvrage d'art)

Besoin / constat Augmenter le niveau de résilience des sites culturels vulnérables
Référentiel Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé adoptée à La Haye en 1954 + Protocole de 1999 qui crée une nouvelle catégorie de protection pour les biens culturels particulièrement importants pour l'humanité (non ratifié en France).

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Avis	Nombre Inconnu
Nature des résultats Résultat basé sur un avis	
Durée Inconnu	

Structure porteuse de la démarche Bouclier Bleu France
Entités chargées de l'évaluation Bouclier Bleu France
Mode opératoire Accompagnement au travers d'actions de sensibilisation, de formation, de promotion de réalisation de plans d'urgence au sein des institutions patrimoniales (bibliothèques, archives, musées, monuments historiques).
Actions de communication Inconnu
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques Par arrêté du 2 juin 2023, l'association a reçu l'agrément sécurité civile pour participer à des opérations de secours à l'échelon national jusqu'au 1er novembre 2024.

76

Fiche 4/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Bouclier de la résilience		
Pays d'origine France	Objectif Promouvoir les établissements, notamment scolaires, engagés dans une démarche de résilience et valoriser l'état de bonne préparation et de bonnes pratiques en matière d'information préventive, face aux risques naturels et technologiques majeurs.	Forme de résilience Organisationnelle
Forme de reconnaissance Label		
Champ d'application National		
Date 2013	Entité objet Établissement scolaires/ Autres sites	Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Favoriser une approche informationnelle, éducative et opérationnelle de la prévention des risques majeurs.
Référentiel Bulletin officiel de l'éducation nationale hors série n°3 du 30 mai 2002. 3. Guide pour l'élaboration d'un Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs à destination des établissements scolaires.

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Auto-évaluation + recommandations de tiers	Nombre 384
Nature des résultats Résultat basé sur avis	
Durée 1 an	

Structure porteuse de la démarche IFFO-Rme
Entités chargées de l'évaluation IFFO-Rme
Mode opératoire Démarche intégrative et globale où à la suite d'un cheminement de formation ou d'accompagnement réalisé par un formateur Iffo-Rme, des établissements sont invités à demander le Bouclier de la résilience. Questionnaire d'auto-évaluation préalable pour définir l'exigibilité du site. Recommandations en cas de non exigibilité. Si exigible remise de la distinction.
Actions de communication Remise des attestations à plusieurs établissements sur un territoire. Participation des parties prenantes de la gestion des risques, autorités de tutelle, etc. Valorisation des actions des enfants et des parents d'élèves, appui sur la journée du 13/10. Communiqué de presse, etc. 4 à 5 cérémonies de remise par an. 40 labelisation par an environ.
Suivi post reconnaissance Accompagnement, formations
Remarques La candidature au Bouclier de la résilience est associée à l'obligation des exercices annuels. Le Bouclier est remis encadré pour être affiché dans l'établissement avec un sac avec des cadeaux (outils pédagogiques, etc.). Un rectorat, un centre de vacances sont éligibles au Bouclier Bleu. Intention : favoriser également l'appropriation de la consigne "ne pas aller chercher les enfants à l'école". Chaque année : les scénarios de gestion de crise évoluent et varient.

Fiche 5/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



City Resilience Index		
Pays d'origine Etats-Unis	Objectif Fournir aux villes une base d'évaluation solide et accessible afin qu'elles puissent prendre des décisions d'investissement et s'engager dans des pratiques d'urbanisme résilientes.	
Forme de reconnaissance Indice / index		
Champ d'application International		
Date 2013	Entité objet Villes	Forme de résilience Structurelle Champ technique, secteur Résilience urbaine

Besoin / constat Mesurer les performances de résilience urbaine de manière globale.
Référentiel Cadre de l'initiative 100 Resilient Cities (100 Villes Résilientes) lancée par la Fondation Rockefeller (2013)

Document remis au candidat N/A (outil d'évaluation)		
<table border="1"> <tr> <td>Mode d'évaluation Auto-évaluation</td> <td>Nombre +100 villes</td> </tr> </table>	Mode d'évaluation Auto-évaluation	Nombre +100 villes
Mode d'évaluation Auto-évaluation	Nombre +100 villes	
Nature des résultats Points		
Durée N/A (variable en fonction du contexte de l'évaluation et des objectifs de l'étude). Période de référence ici, cad période de temps sur laquelle les données sont collectées et analysées pour évaluer la résilience.		

Structure porteuse de la démarche Arup International Development et Fondation Rockefeller
Entités chargées de l'évaluation Inconnu
Mode opératoire Outil Web permettant une auto-évaluation en 3 étapes (mise en route, collecte des données et analyse des résultats) et de générer des profils de résilience à partir de 156 questions. Évaluation à travers 4 dimensions, 12 objectifs et 52 indicateurs du CRI. Réponses obtenues sous la forme d'une note comprise entre 1 et 5 fournie par rapport à un scénario du meilleur des cas et du pire des cas afin de générer un profil de résilience qualitatif.
Actions de communication N/A
Suivi post reconnaissance Oui (traduction des résultats de l'évaluation en mesures)
Remarques Formulaire en ligne à remplir afin d'effectuer une évaluation CRI. Page Web City Resilience Solutions afin de partager des connaissances sur l'amélioration de la résilience des villes.

78

Fiche 6/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Certification HQE Aménagement Durable		
Pays d'origine France	Objectif Attester que l'aménagement d'un lot, d'un quartier, d'une ville ou d'un territoire répond à l'ensemble des enjeux du développement durable.	
Forme de reconnaissance Norme certifiante		
Champ d'application National, européen et international		
Date 2010	Entité objet Quartier, ville, autre collectivité territoriale	Forme de résilience Structurelle Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Certification des projets d'aménagement selon les finalités du développement durable (caractéristiques).
Référentiel Cadre de référence co-construit avec l'Alliance HQE-GBC avec le cadre HQE pour le bâtiment. Loi Grenelle II. Objectifs de Développement Durable (ODD)

Document remis au candidat Certification		
<table border="1"> <tr> <td>Mode d'évaluation Auto-évaluation et audit externe</td> <td>Nombre 93</td> </tr> </table>	Mode d'évaluation Auto-évaluation et audit externe	Nombre 93
Mode d'évaluation Auto-évaluation et audit externe	Nombre 93	
Nature des résultats Avis (pas de notation, aménagement certifié ou non)		
Durée Inconnu		

Structure porteuse de la démarche CERTIVEA + Alliance HQE GBC France
Entités chargées de l'évaluation Organisme certificateur (décision CERTIVEA)
Mode opératoire Inscription démarche (offre contractuelle = démarche certifiante ≠ offre disponible en ligne = démarche non certifiante). 1 audit initial, 1 audit final et des audits annuels, en lien avec 6 grandes phases : (Lancement, Analyse initiale, Choix et contractualisation des objectifs, Conception du projet, Mise en œuvre, Bilan et capitalisation). Approche globale autour de 19 thèmes complémentaires (pictogrammes en ligne). Décision CERTIVEA.
Actions de communication Communication possible sur la certification en cours. Une fois terminée l'opération d'aménagement, possibilité de communiquer sans limitation de durée sur la certification délivrée par CERTIVEA
Suivi post reconnaissance Oui
Remarques Démarche qualité s'appuyant sur les normes de management ISO 14001 et ISO 9001. Complémentaire aux démarches locales (Eco-quartier en France, Eco-City en Afrique et Eco-Cité en Chine, etc-)

79

Fiche 7/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Label Climat – Air – Énergie Programme Territoire engagé transition écologique			
Pays d'origine France	Objectif Récompenser les collectivités et syndicats de déchets pour la mise en œuvre d'une politique économie circulaire ambitieuse.		
Forme de reconnaissance Label			
Champ d'application National			
Date 2019	Entité objet Collectivité territoriale	Forme de résilience Structurelle	Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Accompagner et favoriser les démarches de transition écologique.
Référentiel Référentiel d'actions Climat-Air-Énergie (Référentiel composé de 61 critères répartis sur 6 domaines librement accessible)

Structure porteuse de la démarche Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
Entités chargées de l'évaluation Commission nationale de labellisation (7 experts professionnels qualifiés, désignés par l'ADEME)
Mode opératoire Pré-diagnostic lors d'une réunion entre l'ADEME et la collectivité. Accompagnement par un conseiller (habilité par l'ADEME) pour réaliser l'état des lieux de la politique Climat-Air-Énergie de la collectivité. Évaluation des actions réalisées et définition d'un programme d'action sur 4 ans par un groupe de travail. Labellisation sur /500 points répartis en 6 domaines et attribution d' 1 à 5 étoiles en fonction du pourcentage de réalisation entre les actions réalisées et le potentiel d'actions maximum de la collectivité.
Actions de communication Liste des collectivités labellisées sur le site de l'ADEME (rubrique Climat-Air-Énergie "Dans votre région")
Suivi post reconnaissance Visites annuelles du conseiller (ADEME) pendant 3 ans
Remarques Plateforme publique et gratuite "Territoires en Transitions" permettant d'évaluer la politique climat-air-énergie et le plan d'action d'une collectivité. Réunion de la commission de labellisation 3 fois par an. En cas de refus de labellisation par la Commission nationale, il est possible de renouveler la demande après un délai minimum d'un an.

80

Fiche 8/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Label Economie Circulaire / Programme Territoire engagé transition écologique			
Pays d'origine France	Objectif Récompenser les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique et transition écologique ambitieuse (2 approches : énergie/climat et économie circulaire).		
Forme de reconnaissance Label			
Champ d'application National La résilience écologique (écosystèmes, biodiversité)			
Date 2008	Entité objet Entités géographiques, bâtiments, infrastructures	Forme de résilience Autre collectivité territoriale	Champ technique, secteur Organisationnelle

Besoin / constat Transition écologique
Référentiel Référentiel du label de l'ADEME composé de 61 mesures (critères) réparties en 6 domaines

Document remis au candidat Diplôme	
Mode d'évaluation National	Nombre 336
Nature des résultats Les deux	
Durée Inconnu	

Structure porteuse de la démarche Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
Entités chargées de l'évaluation Commission nationale des Labels Territoires Engagé Economie Circulaire et Territoires Engagé Climat Air Energie (organes de contrôles indépendant. Professionnels qualifiés désignés par l'ADEME)
Mode opératoire Demande de pré-diagnostic de 2h entre l'ADEME et la collectivité où la collectivité prend connaissance des étapes à parcourir jusqu'à sa labellisation. La collectivité décide de s'engager et se fait accompagner pour un état des lieux, la définition des enjeux et un programme d'action.
Actions de communication Liste des entités labellisées sur le site de l'ADEME
Suivi post reconnaissance Suivi pendant 3 ans
Remarques N/A

81

Fiche 9/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Community Disaster Resilience (CDR)		 	
Pays d'origine Chine	Objectif Comparer le niveau de résilience des communautés locales en Asie.		Forme de résilience Structurelle
Forme de reconnaissance Indice / index			
Champ d'application National			
Date 2022	Entité objet Communauté		Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Réduction et gestion des risques de catastrophes
Référentiel «Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030» (NU, 2015). Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 -2030 (NU, 2015)

Document remis au candidat Inconnu	
Mode d'évaluation Audit à distance	Nombre 12 communautés à Luoyang (province du Henan, Chine)
Nature des résultats Points	
Durée N/A	

Structures porteuses de la démarche Kyoto University, Programme du Centre mondial d'excellence (GCOE) «Ingénierie de la sécurité humaine pour les mégapoles asiatiques (financement)» Agence de gestion des urgences de Luoyang (Chine)
Entités chargées de l'évaluation Organisations de recherche et universités
Mode opératoire Moyenne des dimensions humaine, sociale, économique, physique et environnementale
Actions de communication Inconnu
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques Complexité conceptuelle et de mesure posée par les indicateurs de catastrophe communautaire différant d'une communauté à l'autre.

82

Fiche 10/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



10/30 - Community Disaster Resilience Scorecard			
Pays d'origine Australie	Objectif Aider les communautés à évaluer leur niveau de préparation et leur résilience face aux catastrophes afin d'identifier les domaines qui nécessitent une amélioration et de guider les efforts de renforcement de la résilience.		Forme de résilience Structurelle
Forme de reconnaissance Indice / index			
Champ d'application National			
Date 2012	Entité objet Communauté		Champ technique, secteur Résilience urbaine

Besoin / constat Résilience des communautés
Référentiel National Disaster Resilience Statement (2009) et National Strategy for Disaster Resilience (2011, Council of Australian Governments) Bonnes pratiques en matière de résilience communautaire aux catastrophes

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Auto-évaluation	Nombre Inconnu
Nature des résultats Inconnu	
Durée Inconnu	

Structure porteuse de la démarche Torrens Resilience Institute (Australie)
Entités chargées de l'évaluation Comité consultatif du projet (issu du Gouvernement fédéral et de l'État) et le groupe de travail sur le projet (issu du Torrens Resilience Institute, représentants du Gouvernement et secteur des urgences)
Mode opératoire Community Disaster Resilience Scorecard Toolkit : tableau de bord en ligne (avec questionnaire) permettant aux utilisateurs d'évaluer leur résilience communautaire aux catastrophes et de se réunir pour planifier ce qui pourrait renforcer davantage la résilience.
Actions de communication Suivi des communautés sur une période de minimum un an
Suivi post reconnaissance Possibilité de suivi périodique
Remarques Projet financé par le National Emergency Management Program (NEMP). Scorecard peut être adapté en fonction des besoins spécifiques de chaque communauté ou contexte local.

83

Fiche 11/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



11/30 - Eco-quartier			
Pays d'origine France	Objectif Décliner les objectifs de développement durable à l'échelle d'un projet d'aménagement répondant aux défis de la ville durable : sobriété, inclusion, création de valeurs, résilience.	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle	
Forme de reconnaissance Label			
Champ d'application National			
Date 2012	Entité objet Quartier	Champ technique, secteur Autre	

Besoin / constat Suit la sortie de la loi de programmation du 3 août 2009 «la réalisation d'opérations exemplaires» dans les collectivités en matière d'aménagement durable et notamment dans les secteurs qui sont des programmes significatifs de développement de l'habitat.
Référentiel Le référentiel est construit autour de 20 engagements auxquels sont associés un indicateur chacun. Ces engagements sont ensuite déclinés en 53 notions pour lesquelles le référentiel propose des questions ouvertes afin d'aider à guider la démarche et son évaluation

Structure porteuse de la démarche Ministère du logement
Entités chargées de l'évaluation Commission nationale Eco-quartier sur proposition de la commission locale
Mode opératoire Le porteur de projet dépose un dossier de candidature sur une plateforme dédiée. Une expertise est réalisée par 2 experts en plus de l'instruction du dossier afin d'évaluer la pertinence des réponses aux vingt engagements du référentiel ainsi que l'atteinte des cibles fixées par le porteur de projet pour les indicateurs nationaux. Les conclusions sont présentées devant une commissions locale et débattue avec le porteur de projets et ses partenaires. La commission locale donne un avis et propose l'attribution du label qui est délivré par la commission nationale Eco-quartier.
Actions de communication Publication annuelle du palmarès des lauréats
Suivi post reconnaissance Cycle de formation
Remarques Le Club Eco-quartier permet la mise en réseau des penseurs et acteurs de la démarche Eco-quartier, en France métropolitaine, en Outre-Mer, en Europe, et même à l'international.

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Nombre 322
Nature des résultats Résultat basé sur un avis	
Durée Inconnu	

Fiche 12/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Eco-jardin		
Pays d'origine France	Objectif Constituer un outil de communication et de reconnaissance à destination du public, des équipes d'entretien et des élus.	Forme de résilience Organisationnelle
Forme de reconnaissance Label		
Champ d'application National		
Date 2012	Entité objet Unité géographique ou unité de gestion (équipe technique) ou unité typologique (selon la classification AITF)	Champ technique, secteur La résilience écologique (écosystèmes, biodiversité)

Besoin / constat Ecologie
Référentiel Référentiel Eco-jardin

Structure porteuse de la démarche Association Plantes & Cité
Entités chargées de l'évaluation Association Plantes & Cité
Mode opératoire Inscription d'un ou des sites, évaluation par un auditeur externe indépendant, attribution sur la base des conclusions de l'audit. Le comité de labellisation se réunit deux fois par an fin juin et fin novembre. L'évaluation des sites par le comité se base sur le respect des critères essentiels, la note globale et l'avis de l'auditeur.
Actions de communication Oui, par le biais du site internet qui permet de visualiser l'ensemble des sites labélisés
Suivi post reconnaissance Oui

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Nombre 736
Nature des résultats Score et avis	
Durée 3 ans puis 5 ans après le premier renouvellement.	

Remarques Les audits sont le processus de vérification de la conformité au référentiel et permettent de mesurer l'état des pratiques écologiques du mode de gestion d'un espace vert afin de mettre en lumière les points forts et les faiblesses de cette gestion en matière de respect de l'environnement. Une grille d'évaluation constituée de critères associés au référentiel est le support de ces audits. La notation de l'ensemble de ces critères permet d'attribuer une note globale, laquelle atteint ou non le seuil à partir duquel un site est labellisé. Le seuil de labellisation est susceptible d'évoluer. Une zone « tampon » (de rattrapage) est prévue pour les sites proches du seuil d'attribution. Les structures auditrices sélectionnées par l'ARB Ile-de-France sont les suivantes : > Zones Rhône-Alpes et Arc méditerranéen : Groupement ALTICIME (ALTICIME, Géophyte, Brassica et Héliantheme) > Zone Sud Ouest : Oréade-Brèche > Zone Grand Ouest, Centre et Nord : ARP - Astrance > Zone Grand Est : Groupement Urban&Sens (Urban&Sens)
--

Fiche 13/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



IFRS Sustainability Disclosure Standards		
Pays d'origine International (IFRS Foundation)	Objectif Améliorer la transparence des informations sur les performances et les impacts des organisations en matière de durabilité, afin de répondre aux besoins des investisseurs, des régulateurs et d'autres parties prenantes. Créer un référentiel de normes comptables extra-financières pour mesurer les efforts des entreprises en matière de changement climatique et de responsabilité sociale.	
Forme de reconnaissance Norme certifiante		
Champ d'application International		
Date 2021	Entité objet Tout type d'organisation	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Créer un référentiel de normes comptables extra-financières pour mesurer les efforts des entreprises en matière de changement climatique et de responsabilité sociale.

Référentiel Consultation Paper on Sustainability Reporting (2020) COP26 Glasgow
--

Document remis au candidat En cours de développement par l'IFRS Foundation
--

Mode d'évaluation Inconnu	Nombre N/A
-------------------------------------	----------------------

Nature des résultats En cours de développement par l'IFRS Foundation
--

Durée En cours de développement par l'IFRS Foundation

Structure porteuse de la démarche International Sustainability Standards Board (ISSB)

Entités chargées de l'évaluation 14 membres International Sustainability Standards Board (ISSB) et membres IFRS Foundation
--

Mode opératoire En cours de développement par l'IFRS Foundation

Actions de communication En cours de développement par l'IFRS Foundation
--

Suivi post reconnaissance En cours de développement par l'IFRS Foundation

Remarques En cours de développement. Créé à la suite de COP26 Glasgow (Ecosse). Membres de l'IASB (International Accounting Standards Board) responsables de l'élaboration et de la publication des normes comptables IFRS.

Publication en mars 2022 des premiers projets de normes pour consultation 'à venir) :

- > [IFRS S1](#) : Exigences générales pour la publication d'informations financières liées au développement durable
- > [IFRS S2](#) : Informations relatives au climat

Fiche 14/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



ISO 22301 Continuité d'activité		
Pays d'origine International IFRS Foundation	Objectif Apprécier l'aptitude d'un organisme à satisfaire ses propres besoins et obligations en matière de continuité d'activité.	
Forme de reconnaissance Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)		
Champ d'application International		
Date 2012	Entité objet Établissement/Site	Forme de résilience Organisationnelle Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Business continuity, Crisis management

Référentiel Le comité technique de l'Organisation internationale de normalisation ISO / TC 292 «Sécurité et résilience» est à l'origine de l'élaboration de la norme..
--

Document remis au candidat Certification
--

Mode d'évaluation Audit en présentiel	Nombre 6053
---	-----------------------

Nature des résultats Score et avis
--

Durée 3 ans

Structure porteuse de la démarche Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/75106.html

Entités chargées de l'évaluation N/A
--

Mode opératoire L'audit tierce partie ou audit de certification, réalisé par un organisme certifié qui délivre un certificat.

Actions de communication Mise en visibilité par l'organisation certifiée
--

Suivi post reconnaissance N/A

Remarques N/A

Fiche 15/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



ISO 14001 Management de l'environnement		
Pays d'origine International	Objectif Aider un organisme à améliorer sa performance environnementale et à respecter les obligations et les objectifs.	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle
Forme de reconnaissance Norme (ISO, AS, BS, etc.)		
Champ d'application International		
Date 2004	Entité objet Établissement/Site	Champ technique, secteur Résilience écologique (écosystèmes, biodiversité)

Besoin / constat Work safety	Structure porteuse de la démarche Organisation internationale de normalisation
	Entités chargées de l'évaluation Organisme certificateur agréé
	Mode opératoire L'audit tierce partie ou audit de certification, réalisé par un organisme certifié qui délivre un certificat
Référentiel Le comité technique de l'Organisation internationale de normalisation ISO/TC 207/SC 1 «Systèmes de management environnemental» est à l'origine de l'élaboration de la norme.	Actions de communication Mise en visibilité par l'organisation certifiée.
	Suivi post reconnaissance Oui
Document remis au candidat Certification	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Remarques N/A
Nombre 618384	
Nature des résultats	
Durée 3 ans	

88

Fiche 16/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



ISO 9001 Système de management de la qualité		
Pays d'origine International	Objectif Définir les critères d'un système de management de la qualité.	Forme de résilience Organisationnelle
Forme de reconnaissance Norme (ISO, AS, BS, etc.)		
Champ d'application International		
Date 2008	Entité objet Établissement/Site	Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Qualité	Structure porteuse de la démarche Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/iso-9001-quality-management.html
	Entités chargées de l'évaluation Organisme certificateur agréé
	Mode opératoire L'audit tierce partie ou audit de certification, réalisé par un organisme certifié qui délivre un certificat.
Référentiel Le référentiel de certification de la norme 9001	Actions de communication Mise en visibilité par l'organisation certifiée
	Suivi post reconnaissance Mise en visibilité par l'organisation certificatrice
Document remis au candidat Certification	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Remarques N/A
Nombre 1 463 153	
Nature des résultats	
Durée 3 ans	

89

Fiche 17/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



ISO 37 123 Villes et communautés territoriales durables		
Pays d'origine International	Objectif Définir et établir des définitions et des méthodologies pour un ensemble d'indicateurs relatifs à la résilience des villes.	Forme de résilience Résilience organisationnelle et structurelle
Forme de reconnaissance Norme (ISO, AS, BS, etc.)		
Champ d'application International		
Date 2019	Entité objet Autre collectivité territoriale (collectivité territoriale ou administration locale qui s'engage à mesurer ses performances de manière comparable et vérifiable, indépendamment de sa taille ou de sa situation géographique).	Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Planification et évaluation de la résilience d'une ville durable.
Référentiel Comité technique de l'Organisation internationale de normalisation ISO/TC 268 «Villes et communautés territoriales durables» (élaboration par consensus de la norme).

Structure porteuse de la démarche Organisation internationale de normalisation (ISO)
Entités chargées de l'évaluation L'organisation elle-même ou organisation cliente
Mode opératoire Cadre de mesure de la résilience fourni par des indicateurs auxquels les collectivités peuvent se conformer pour évaluer leur niveau de résilience et suivre leurs progrès accomplis. 68 indicateurs classés par 19 thèmes en fonction des différents secteurs et services fournis par la ville, conformément à la norme ISO 37120 (indicateurs pour les services urbains et la qualité de vie).
Actions de communication Mise en visibilité par l'organisation qui utilise la norme
Suivi post reconnaissance N/A
Remarques N/A

90

Fiche 18/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



L'Impact score		
Pays d'origine France	Objectif Publier avec transparence les données des entreprises (exigence européenne 2024).	Forme de résilience Organisationnelle
Forme de reconnaissance Indice / index		
Champ d'application International		
Date 2020	Entité objet Tout type d'organisation (avec +1 an d'existence)	Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Cartographier l'impact d'une organisation.
Référentiel Pratiques professionnelles

Structure porteuse de la démarche Mouvement IMPACT France
Entités chargées de l'évaluation Mouvement IMPACT France / privée
Mode opératoire Vérification des prérequis. Démarche en ligne (Guide pratique , tableau Excel 150 questions)
Actions de communication > Possible de garder la note privée ou rendre publique (disponible en ligne -rubrique "Résultats"). > Kit de communication (par mail) comprenant un macaron de la note, visuel pour partager la note sur LinkedIn, PDF des réponses.
Suivi post reconnaissance Rappel d'évaluation +1 an après (possibilité de réévaluer pendant l'année en cours, résultats précédents conservés en ligne).
Remarques > Tutoriels vidéos. > Possibilité de postuler au Mouvement IMPACT France si l'Impact Score obtenu 50/100 (formulaire).

Document remis au candidat Document PDF avec Score (mail)	
Mode d'évaluation Auto-évaluation (questionnaire - 1h)	Nombre 2000 entreprises
Nature des résultats Points	
Durée 1 an	

91

Fiche 19/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Forêt d'Exception		
Pays d'origine France	Objectif Élaborer un programme d'actions au bénéfice de la forêt publique et de ses patrimoines, de la dynamique économique locale et des usagers de la forêt concernée.	
Forme de reconnaissance Marque déposée (INPI, 2011)		
Champ d'application National		
Date 2008	Entité objet Collectivité territoriale	Forme de résilience Structurelle
		Champ technique, secteur Résilience environnementale

Besoin / constat Constituer un réseau de forêts de référence en matière de gestion durable du patrimoine forestier.
Référentiel Charte nationale Forêt d'Exception (Charte)

Document remis au candidat Inconnu	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Nombre 15 forêts labellisées / 2 forêts candidates
Nature des résultats Avis	
Durée 5 ans (renouvelable)	

Structure porteuse de la démarche L'Office national des forêts (ONF)
Entités chargées de l'évaluation Comité national d'orientation (Directeur général de l'Office national des forêts, experts qualifiés en aménagement des territoires, environnement, culture et tourisme et représentants des ministères de l'Agriculture et de la Transition écologique et solidaire) / publique.
Mode opératoire Dossier de candidature. Inscription sur une liste des forêts domaniales éligibles. Protocole d'accord par les membres du comité de pilotage. Rédaction du contrat de projet (orientations stratégiques et objectifs) et programme d'actions. Soumission du dossier de candidature par le comité au comité national d'orientation.
Actions de communication Carte de localisation des Forêts d'Exception par l'ONF / Lettre d'information Forêt d'Exception (site ONF).
Suivi post reconnaissance Système de suivi et d'évaluation du projet partenarial.
Remarques Évaluation nationale du label en 2019 (fiche d'évaluation)

Fiche 20/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Label Résilience France Collectivités		
Pays d'origine France	Objectif Évaluer le niveau de résilience des communes face aux risques majeurs et identifier les axes de progrès. Mettre à niveau les pratiques communales destinées à assurer l'information, la sauvegarde et la protection de la population. Valoriser par le label la volonté des élus locaux et le travail des équipes interne sur la prévention des risques et la protection des populations.	
Forme de reconnaissance Label		
Champ d'application National		
Date 2009	Entité objet Commune / Ville	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle
		Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Préparation des collectivités à la gestion des risques et des crises

Référentiel Lois de modernisation de la sécurité civile (2004 et 2021 dite "Matras"), Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI) Code forestier Plans communaux (PCS, DICRIM, PPR, PPMS, PPI, PLU, PIDAF, etc..) Textes départementaux (DDRM, SDACR, PDPFCI, SDIS, etc..), Dispositif ORSEC. Textes spécifiques (inondations, avalanches, tsunamis, séisme, éruption volcanique, submersion marine, etc..). Normes de résilience organisationnelle.

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Auto-évaluation	Durée 1 an
Nature des résultats Points et avis	Nombre 100

Structure porteuse de la démarche Haut Comité Français pour la Résilience Nationale avec le soutien du Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES)
Entités chargées de l'évaluation Auto-certification par l'organisation / privée.
Mode opératoire Échange entre la commune et Haut Comité Français pour la Résilience Nationale. Création par le HCFRN d'un lien pour le questionnaire Socle, réservé à la commune. Évaluation du questionnaire par le HCFRN (réussite si > 60% de moyenne). Si validation, accès pour la commune au questionnaire complémentaire d'attribution des étoiles. Nouvelle évaluation par le HCFRN des capacités validées et nombre d'étoiles attribuées. Analyse des grilles par un expert et retour auprès du référent de la commune (évolutions par rapport à l'année précédente, pistes d'améliorations éventuelles, etc..)

Actions de communication Kit de communication (fanion et diplôme) et actions de communication dans les médias et réseaux sociaux
--

Suivi post reconnaissance Réévaluation annuelle
Remarques Une commune ayant obtenu 3 étoiles au label, 3 années consécutives, peut bénéficier d'un audit de progrès.

Fiche 21/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Label Résilience France Entreprises		
Pays d'origine France	Objectif Évaluer la préparation organisationnelle et les capacités opérationnelles d'une organisation face aux risques internes et aux risques externes (terrorisme, sanitaire, cyber, ext..).	
Forme de reconnaissance Label		
Champ d'application National		
Date 2022	Entité objet Établissement / Site	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Évaluer le niveau de résilience organisationnelle et structurelle des entreprises.
Référentiel ISO 9000, ISO 22300, ISO 22301, ISO 31000 CEN/TS 17091 ANSSI

Structure porteuse de la démarche Haut Comité Français pour la Résilience Nationale.
Entités chargées de l'évaluation Auto-certification par l'organisation / privée.
Mode opératoire Échange entre l'entreprise et Haut Comité Français pour la Résilience Nationale. Création par le HCFRN d'un lien pour le questionnaire réservé à l'entreprise. Évaluation du questionnaire par le HCFRN (réussite si score = ou > 50%). > score total basé sur la moyenne des scores de 9 capacités > scores de capacité calculés du nombre de points obtenus par rapport au nombre de points possibles par capacité. Attribution d'une/plusieurs étoiles en fonction du nombre de capacités validées.
Actions de communication Kit de communication (fanion et diplôme) et actions de communication interne ou business to business (BtoB).

Document remis au candidat Attestation				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Mode d'évaluation</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Auto-évaluation</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>	Mode d'évaluation	Nombre	Auto-évaluation	1
Mode d'évaluation	Nombre			
Auto-évaluation	1			
Nature des résultats Points et avis				
Durée 1 an				

Suivi post reconnaissance Oui
Remarques N/A

Fiche 22/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Lucie 26000		
Pays d'origine France	Objectif Label des entreprises et organisations visant à intégrer le développement durable (ISO 26000).	
Forme de reconnaissance Label		
Champ d'application National		
Date 2007	Entité objet Tout type d'organisation	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle Champ technique, secteur Autre

Besoin / constat LUCIE en mémoire au squelette découvert par Yves COPPENS (importance de préserver les générations futures) et Lux (lumière) : mettre en lumière l'engagement des organisations en faveur du développement durable. Le profit n'est pas l'unique moteur, intention de générer un impact positif sur la société et la planète.
Référentiel ISO 26000

Structure porteuse de la démarche Agence LUCIE
Entités chargées de l'évaluation Agence LUCIE
Mode opératoire Un expert de l'Agence LUCIE (sous-traitants : VERITAS, RSEVAL, CertUp Maïeutika) réalise l'évaluation de la maturité RSE de l'organisation. Evaluation notée sur 1000 points à partir d'un référentiel.
Actions de communication Valorisation des lauréats au travers d'un blog et constitution d'un réseau.

Document remis au candidat Attestation				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Mode d'évaluation</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Audit en présentiel</td> <td>1150</td> </tr> </tbody> </table>	Mode d'évaluation	Nombre	Audit en présentiel	1150
Mode d'évaluation	Nombre			
Audit en présentiel	1150			
Nature des résultats Résultat basé sur des points				
Durée 2 ou 4 ans				

Suivi post reconnaissance Conseil, formation
Remarques 1 ^{er} label RSE

Fiche 23/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Plante bleue			
Pays d'origine France	Objectif Garantir les pratiques agricoles et horticoles limitent leurs impacts environnementaux. VALHOR passe par un organisme certificateur : OCACIA. Le label cible 7 domaines : biodiversité, protection des cultures, gestion de l'irrigation, gestion de la fertilisation, maîtrise de l'énergie, gestion des déchets et pratiques sociales.		
Forme de reconnaissance Certification			
Champ d'application National			
Date 2007	Entité objet Entreprise	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle	Champ technique, secteur Résilience alimentaire

Besoin / constat Fait générateur : Grenelle de l'environnement.
Référentiel Référentiel technique Plante Bleue «certifiée»

Document remis au candidat Certification	
Mode d'évaluation Autre	Nombre 276
Nature des résultats Résultat basé sur avis	
Durée 3 ans	

Structure porteuse de la démarche VALHOR
Entités chargées de l'évaluation VALHOR
Mode opératoire > Étape 1 : Diagnostic environnemental. Audit puis le dossier de l'entreprise est évalué en comité de certification et le certificat délivré. Des audits de surveillance aléatoires ont lieu. > Étape 2 : certification niveau 2 puis niveau 3. Pour être certifiée, l'entreprise doit avoir au moins 10 points par thématique.
Actions de communication Oui
Suivi post reconnaissance Oui
Remarques Certification à 3 niveaux : > 1 : Diagnostic environnemental. > 2 : Plante Bleue «certifiée» reconnue par l'arrêté interministériel du 16/02/2012 . > 3 : Plante Bleue «Haute Valeur Environnementale» reconnue par l'arrêté interministériel du 22/02/2026

Fiche 24/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Ramsar			
Pays d'origine Iran (Convention)	Objectif Récompenser et valoriser les actions de gestion durable des zones humides.		
Forme de reconnaissance Label			
Champ d'application International			
Date Signature Convention sur les zones humides, 1971 / 1986 ratification France	Entité objet Etat	Forme de résilience Structurelle	Champ technique, secteur Résilience écologique

Besoin / constat Protéger le patrimoine naturel et socio-culturel.
Référentiel Charte pour la gestion des sites inscrits sur la liste Ramsar. Circulaire DGALN DEB/SDEN/BMA-DGOM du 24 décembre 2009 relative à la mise en œuvre de la convention internationale de Ramsar sur les zones humides et notamment processus d'inscription de zones humides au titre de cette convention.

Document remis au candidat Diplôme	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Nombre 2 455 sites (2022). 2 493 sites (2023) / 53 sites (France, 2023).
Nature des résultats Avis (évaluation du CNPP (Comité de protection de la nature).	
Durée Labellisation illimitée / réévaluation tous les 6 ans	

Structure porteuse de la démarche Association Ramsar France
Entités chargées de l'évaluation Groupe d'évaluation scientifique et technique / DREAL, CNPP et Museum des histoires naturelles
Mode opératoire Demande d'inscription volontaire (sous condition d'avoir ratifié la Convention de Ramsar) / avant démarche descendante et inscription par le Ministère de l'écologie. Répondre à 1 des 9 critères d'identification des zones humides d'importance internationale (apporter des arguments précis justifiant les critères retenus) Disposer d'un plan de gestion. Identifier un portage local fort et des soutiens pour assurer la pérennité des caractéristiques du site. 2 ans pour la procédure de labellisation.
Actions de communication Réalisation et mise à jour d'une Fiche de synthèse vulgarisant le contenu de la Fiche descriptive Ramsar (FDR) pour chacun des sites Ramsar. Mise à jour des pages de promotion des sites Ramsar sur le portail national des zones humides. Production de films pour expliquer le label Ramsar en France auprès de différents publics. Accompagnement des gestionnaires des sites et villes Ramsar pour l'utilisation du logo Ramsar dans leurs productions. Organisation de campagnes de communication autour des sites Ramsar. Organisation de colloques et séminaires.
Suivi post reconnaissance Accompagnement des coordinateurs et gestionnaires des sites et des villes Ramsar. Séminaire national annuel organisé par l'association Ramsar France (soutien financier Ministère de l'écologie et Danone Evian).
Remarques Création à la suite de la Convention sur les zones humides (1971, Ramsar, Iran), 172 pays contractants. Procédure en 11 étapes pour la labellisation d'un site Ramsar → (Fiche de procédure). 2 Février : Journée mondiale des zones humides. 1er site Ramsar : la Camargue / autres : Étangs palavasiens, Étang de Leucate, etc.

Fiche 25/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



RESISCORE		
Pays d'origine France	Objectif Évaluation du niveau de connaissance et de préparation des activités économiques face aux risques majeurs. Insuffisance ou non prise en compte des risques majeurs dans les politiques de sécurité des entreprises.	
Forme de reconnaissance Marque déposée		
Champ d'application National	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle	
Date 2007	Entité objet Activités économiques, organisations	Champ technique, secteur Résilience des organisations

Besoin / constat Permettre aux entreprises ne disposent pas d'état des lieux sur leur niveau de résilience et de respect de la réglementation leur permettant de prendre des mesures correctives et de savoir par où commencer. Cibler davantage l'information préventive et l'accompagnement des activités économiques, à l'instar de ce qui a été fait pour les établissements scolaires.
Référentiel Référentiel du RESISCORE (basé sur la réglementation du code de l'environnement, code du travail et de la construction, etc.) : > Art. L4121-1 du Code du travail, > réglementation relatives aux Plans de Prévention des Risques Naturels et Technologiques > réglementation relative au Document Unique d'Évaluation des Risques > ISO 22301 > réglementation relative à l'information préventive

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Audit en présentiel	Nombre 11
Nature des résultats Avis et score	
Durée 1, 2 ou 3 ans	

Structure porteuse de la démarche Association Résiliences
Entités chargées de l'évaluation Association Résiliences, auditeurs formés et accrédités par l'association
Mode opératoire Démarchage ou demande de l'entreprise d'être auditée. Réalisation de l'audit par un auditeur expert, membre de l'Association Résiliences, sur place. Réunion du jury Résiliences pour la délivrance du RESISCORE de niveau 1,2 ou 3 et Suivi. Rédaction de l'avis par l'auditeur. L'avis recommande des actions à mettre en oeuvre pour passer au niveau suivant.
Actions de communication Valorisation des résultats sur les réseaux sociaux et sur le site internet de l'association. Remise de l'attestation par voie postale. Enquête de satisfaction a posteriori.
Suivi post reconnaissance Proposition de formation professionnelle pour répondre aux besoins
Remarques Les auditeurs sont formés au sein de l'association et sont accrédités pour intervenir dans les entreprises. À ce jour, 7 auditeurs ont été formés et sont en capacité d'intervenir dans toute la France.

Fiche 26/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Normes RFSC (Reference framework for sustainable european city)		
Pays d'origine France	Objectif Aider les collectivités à construire leur stratégie ou projet de développement urbain dans une approche durable et intégrée et à auto-évaluer la contribution et la cohérence des actions menées à cette stratégie.	
Forme de reconnaissance Norme		
Champ d'application National / européen	Forme de résilience Structurelle	
Date 2009	Entité objet Quartier, Ville, Autre collectivité territoriale	Champ technique, secteur Résilience urbaine

Besoin / constat Favoriser un développement urbain durable et intégré.
Référentiel Objectifs du développement durable (ODD). Norme ISO 37101 pour des communautés territoriales durables. Cadre européen « Reference Framework for Sustainable Cities ».

Document remis au candidat Inconnu	
Mode d'évaluation Auto-évaluation	Nombre + 1000 utilisateurs
Nature des résultats Points	
Durée Inconnu	

Structure porteuse de la démarche Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) + Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) + Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)
Entités chargées de l'évaluation L'outil web RFSC
Mode opératoire Auto-évaluation à partir de la plateforme en ligne (choix langue française ou anglaise). Plus de 100 indicateurs disponibles et possibilité de créer des indicateurs personnalisés.
Actions de communication Inconnu
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques 30 objectifs retenus par le référentiel (Lien). Possibilité de choisir le cadre de référence pour l'évaluation du projet entre : RFSC, cadre du ODD ou de la norme ISO 37101.

Fiche 27/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



SKARABEE		
Pays d'origine France	Objectif Fédérer l'ensemble des acteurs engagés Valoriser chaque action de résilience menées sur le territoire français Être un point de repère pour la population et les autres acteurs en leur permettant d'identifier plus facilement les actions en faveur de la résilience et de la culture du risque.	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle
Forme de reconnaissance Marque déposée		
Champ d'application National		
Date 2022	Entité objet Action, projet	Champ technique, secteur La résilience environnementale

Besoin / constat Résilience	Structure porteuse de la démarche L'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT)
Référentiel Feuille de route 2022/2023 et guide SKARABEE	Entités chargées de l'évaluation L'AFPCNT
Document remis au candidat N/A	Mode opératoire Candidature par le porteur d'une action. Répondre à un questionnaire. Entretien complémentaire ou en présentiel. Validation par un comité de suivi. Condition : partager les valeurs et la philosophie de l'AFPCNT.
Mode d'évaluation Audit à distance	Actions de communication Un kit de communication est remis aux porteurs de projet. Les actions sont valorisées pr l'AFPCNT (site internet, réseaux sociaux et synthèse annuelle de l'ensemble des actions).
Nombre Oui	Suivi post reconnaissance Le porteur de projet s'engage à informer sur le retour d'expérience de l'action et les enseignements.
Nature des résultats Résultat basé sur avis	Remarques La marque est née en 2022 (préfiguration centrée sur les projets des adhérents de l'AFPCNT). Ouverture à d'autres acteurs dès 2023. À noter, tous les projets réalisés en partenariat technique et/ou financier avec l'AFPCNT sont labellisés SKARABEE.
Durée 1 an	

100

Fiche 28/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Label «Territoire innovant»			
Pays d'origine France	Objectif Valoriser les communes mettant en oeuvre les usages des nouvelles technologies et des mécanismes innovants au sein de leur territoire.		Forme de résilience Structurelle
Forme de reconnaissance Label			
Champ d'application National			
Date 2009	Entité objet Collectivité territoriale		Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Reconnaissance de l'innovation territoriale	Structure porteuse de la démarche Réseau « Les Interconnectés », porté par France urbaine et l'Assemblée des Communautés de France (AdCF).
Référentiel Inconnu	Entités chargées de l'évaluation Réseau « Les Interconnectés »
Document remis au candidat Certification	Mode opératoire Sélection sur dossier (candidature en ligne). Audit en visioconférence devant un jury d'experts. Évaluation déterminant la labellisation et distinction (bronze, argent ou or).
Mode d'évaluation Audit à distance	Actions de communication Résultats annoncés lors du Forum des Interconnectés / Annuaire Label par année (Éditions des Annuaire Label).
Nombre 25 (2023)	Suivi post reconnaissance Inconnu
Nature des résultats Points	Remarques Réunion des commissions de labellisation 3 fois par an.
Durée Inconnu	

101

Fiche 29/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



Ville durable et innovante			
Pays d'origine France	Objectif Viser à accompagner les collectivités dans l'évolution de la ville et des pratiques, notamment en termes de d'évaluation de leurs stratégies et actions (ISO37101 et RFSC). Le label pourra à terme faciliter l'accès à certains financements publics.		
Forme de reconnaissance Label			
Champ d'application Européen			
Date 2020	Entité objet Entité publiques, administratives	Forme de résilience Organisationnelle et structurelle	Champ technique, secteur Résilience territoriale

Besoin / constat Créer une démarche comparable à la démarche américaine LEED for Cities et CASBEE for Cities en Asie. Démarche qui s'inscrit dans un contexte de compétition mondiale. Valorise de manière transversale plusieurs démarches (Agenda 21, Ecoquartiers, Ecocités, Stratégie d'innovation, etc.)
Référentiel Référentiel du label avec 5 composantes

Document remis au candidat Attestation	
Mode d'évaluation Auto-évaluation + audit externe	Nombre 7
Nature des résultats Résultat basé sur avis	
Durée 4 ans	

Structure porteuse de la démarche CEREMA et Efficacy
Entités chargées de l'évaluation Commission nationale du label VDI et in fine le CEREMA et Efficacy
Mode opératoire Prise de contact par la collectivité auprès d'une personne contact d'Efficacy ou du CEREMA, création d'un compte internet, auto-évaluation, rendez-vous avec le contact, accompagnement court ou long, transmission de dossier de demande de labellisation, audit VDI, résultats transmis à la commission et labelisation. Intention de valoriser à l'international les innovations françaises.
Actions de communication Les sites labellisés sont communiqués sur la page web du label.
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques Intègre la résilience : l'enjeu est ici de définir une stratégie de résilience territoriale en intégrant aussi bien les risques naturels que la sécurité numérique, la sécurité alimentaire, l'adaptation des infrastructures ou encore la résilience économique.

Fiche 30/30

Les pictogrammes correspondent aux risques et/ou au développement durable associés selon chaque démarche. Aucun pictogramme pour les démarches N/A. (cf. légende page 24).



World Risk Index (WRI)			
Pays d'origine Allemagne (international)	Objectif Évaluer et comparer les risques de catastrophes naturelles entre différents pays et régions du monde.		
Forme de reconnaissance Indice / index			
Champ d'application International			
Date 2011	Entité objet État	Forme de résilience Structurelle et organisationnelle	Champ technique, secteur Résilience écologique

Besoin / constat Comparer les risques entre différents pays.
Référentiel Inconnu

Document remis au candidat Document - tableau Excel (World Risk Index Results 2022)	
Mode d'évaluation Test	Nombre 193 pays
Nature des résultats Points	
Durée Rapport annuel	

Structure porteuse de la démarche Bündnis Entwicklung Hilft - Alliance Development Works + United Nations University - Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS)
Entités chargées de l'évaluation Bündnis Entwicklung Hilft (Aides au développement d'alliances) et l'Institut de droit international de la paix et des conflits armés (Ruhr University Bochum) /publique
Mode opératoire Méthodologie combinant différentes variables et indicateurs collectées à partir de sources fiables (Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres institutions internationales, etc...) Indice établi par pays en multipliant l'exposition aux risques naturels par la vulnérabilité.
Actions de communication Rapports annuels et publications. Conférences et événements. Communications en ligne (Web officiel et les médias sociaux). Partenariats et collaborations (autres organisations, institutions et réseaux). Médias et relations publiques(communiqués de presse, interviews médiatiques et articles de presse).
Suivi post reconnaissance Inconnu
Remarques World Risk Report 2022

Annexes

Ensemble

des démarches identifiées

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Queensland University of Technology, Brisbane, Australia A.M. Aslam Saja, aslam.saja@hdr.qut.edu.au Melissa Teo, melissa.teo@qut.edu.au Abdul M. Ziyath, mohamed.ziyath@qut.edu.au Ashantha Goonetilleke An inclusive and adaptive framework for measuring social resilience to disasters - ScienceDirect			5S Social Resilience Framework	2018	Australie	Indice/index
Bushfire and Natural Hazards CRC Dr Melissa Parsons and Dr Philip Morley, University of New England, Armidale, NSW Bushfire and Natural Hazards Cooperative Research Centre			Australian Disaster Resilience Index (ANDRI)	2017	Australie	Indice/index
University of South Carolina - Hazards & Vulnerability Research Institute (HVRI) BRIC Guidance on Risk, Resilience, and Vulnerability Indices			Baseline Resilience Indicators for Communities (BRIC)	2015	Etats-Unis	Indice/index
Association BBCA Stanislas Potier https://www.batimentbascarbhone.org/ contact@batimentbascarbhone.org			Bâtiment BBCA (Bâtiment Bas Carbone)	2015	France	Label
L'Association des Industriels de la Construction Biosourcée (AICB) 120 Avenue Ledru Rollin, 75011 Paris contact@aicb.org Les bâtiments biosourcés - Bâtiment Biosourcé batiment-biosourcee.fr			BATIMENT BIOSOURCE	2012	France	Label

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Conseil International Biodiversité et Immobilier (CIBI) http://cibi-biodiversity.com/biodiversity/ 6 avenue de Paris, CS 10922 78000 Versailles 06 35 19 15 48 info@cibi-biodiversity.com			BiodiverCity	Inconnu	France	Label
Bouclier Bleu France bouclier-bleu.fr 09 80 80 15 15 presidence@bouclier-bleu.fr			BOUCLIER BLEU	2001	France	Label
IFFO-RME Institut français des formateurs Risques Majeurs et protection de l'environnement https://bouclier-resilience.org/ Vincent Vermelun			Bouclier de la résilience	2013	France	Label
British Standards Institution https://www.bsigroup.com/BS-11200-Crisis-Management-and-BS-65000-Organizational-Resilience-and-what-is-coming-next? Tél: +44 208 996 90 00 standards.international@bsigroup.com 389 Chiswick High Road, London W4 4AL, Royaume-Uni			BS 11200 Crisis management - Guidance and good practice	2014	Royaume-Uni	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Caribbean Community Climate Change Centre https://www.caribbeanclimate.bz/caribbean-climate-change-tools/tools/ 3rd Floor, David L. McKoy Business Center Bliss Parade, PO Box 563 Belmopan, Belize, Amérique centrale Téléphone : +(501) 822-1094 ou +(501) 822-1104 ccoral@caribbeanclimate.bz			Caribbean Climate Online Risk and Adaptation Tool (CCORAL)	2013	Barbade	Indice/index
Alliance HQE GBC + CERTIVEA https://certivea.fr/certifications/hqe-amenagement-durable/ 155 bis avenue Pierre Brosolette CS 50065 92541 MONTRouGE CEDEX Tél. : 01 47 65 20 00			Certification HQE Aménagement Durable	2010	France	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Association CIRCOLab https://www.circolab.eu/ contact@circolab.eu			CIRCOLAB	2021	France	Label
Arup International Development & Fondation Rockefeller https://www.cityresilienceindex.org/#/ Jo da Silva, Director et Dr. Nancy Kete, Former Managing Director crihelp@arup.com			City Resilience Index (CRI)	2013	Etats-Unis	Indice/index
FUTUREMAP PTE. LTD 101 UPPER CROSS STREET, #05-16 PEOPLE'S PARK CENTRE Singapore 058357 - SG - https://data.inpi.fr/marques/WO1659127			CLIMATE ALPHA RESILIENCE INDEX	2022	Singapour	Marque déposée
U.S. Environmental Protection Agency (EPA) https://toolkit.climate.gov/tool/climate-resilience-evaluation-awareness-tool-creat https://www.epa.gov/crwu/climate-resilience-evaluation-and-awareness-tool-creat-risk-assessment-application-water			Climate Resilience Evaluation and Awareness Tool (CREAT)	2016	Etats-Unis	Indice/index
Gouvernement australien en partenariat avec WWF-Australie https://www.climate resilient by nature.com/about			Climate Resilient by Nature	2021	Australie	Marque déposée
Hazard Reduction and Recovery Center, Texas A&M University https://www.eionet.europa.eu/etc/etccca/products/etc-cca-reports/1 Nom du contact EPA : Curt Baranowski Adresse e-mail du contact EPA : baranowski.curt@epa.gov Numéro de téléphone du contact EPA : 202-564-0636			Coastal vulnerability Index (CVI)	2011	Etats-Unis	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
United Nations Development Programme (UNDP) Community Based Resilience Analysis (CoBRA) Conceptual Framework and Methodology			Community Based Resilience Analysis (CoBRA)	2014	Organisation internationale	Indice/index
Kyoto University , Programme du Centre mondial d'excellence (GCOE) «Ingénierie de la sécurité humaine pour les mégapoles asiatiques (financement) + Agence de gestion des urgences de Luoyang et les agences de gestion des urgences de chaque district et comté de Luoyang Dong Keun YOON, School of Urban and Environmental Engineering, Jung Eun KANG, Ulsan National Institute of Science and Technology (UNIST) **Department of Urban Engineering, Pusan National University			Community Disaster Resilience (CDR)	2022	Chine	Indice/index
Department of Geosciences, Florida Atlantic University , Boca Raton, FL 33431, USA Shaikh Abdullah Al Rifat Weibo Liu Measuring Community Disaster Resilience in the Conterminous Coastal United States srifat2017@fau.edu / liuw@fau.edu Tel.: +1-561-297-4965			Community Disaster Resilience Index (CDRI)	2008	Japon	Indice/index
Torrens Resilience Institute Paul Arbon, directeur Torrens Building, 220 Victoria Square Adelaide SA 5000 Australia Tel: +61 8 8110 9992 Email: info@torrensresilience.org https://knowledge.aidr.org.au/resources/ajem-oct-2014-developing-a-model-and-tool-to-measure-community-disaster-resilience/			Community Disaster Resilience Scorecard	2012	Australie	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Torrens Resilience Institute Paul Arbon, directeur Torrens Building, 220 Victoria Square Adelaide SA 5000 Australia Tel: +61 8 8110 9992 Email: info@torrensresilience.org https://knowledge.aidr.org.au/resources/ajem-oct-2014-developing-a-model-and-tool-to-measure-community-disaster-resilience/			Community Resilience Toolkit	2009	Etats-Unis	Indice/index
Environmental Health Intelligence New Zealand, College of Health, Massey University Mason K, Lindberg K, Haenfling C, Schori A, Marsters H, Read D, Borman B. Social Vulnerability Indicators for Flooding in Aotearoa New Zealand. International Journal of Environmental Research and Public Health. 2021; 18(8):3952. k.mason@massey.ac.nz Social Vulnerability Indicators for Flooding in Aotearoa New Zealand			Conceptual Framework for Social Vulnerability	2021	Nouvelle Zélande	Indice/index
Ben-Gurion University of the Negev Professeur Limor Aharonson-Daniel de l'Université Ben-Gurion du Néguev (limorad@bgu.ac.il) et Professeur Mooli Lahad du Tel-Hai Academic College (mooli.lahad@icspc.org) The conjoint community resiliency assessment measure as a baseline for profiling and predicting community resilience for emergencies - ScienceDirect			Conjoint Community Resiliency Assessment Measure (CCRAM)	2013	Israël	Indice/index
University of Balochistan, Quetta, Pakistan Nasrullah, Ainuddin, S. and Kakar, K.M. (2015) Status of Community Resilience in Disaster Prone Districts of Baluchistan, Pakistan. Open Journal of Earthquake Research, 4, 126-135. http://dx.doi.org/10.4236/ojer.2015.44012			CR-E	2015	Pakistan	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Mission Risques Naturels Diagnostic Performance Résilience (DPR) 1, rue Jules Lefebvre F-75431 PARIS Cedex 09 CONTACT mrn@mrn.asso.fr			Diagnostic de Performance de Résilience (DPR)	2021	France	Indice/index
Zurich Flood Resilience Alliance Zurich Insurance Tackling climate resilience Zurich Insurance info@floodresilience.net Corporate Center Mythenquai 2 8002 Zurich Switzerland Tel: +41 44 625 25 25			Dispositif de mesure de la résilience aux inondations des communautés (MRIC)	2013	Suisse	Indice/index
Ministère du Logement Label E+C- - Bâtiments à Énergie Positive et Réduction Carbone www.batiment-energiebas carbone.fr CERQUAL, 200 avenue Jean Jaurès 69007 LYON. 04 78 62 23 70.			E+C- (Energie positive et réduction carbone)	2016	France	Label
Association Plante&Cité Accueil Label-Ecojardin https://www.plante-et-cite.fr/ https://www.label-ecojardin.fr/fr/page-faq 26 rue Jean Dixmères, Angers			ECO-JARDIN	2012	France	Label
Ministère du Logement www.ecoquartiers.logement.gouv.fr			EcoQuartier Livré/ EcoQuartier Vécu	2012	France	Label
New Economics Foundation (NEF) + Friends Provident Foundation New Economics Foundation www.neweconomics.org Financial System Resilience Index info@neweconomics.org +44 (0)20 7820 6300			Financial System Resilience Index (FSRI)	2015	Royaume-Uni	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?	
Whiteshield www.whiteshield.com https://whiteshield.com/wp-content/uploads/2022/07/global-freight-resilience-index-report_2021.pdf		/	GLOBAL FREIGHT RESILIENCE INDEX	2021	France	Marque déposée	
Whiteshield www.whiteshield.com Fadi Farra, Associé gérant & Directeur			GLOBAL LABOUR RESILIENCE INDEX	2019	Émirats arabes unis	Marque déposée	
FM Global 2023 FM Global Resilience Index			Global Resilience Index (GRI)	2017	Etats-Unis	Indice/index	
International Sustainability Standards Board (ISSB) www.ifrs.org Opernplatz 14 60313 Frankfurt am Main Germany Phone: +44 (0)20 7246 6410 email: info@ifrs.org Emmanuel Faber, président de l'ISSB.		/	IFRS Sustainability Disclosure Standards	2021	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)	
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/60857.html				ISO 14001 Systèmes de management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation	2004	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/75106.html			ISO 22301 Sécurité et résilience – Systèmes de management de la continuité d'activité – Exigences	2012	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)	
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/67851.html		/	ISO 22320 Sécurité et résilience – Gestion des urgences – Lignes directrices pour la gestion des incidents	2011	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)	

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/50079.html		/	ISO 22342 Sécurité et résilience – Sûreté préventive – Lignes directrices pour l'élaboration d'un plan de sûreté destiné à un organisme	2023	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/50267.html			ISO 22361:2022 Sécurité et résilience - Gestion de crise - Lignes directrices	2022	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/50294.html			ISO 22398 Sécurité sociétale – Lignes directrices pour exercice	2013	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/82875.html		/	ISO 27001 Management de la sécurité de l'information	2013	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/65694.html		/	ISO 31000 Management du risque – Lignes directrices	2009	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/61885.html		/	ISO 37101 Développement durable au sein des communautés territoriales – Système de management pour le développement durable – Exigences et lignes directrices pour son utilisation	2016	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/70428.html E-mail: central@iso.org Tel. : +41 22 749 01 11 Fax : +41 22 733 34 30			ISO 37123 Villes et communautés territoriales durables – Indicateurs de performance pour les villes résilientes	2019	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/68021.html			ISO 41001 Facility management – Systèmes de management – Exigences avec recommandations d'utilisation	2013	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/63787.html			ISO 45001 Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail – Exigences et lignes directrices pour leur utilisation	2018	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/64283.html			ISO 45003 Management de la santé et de la sécurité au travail – Santé psychologique et sécurité au travail – Lignes directrices pour la gestion des risques psychosociaux	2021	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/standard/55089.html			ISO 55001 Gestion d'actifs – Systèmes de management – Exigences	2014	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)
Organisation internationale de normalisation https://www.iso.org/fr/iso-9001-quality-management.html			ISO 9001 Systèmes de management de la qualité – Exigences	2008	International	Norme (ISO, AS, BS, etc.)
Political Science Department, Northeastern University Timothy Fraser Japanese social capital and social vulnerability indices: Measuring drivers of community resilience 2000–2017 - ScienceDirect timothy.fraser.1@gmail.com 960A Renaissance Park, 360 Huntington Avenue, Boston, MA, 02115-5000, USA			Japanese Social Capital and Social Vulnerability Indices	2021	Japon	Indice/index
Kin + Carta Business Resilience Index 2021 Siège mondial Le Spitfire Building 71 Collier Street Londres, Royaume-Uni. Claire Robinson, Directeur de la transformation & Conseil			Kin and Carta Business Resilience Index 2022	2020	Inconnu	Indice/index
Metigate JULIEN TROMBINI, CEO chez Metigate L'Indice de Résilience Climatique - Sommet Virtuel du Climat 2023			L'Indice de Résilience Climatique	2021	France	Marque déposée
Mouvement IMPACT FRANCE https://www.impactfrance.eco/nos-actus/impact-score-un-outil-pour-reveler-et-mesurer-son-impact Francecontact@impactfrance.eco			L'Impact Score	2020	France	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Réseau des territoires Innovants ou « Les Interconnectés », porté par France urbaine et l'Assemblée des Communautés de France (AdCF). Label « Territoire Innovant » – les interconnectés. Label « Territoire Innovant » Céline Colucci, déléguée Générale, ccolucci@interconnectes.com – 06 10 86 23 87 forum@interconnectes.com			Label «Territoire innovant»	2009	France	Label
ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) Engagez votre collectivité dans le label Climat - Air - Énergie dteci@ademe.fr			Label Climat – Air – Énergie / Programme Territoire engagé transition écologique	2008	France	Label
ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) Engagez votre collectivité dans le label Économie Circulaire dteci@ademe.fr			Label Economie Circulaire / Programme Territoire engagé transition écologique	2021	France	Label
L'association Mountain Riders + 70 structures partenaires expertes du tourisme en montagne et du développement durable La démarche Flocon Vert Claire TOLLIS claire@mountain-riders.org Responsable du Projet Flocon Vert / Mountain Riders 09 72 19 37 14 mountain-riders.org			Label Flocon Vert	2011	France	Label
L'Office national des forêts (ONF) Paul ARNOULD, président du comité national Forêt d'Exception Le label Forêt d'Exception®, une démarche nationale			Label Forêt d'Exception	2008	France	Label

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires DGALN – Bureau des sites et espaces protégés https://www.ecologie.gouv.fr/ Réseau des Grands Sites de France - Label contact@grandsitedefrance.com Tél. : 01 40 81 21 22			Label Grand Site de France	2010	France	Label
Haut Comité Français pour la Résilience Nationale , avec le soutien du Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) https://label-resilience-france-collectivites.fr/ 78 chemin de la tour de l'évêque, 30 000 Nîmes, France claire.menon@team-hcfdc.org +33 6 71 70 84 78 https://www.hcfrn.org/			Label Résilience France Collectivités	2009	France	Label
Haut Comité Français pour la Résilience Nationale https://label-resilience-france-entreprises.fr/ 78 chemin de la tour de l'évêque, 30 000 Nîmes, France claire.menon@team-hcfdc.org +33 6 71 70 84 78 https://www.hcfrn.org/			Label Résilience France Entreprises	2022	France	Label
Agence LUCIE labellucie.com contact@agence-lucie.com			LUCIE (Label de l'Agence Lucie)	2007	France	Label
Association MASE www.mase-asso.fr Certification MASE Nicolas Chouteau – Agnès Villaine 4 avenue du 24 août 1944 69960 CORBAS Tel : 04.69.98.27.86 nicolas.chouteau@mase-asso.fr agnes.villaine@mase-asso.fr			Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises (MASE)	1997	France	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) https://outil2amenagement.cerema.fr/l-approche-environnementale-de-l-urbanisme-aeu2-r889.html https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Urbanisme_durable_cle24dfd6.pdf dteci@ademe.fr			Méthode AEU2 (Approche environnementale de l'urbanisme)	2015	France	Indice/index
ADEME, CSTB, Efficacity Méthode Quartier Energie Carbone - La librairie ADEME QUARTIER ENERGIE CARBONE dteci@ademe.fr info@efficacity.com			Méthode Quartier Energie Carbone	2018	France	Indice/index
U.S. Environmental Protection Agency J. Kevin Summers Measuring Community Resilience to Natural Hazards: The Natural Hazard Resilience Screening Index (NaHRSI)—Development and Application to the United States - Summers - 2018 Gulf Ecology Division, National Health and Environmental Effects Research Laboratory, U.S. Environmental Protection Agency, Gulf Breeze, FL, USA summers.kevin@epa.gov			Natural Hazard Resilience Screening Index (NaHRSI)	2018	Etats-Unis	Indice/index
Association QUALITEL NF Habitat, c'est mieux, c'est sûr (nf-habitat.fr), QUALITEL, CERQUAL NF Habitat HQE pour la construction des logements - Qualitel Professionnels			NF HABITAT HQE	1974	France	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)
Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) http://rfsc.eu/fr/ https://francevilledurable.fr/wp-content/uploads/2023/04/L-Care-Fiche-RFSC.pdf Le référentiel des villes et territoires durable (RFSC) - Outils de l'aménagement info@rfsc.eu			Normes RFSC	2009	France	Norme (ISO, AS, BS, etc.)

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Institute of Spatial and Regional Planning, University of Stuttgart Daniel Feldmeyer, daniel.feldmeyer@ireus.uni-stuttgart.de An open resilience index: Crowdsourced indicators empirically developed from natural hazard and climatic event data - ScienceDirect Pfaffenwaldring 7, 70569 Stuttgart, Germany			Open Resilience Index (ORI)	2021	Inconnu	Indice/index
VALHOR (l'interprofession française de l'horticulture, de la fleuristerie et du paysage) La certification Plante Bleue			PLANTE BLEUE	2011	France	Marque collective déposée
Association EnvirobatBDM Démarche Quartiers durables méditerranéens envirobatBDM contact@envirobatbdm.eu			QUARTIER DURABLE MEDITERRANEEN	2008	France	Label
Association Ramsar France Le label Ville des Zones Humides Convention on Wetlands Le "label" Ramsar Zones Humides Bastien Coïc, Association Ramsar France, Animateur de réseau ramsarfrance@gmail.com / reseau@ramsarfrance.fr			Ramsar (France)	1986	Iran (Convention mondiale, 1971)	Label
Institute for Market Transformation to Sustainability (MTS) & Capital Markets Partnership & Green Business Certification Inc. (GBCI) RELi Green Business Certification Inc Outside the United States: 1-202-742-3792			RELi rating system (RELi)	2012	Inconnu	Indice/index
Erik Hollnagel RAG – Resilience Analysis Grid			Resilience Analysis Grid (RAG)	2010	Danemark	Indice/index
Université de Buffalo, Université de l'État de New York Kathryn A. Foster 'Resilience' of U.S. Metros. Measured by Online Index. Developed by UB Researchers			Resilience Capacity Index (RCI)	2014	Etats-Unis	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
Louisiana State Univ 1273 Energy, Coast, and Environment Building Nina SN Lam , Margaret Reams , Kenan Li , Chi Li et Lillian P. Mata. Baton Rouge, LA 70803 Measuring Community Resilience to Coastal Hazards along the Northern Gulf of Mexico - PMC			Resilience inference measurement (RIM)	2016	Etats-Unis	Indice/index
The Infrastructure Assurance Center at Argonne National Laboratory Constructing a Vulnerability Index Utilizing the Enhanced Critical Infrastructure Protection Program			Resilience Measurement Index (RMI)	2013	Etats-Unis	Indice/index
OECD Resilient Cities project Taku Honiden Head of Division, Regional Policies for Sustainable Development, Centre for Entrepreneurship, SMEs, Local Development and Tourism taku.honiden@oecd.org			RESILIENT CITIES	2019	Organisation internationale	Indice/index
Association RESILIANCES www.association-resiliances.org resiscore@association-resiliances.org			RESISCORE	2019	France	Marque déposée
Centre for Security Science & Public Health Agency of Canada (PDF) The rural resiliency index			Rural Resilience Index (RRI)	2014	Canada	Indice/index
AFPCNT - Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques Projet sKarabée - Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques afpcnt.org 04 65 26 11 00			SKARABEE	2022	France	Marque déposée
Département de géographie, Université de l'Idaho, États-Unis Tim G. Frazier, Courtney M. Thompson, Raymond J. Dezzani A framework for the development of the SERV model: A Spatially Explicit Resilience-Vulnerability model - ScienceDirect tfrazier@uidaho.edu , thom7660@vandals.uidaho.edu , dezzani@uidaho.edu			Spatially Explicit Resilience Vulnerability Model (SERV)	2014	Etats-Unis	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
SUPPLY CHAIN + Label Supply Chain Plus Cofondateurs : Laurent Desprez, Thierry Jouenne, Laurent Rouault et Cédric Marchipont			SUPPLY CHAIN +	2020	France	Marque déposée
Swiss Re Swiss Re Cat Bond Indices Methodology Swiss Re Cat Bond Indices Methodology Jean Louis Monnier - New York Swiss Re Capital Markets Corp +1 212 317 5346 jeanlouis_monnier@swissre.com Andy Palmer - London Swiss Re Capital Markets Ltd +44 20 7933 4151 andy_palmer@swissre.com			Swiss Re Cat Bond Performance Indices	2022	Suisse	Indice/index
TAPA (Transported Asset protection Association) TAPA ESR - Facility Security Requirements 04 78 90 91 40			TAPA (Transported Asset protection Association) - Facility Security	2020	International	Norme certifiante (ISO, AS, BS, etc.)
Territoires au Futur Territoires au Futur Laurent Delcayrou, Chef du projet « Stratégies de résilience des territoires », co-auteur du rapport laurent.delcayrou@theshiftproject.org Corentin Riet, Chargé du projet « Stratégies de résilience des territoires », co-auteur du rapport corentin.riet@theshiftproject.org Jean-Elie Barjonet, Analyse des données et développement de la plateforme	 		Territoires au Futur	2023	France	Indice/index
Banque mondiale ASPIRE: The Atlas of Social Protection Indicators of Resilience and Equity aspire@worldbank.org			The Atlas of Social Protection Indicators of Resilience and Equity (ASPIRE)	2014	International	Indice/index

Nom de la structure porteuse de la démarche + site internet + contact	Risque	Développement durable	Quel est le nom de la démarche de reconnaissance de la résilience ?	Quand la démarche a-t-elle été créée ?	Quel est le pays d'origine de la démarche ?	Comment la résilience est-elle reconnue ?
The Nature Conservancy (TNC) https://coastalresilience.org/ coastalresilience@tnc.org			TNC Coastal Resilience	2015	Etats-Unis	Indice/index
United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR) + USAID, European Commission, IBM, AECOM + autres partenaires et villes du Making Cities Resilient Campaign 2010-2020. Disaster Resilience Scorecard for Cities UNDRR			UNDRR- Disaster resilience scorecard for cities	2017	International	Indice/index
Earthquakes and Megacities Initiative Auteurs : Bijan Khazai, Fouad Bendimerad, Omar D. Cardona, Martha-Liliana Carreño, Alex H. Barbat and Christopher G. Burton Department of Geography and Environment, University of Dhaka / Department of Agricultural Extension, Ministry of Agriculture, Dhaka / North City Corporation, Dhaka			Urban Disaster Risk Index (UDRI)	2006	International	Indice/index
Office français pour la Biodiversité vegetal-local.fr			VEGETAL LOCAL	2015	France	Marque collective déposée
CEREMA et EFFICACITY https://www.label-vdi.fr/ phillipe.maillard@efficacity.com, olivier.bachelard@cerema.fr			Ville Durable et Innovante	2020	France	Label
Bündnis Entwicklung Hilft Alliance Development Works & United Nations University – Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS) The WorldRiskReport 2022 kontakt@entwicklung-hilft.de / www.entwicklung-hilft.de www.ehs.unu.edu			World Risk Index (WRI)	2011	Allemagne	Indice/index

Les modalités de recherches conjointes

Les étapes de la recherche

La présente étude repose sur une méthodologie de recherche concertée et partagée entre le HCFRN et l'association Résiliences. Celle-ci a permis de définir des étapes pour rassembler les données.

ACTIONS	OBJECTIFS
Partage des observations sur la demande	Partager les objectifs de l'étude, de s'entendre sur la notion de "démarches de reconnaissance de la résilience", de "résilience" et d'exclure d'emblée toutes les démarches informelles (concours, colloques, diplômes, etc.).
Réalisation d'un questionnaire d'enquête	Brosser toutes les informations utiles à une connaissance approfondie des démarches à rechercher (du fait générateur aux modalités en passant par les résultats -nombre de qualification accordée pour une démarche).
Activation d'outils de veille HCFRN et des recherches documentaires	Rassembler le maximum de démarches existantes.
Rédaction du rapport et des fiches de présentation des démarches	Définir un ensemble de notions fondamentales pour comprendre les démarches de reconnaissance de la résilience. Appréhender les enjeux. Etablir des statistiques.
Restitution du rapport	Partager les enjeux et définitions, faciliter la progression de la communauté des acteurs pour se situer parmi l'ensemble des démarches existantes. Identifier les tendances avec l'émergence de nouvelles démarches.

Le champ d'étude de la recherche

Les sujets étudiés sont essentiellement les personnes morales. Dans le paramétrage des choix de recherche, nous avons écarté le champ de la résilience individuelle afin d'identifier majoritairement les démarches de reconnaissance de la résilience des organisations.

Dans le cadre de cette étude, la première étape a été la recherche. Pour établir un panorama des démarches, nous avons procédé de la manière suivante : recherche des démarches à partir de nos supports de veille stratégique, exploitation de connaissances personnelles sur certaines d'entre elles et analyse des

documentations et revues littéraires référençant des démarches ou indicateurs de résilience.

S'agissant du périmètre de recherche, nos recherches se sont portées sur des sources françaises et étrangères (principalement Europe et USA). Les démarches référencées sont donc en langue française ou anglaise.

Les contraintes sont que la collecte de l'information s'effectue à partir du moment où la surveillance est lancée et qu'il n'existe pas actuellement de base de données répertoriant toutes ces démarches.

Outil spécifique du HCFRN au service de la veille

Pour saisir les démarches de reconnaissance de la résilience les plus récentes, le HCFRN met en place une veille stratégique pour identifier tous les supports existants et accessibles tant en France qu'à l'étranger (en français et en anglais) et identifier les structures proposant des procédures permettant de reconnaître formellement la résilience.

L'objet de la veille est l'identification des démarches de reconnaissance de la résilience. La surveillance vise à collecter toutes les procédures qui permettent de reconnaître formellement la résilience de quelque chose.

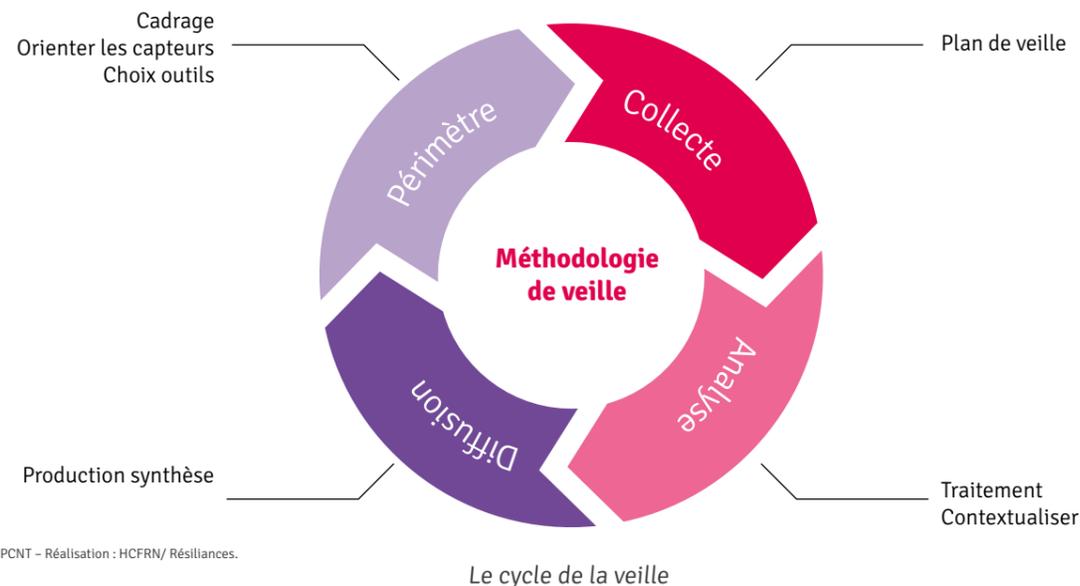
Pour établir un panorama des démarches, le HCFRN a procédé de la manière suivante : recherche des démarches à partir de supports de veille stratégique, d'exploitation de connaissances personnelles sur certaines d'entre elles et d'analyse de documentations et revues littéraires référençant des démarches ou indicateurs de résilience.

Le périmètre de recherche

S'agissant du périmètre de recherche, nos recherches se sont portées sur des sources françaises et étrangères (principalement Europe et USA). Les démarches référencées sont donc en langue française ou anglaise.

Les contraintes sont que la collecte de l'information s'effectue à partir du moment où la surveillance est lancée et qu'il n'existe pas actuellement de base de données répertoriant toutes ces démarches.

Pour assurer la recherche sur le plan technique, le HCFRN a utilisé la plateforme de veille amisoftware (chapsvision), google alert, flux RSS et surveillance de pages donnant lieu à une lettre de veille hebdomadaire de début mars 2023 à fin mai 2023 et à un classement des sources.



© Étude AFPCNT - Réalisation : HCFRN/ Résiliences.

Collecte des informations

S'agissant de la cartographie des sources de l'étude, celles-ci ont été essentiellement numériques (sites institutionnels, think tank, média spécialisés, etc). Les premières sources sont répertoriées. Des entretiens complémentaires ont été menés pour collecter les informations sur les démarches en France.

Mots-clés

Les mots-clés identifiés pour la recherche documentaire sont indiqués ci-dessous, leur traduction en anglais est indiquée en italique. Les mots-clés utilisés pour la même idée sont indiqués sur la même ligne.

MOTS CLÉS UTILISÉS EN FRANÇAIS	MOTS CLÉS UTILISÉS EN ANGLAIS
Certificat, certification, attestation	Certificate, Certification, Attestation
Démarche, processus	Process, Work flow
Audit	Audit
Label	Qualification Label
Marque, marque simple, marque collective	Brand, Simple Brand, Collective Brand
Norme Standard	Standard
Référentiel	Framework
Reconnaissance, récompense, prix	Recognition, Acknowledgement, Award
Résilience	Resilience
Résilience organisationnelle	Organisational resilience
Résilience structurelle	Structural resilience
Résilience technique	Technical resilience
Résilience sociétale	Societal Resilience (ISO)
Résilience économique	Economical resilience
Résilience territoriale	Community Resilience
Résilience des infrastructures critiques	Critical Infrastructure resilience
Risque	Risk, Hazard
Risque majeur	Major risks, hazards
Risque naturel	Natural risk, Natural hazard, Act of god
Risque technologique, risque industriel	Technological, Industrial hazards
Évaluation	Assessment, Evaluation
Prévention	Prevention
Qualité	Quality

Analyse

Il a été nécessaire de traiter la collecte : filtrer les résultats obtenus (éliminer le bruit) ; hiérarchiser (importance) et classer les informations collectées (tags, etc.). En effet, une fois les informations collectées, il s'agit de les regrouper, les recouper et les contextualiser pour produire une synthèse structurée.

Au-delà de la synthèse rédigée, la mise en forme des données (graphique, infographie, etc.) permet une meilleure compréhension des enjeux et apporte une plus valeur ajoutée, ce qui facilite la lecture et apporte une profondeur dans l'analyse.

Diffusion

La diffusion de l'information est la dernière étape du cycle de la veille. Défini lors du périmètre où l'on choisit le format du livrable, la diffusion a pour vocation d'éclairer les décisions. En fonction du destinataire, il est préférable d'adapter le format du livrable pour favoriser l'aide à la décision.

Dans le cadre de cette étude, les livrables du plan de veille sont une lettre de veille régulière (7 recensements ont été effectués de mars à juin), un classement des sources, un registre des démarches de reconnaissance de la résilience avec leurs caractéristiques.

Les sources

AFRIQUE

- > Botswana: National Disaster Management Office
- > Cabo Verde: Serviço Nacional de Protecção Civil (SNPC)
- > Djibouti: Ministère de l'Intérieur
- > Ethiopia: Disaster Risk Management and Food Security Sector - DRMFS
- > Gambia: National Disaster Management Authority
- > Ghana: National disaster management organization
- > Kenya: National Drought Management Authority
- > Lesotho: Disaster Management Authority (DMA)
- > Madagascar: Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
- > Malawi: Department of Disaster Management Affairs
- > Mauritius: Ministry of Environment, Sustainable Development, and Disaster and Beach Management
- > Mozambique: National Institute of Disaster Management (INGC)
- > Nigeria: National Emergency Management Agency (NEMA)
- > Rwanda: Ministry for Disaster Management and Refugees
- > Senegal: Direction de la Protection Civile, Ministère de l'Intérieur (DPC)
- > Seychelles: Division of Risk and Disaster Management (DRDM)
- > Sierra Leone: Office of National Security (Directorate Disaster Management)
- > Somali : Somali Disaster Resilience Institute
- > South Africa: Disaster Management Office
- > Swaziland: Deputy Prime Minister's Office
- > Tanzania: Disaster Management Department (DMD)
- > Uganda: Department of Relief, Disaster Preparedness and Management
- > Zambia: Disaster Management and Mitigation Unit - OVP
- > Zimbabwe: Department of Civil Protection (DCP)

AMÉRIQUES

- > Anguilla: Department of Disaster Management
- > Antigua and Barbuda: National Office of Disaster Services
- > Argentina:
Sistema Nacional para la Gestión Integral del Riesgo (SINAGIR)
Ministry of the Environment and Sustainable Development
- > Aruba: Crisis Management Office (RBA)
- > Bahamas: The National Emergency Management Agency (NEMA)
- > Barbados: Department of Emergency Management
- > Belize: National Emergency Management Organization (NEMO)
- > Bermuda: Emergency Measures Organisation
- > Bolivia: Defensa Civil
- > Brazil:
CENAD
Ministry of Environment and Climate Change
- British Virgin Islands: Department of Disaster Management
- > Canada:
Disaster Prevention and Mitigation
Environment and Climate Change Canada
Canadian Institute for Climate Choices
- > Cayman Islands: Hazard Management Cayman Islands (HMCI)
- > Chile:
Oficina Nacional de Emergencia (ONEMI)

- Center for Climate and Resilience Research (CR)²
- Research Centre for Integrated Disaster Risk Management
- > Colombia: Defensa Civil Colombiana
- > Colombia: Unidad Nacional para la Gestión del Riesgo de Desastres.
- > Costa Rica: Comision Nacional (CNE)
- > Cuba: Defensa Civil de Cuba
- > Dominica: Office of Disaster Management(ODM)
- > Dominican Republic: Comision De Emergencias (CNE)
- > Ecuador: Gestión de riesgos
- > El Salvador: Protección Civil
- > Grenada: National Disaster Management Agency
- > Guatemala: Coordinadora Nacional para la Reducción de Desastres
- > Honduras: Permanent Commission of Contingencies (COPECO)
- > Jamaica: Office of Disaster Preparedness and Management
- > Mexico:
Protección Civil
Secretariat of Environment and Natural Resources
- > Montserrat: DMCA – Disaster Management
- > Nicaragua: SINAPRED
- > Panama: SINAPROC
- > Paraguay: Secretaria de Emergencia Nacional (SEN)
- > Peru:
Instituto Nacional de Defensa Civil
Centre for Disaster Studies and Prevention
- > Saint Lucia: National Emergency Management Organisation (NEMO)
- > Saint Vincent and the Grenadines: National Emergency Management Office (NEMO)
- > Trinidad and Tobago: Office of Disaster Preparedness and Management
- > United States of America:
Federal Emergency Management Agency (FEMA)
Center for Disease Control (CDC)
Baseline Resilience Indicators for Communities (BRIC)
Hazard Reduction and Recovery Center
Disaster Research Center, University of Delaware
Global Resilience Institute, Northeastern University
Community Engagement, Design and Research Center (CEDaR), University of Colorado
Multi-Hazard Resilient Structures, Johns Hopkins University
Center for Climate and Security
- > Uruguay: Sistema Nacional de Emergencias
- > Venezuela: Proteccion Civil
- > Virgin Islands: Territorial Emergency Management Agency

ASIE PACIFIQUE

- > Afghanistan: National disaster Management authority
- > Armenia: Ministry of Emergency Situations
- > Australia:
 - Department of Emergency Management
 - Australian Natural Disaster Resilience Index (ANDRI2)
 - “Developing Indicators for Adaptive Capacity for Multiple Use Coastal Regions: Insights from the Spencer Gulf, South Australia.” Ocean & Coastal Management.
 - UNSW Climate Change Research Center
 - Composite Resilience Index (TCRI)
- > Azerbaijan: Ministry of Emergency Situations
- > Bangladesh:
 - Department of Disaster Management
 - International Centre for Climate Change and Development
- > Bhutan: Department of Disaster Management
- > Brunei: National Disaster Management Center
- > Cambodia: National Committee for Disaster Management (NCDM)
- > China:
 - Ministry of Civil Affairs - Division of Disaster Reduction
 - Ministry of Ecology and Environment
- > Cook Islands: Emergency Management
- > Fiji: National Disaster Management Office
- > India:
 - National Disaster Management Authority (NDMA)
 - Ministry of Environment, Forest and Climate Change
- > Indonesia:
 - National Agency for Disaster Management (BNPB)
 - Ministry of Environment and Forestry
 - National Resilience Institute
- > Japan:
 - Cabinet Office
 - Ministry of the Environment
 - International Research Institute of Disaster Science
 - “Japanese Social Capital and Social Vulnerability Indices: Measuring Drivers of Community Resilience 2000–2017.” International Journal of Disaster Risk Reduction
- > Kazakhstan: Committee for Emergency Situations
- > Kyrgyzstan: Ministry of Emergency Situations
- > Malaysia:
 - National Disaster Management Agency
- > Maldives: National Security Division
- > Mongolia: National Emergency Management Agency (NEMA)
- > Nepal: Ministry of Home Affairs
- > New Caledonia: La Direction de la Sécurité Civile et de la Gestion des Risques
- > New Zealand: Ministry of Civil Defence & Emergency Management (CDEM)
- > Northern Mariana Islands: Homeland Security & Emergency Management
- > Pakistan: National Disaster Management Authority (NDMA)
- > Papua New Guinea: National Disaster Centre
- > Philippines: National Disaster Risk Reduction and Management Council
- > Republic of Korea: Ministry of Public Safety and Security

- > Samoa: Disaster Management Office (DMO)
- > Singapore:
 - Ministry of Home Affairs
 - Ministry of Sustainability and the Environment
 - National Environment Agency
- > South Korea : Korea Research Institute of Climate Change Countermeasure Strategies
- > Sri Lanka: Ministry of disaster Management
- > Sri Lanka: Disaster Management Center
- > Sweden : Centre for Climate Science and Policy Research
- > Thailand: Department of Disaster Prevention and Mitigation (DDPM)
- > Tonga: National Emergency Management Office
- > Uzbekistan: Ministry of Emergency Situations
- > Vanuatu: National Disaster Management Office
- > Vietnam: Disaster Management Center

EUROPE

- > Albania: Disaster Preparedness and Prevention Initiative for South Eastern Europe
- > Austria:
 - National Crisis and Disaster Protection Management (SKKM)
 - LIFE – Institute for Climate, Energy and Society
 - Wegener Center for Climate and Global Change
- > Belgium: Securite Civile
- > Belarus: Ministry for Emergency Situations
- > Bosnia and Herzegovina: Ministry of Security
- > Bulgaria : RiskMonitor
- > Croatia: National Protection and Rescue Directorate
- > Cyprus: Civil Defense
- > Czech republic: Fire Rescue Service of the Czech Republic
- > Denmark: Danish Emergency Management Agency (DEMA)
- > Estonia: Häirekeskus (Emergency Response Center)
- > Finland: CMC Finland
- > Germany:
 - Federal Office of Civil Protection and Disaster Assistance (BBK)
 - Global Climate Forum
- > Greece: General Secretariat for Civil protection
- > Hungary: Disaster Management Office
- > Iceland: Icelandic Crisis Response Unit (ICRU)
- > Ireland: Civil Defence Department
- > Italy:
 - Protezione Civile
 - Comprehensive Disaster Resilience Index (CDRI2)
- > Liechtenstein: Civil Protection
- > Lithuania: Fire and Rescue Department under the Ministry of the Interior of the Republic of Lithuania

- > Luxembourg:
 - Haut-Commissariat à la Protection Nationale
 - Paperjam
- > Malta: Civil Protection
- > Monaco: Ministry of interior, the fire and emergency services
- > Norway:
 - Directorate for Civil Protection and Emergency Planning
 - Stockholm Resilience Centre
 - Center for International Climate and Environmental Research
- > Portugal: PROCIV
- > Romania:
 - Romanian General Inspectorate for Emergency Situations
 - Center for Conflict Prevention and Early Warning
- > Russian Federation:
 - EMERCOM
- > Slovakia: Ministry of Interior Section on Crisis Management and Civil Protection
- > Slovenia: Administration of the Republic of Slovenia for Civil Protection and Disaster Relief Ministry of Defence (ACPDR)
- > Spain:
 - Dirección General de Protección Civil y Emergencias
 - Research Centre for the Management of Agricultural and Environmental Risks
- > Sweden: Swedish Civil Contingencies Agency (MSB)
- > Switzerland:
 - National Platform for Natural Hazards
 - Federal Department of Environment, Transport, Energy and Communications
 - The former Yugoslav Rep of Macedonia: Crisis Management Center (CMC)
- > Turkey:
 - AFAD
 - Ankara Center for Crisis and Policy Studies
- > Ukraine: The State Emergency Service
- > United Kingdom:
 - British Civil Defense
 - Department for Environment, Food and Rural Affairs
 - Centre for Disaster Protection
 - Business Continuity Institute

FRANCE

- > Association française de normalisation
- > Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- > Géorisques
- > Ministère de l'Intérieur
- > INPI
- > ADEME
- > CEREMA
- > INERIS
- > Société Française des Urbanistes
- > Associations membres de l'AFCNT ayant développé des démarches de résilience (IFFO-Rme, Résilience France, Association Résiliences, etc.)

INTERNATIONAL

- > Organisation internationale de normalisation
- > Nations-Unis
- > <https://www.preventionweb.net/>
- > <https://www.undrr.org/>
- > Cities Resilience Solution
- > International Journal of Geo-Information
- > Composite Community Disaster Resilience Index (CCDRI)

MIDDLE EAST

- > Jordan: Jordanian Civil Defence Ministry of Interior
- > oPt: General Directorate of Civil Defense Ministry of the Interior
- > Saudi Arabia: General Directorate of Civil Defence
- > United Arab Emirates: National Emergency and Disasters Management Authority (NCEMA)
- > Qatar: National Command Center (NCC)

REGIONAL

- > Americas:
 - > CEPREDENAC
 - > Caribbean: CDEMA
 - > Caribbean Community Climate Change Centre
- > Europe:
 - > Disaster Preparedness and Prevention Initiative for South Eastern Europe
 - > Euro-Mediterranean Center on Climate Change
- > Asia-Pacific:
 - > ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on Disaster Management
 - > Southeast Asia Disaster Prevention Research Initiative
 - > Regional Climate Resilience Index (RCRI)

Remerciements

Nous tenons à remercier l'IFFO-Rme et Bastien Coïc de l'association RAMSAR France pour leur disponibilité, ainsi que Jean-Marc Picard pour l'apport de son expertise sur les normes.

Équipe projet

COORDINATION

Directrice de la publication

› Ghislaine Verrhiest-Leblanc, directrice générale de l'AFPCNT

Coordinateurs de l'étude

- › Léna Valéanu, chargée d'études résilience et appui inter-missions de l'AFPCNT
- › Bernard Guézo, pilote de la Mission 3 "animation territoriale et intersectorielle" de l'AFPCNT

Haut Comité Français pour la Résilience Nationale

- › Christian Sommade, délégué général
- › Claire Menon, responsable du Pôle labels, certifications et projets européen
- › Caylee Alix, chargée de mission "analyse des risques et Résilience territoriale"
- › Benjamin Roman, responsable du Pôle veille, analyses et prospective
- › Manon Rifai, chargée de la mise en forme graphique et visuelle

RÉALISATION

Association Résiliances

- › Sandra Decelle-Lamothe, expert en prévention des risques majeurs et résilience des territoires
- › Mirana Metzger, chargée de la conception de la charte graphique
- › Camille Delbecq, chargée de la mise en forme graphique et visuelle

Une étude



contact@afpcnt.org

Siège :

12 rue Villiot - 75012 Paris

Antenne :

Avenue Louis Philibert - 13290 Aix-en-Provence

Réalisée par



Association RÉSILIANCES

128 avenue Thiers - 69 006 LYON

contact@association-resiliances.org

www.association-resiliances.org

HCFRN

128 rue de la Boétie - Bureau 46 - 75008 PARIS

hcfdc@hcfdc.org

www.hcfrn.org